



GOUVERNEMENT

Liberté
Égalité
Fraternité

Projet de loi de finances de fin de gestion pour 2025

Assemblée nationale

Constitution du 4 octobre 1958

Dix-septième législature

Enregistré à la présidence
de l'Assemblée nationale
le 10 novembre 2025
n° XXXX



2025

Projet de loi de finances de fin de gestion pour 2025

renvoyé à la Commission des finances,
de l'économie générale et du contrôle budgétaire

présenté au nom de Monsieur Sébastien LECORNU
Premier ministre

par

M. Roland LESCURE
Ministre de l'Économie, des Finances et de la
Souveraineté industrielle, énergétique et numérique

et par

Mme Amélie de MONTCHALIN
Ministre de l'Action et des Comptes publics

Sommaire

Rapport sur l'évolution de la situation économique et budgétaire et exposé général des motifs	7
Rapport sur l'évolution de la situation économique et budgétaire	8
Exposé général des motifs	9
Articles du projet de loi avec exposé des motifs	17
ARTICLE LIMINAIRE : Prévision de solde structurel et de solde effectif de l'ensemble des administrations publiques pour l'année 2025	19
PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER	21
TITRE IER : DISPOSITIONS RELATIVES AUX RESSOURCES	21
ARTICLE 1 : Rectification du montant de la fraction de taxe sur la valeur ajoutée du compte de concours financiers "Avances à l'audiovisuel public" au titre de l'année 2025	21
ARTICLE 2 : Ajustement des dispositions relatives à l'affectation de ressources à des tiers	22
ARTICLE 3 : Modification de la répartition entre les régions de la part d'accise affectée au financement de la création de places en instituts de formation en soins infirmiers (IFSI)	23
TITRE II : DISPOSITIONS RELATIVES À L'ÉQUILIBRE DES RESSOURCES ET DES CHARGES	25
ARTICLE 4 : Équilibre général du budget, trésorerie et plafond d'autorisation des emplois	25
SECONDE PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES	28
TITRE IER : AUTORISATIONS BUDGÉTAIRES POUR 2025 - CRÉDITS DES MISSIONS	28
<i>I. - AUTORISATION DES CREDITS DES MISSIONS</i>	28
ARTICLE 5 : Budget général : ouvertures et annulations de crédits	28
ARTICLE 6 : Budgets annexes : ouvertures et annulations de crédits	29
ARTICLE 7 : Comptes spéciaux : ouvertures et annulations de crédits	30
<i>II. - PLAFONDS DES AUTORISATIONS D'EMPLOIS</i>	31
ARTICLE 8 : Plafond d'autorisation des emplois des opérateurs de l'État	31
États législatifs annexés	33
Etat A - Voies et moyens pour 2025 révisés	34
Etat B - Répartition des crédits pour 2025 ouverts/annulés, par mission et programme, au titre du budget général	46
Etat C - Répartition des crédits pour 2025 ouverts/annulés, par mission et programme, au titre des budgets annexes	51
Etat D - Répartition des crédits pour 2025 ouverts/annulés, par mission et programme, au titre des comptes spéciaux	52
Analyse par programme des modifications de crédits intervenues en gestion et motivation des modifications proposées par le projet de loi	55
I. Budget général : programmes porteurs d'ouvertures et d'annulations de crédits proposées à l'état B	56
II. Budgets annexes : programmes porteurs d'ouvertures et d'annulations de crédits proposées à l'état C	116
III. Comptes spéciaux : programmes porteurs d'ouvertures et d'annulations de crédits proposées à l'état D	119

Tableau récapitulatif des textes réglementaires pris en vertu de la LOLF et relatifs aux crédits de l'année en cours	129
Arrêtés pris en application de l'article 11 de la loi n° 2001-692 du 1er août 2001 - Répartition de crédits	131
Décrets pris en application de l'article 11 de la loi n° 2001-692 du 1er août 2001 - Dépenses accidentnelles	132
Décrets pris en application de l'article 12 de la loi n° 2001-692 du 1er août 2001 - Transferts de crédits	133
Décrets pris en application de l'article 12 de la loi n° 2001-692 du 1er août 2001 - Virements de crédits	139
Décrets pris en application de l'article 14 de la loi n° 2001-692 du 1er août 2001 - Annulations	144
Décrets pris en application de l'article 14 de la loi n° 2001-692 du 1er août 2001 - Annulations de fonds de concours et d'attributions de produits	148
Tableaux récapitulatifs des crédits consommés et disponibles à l'échelle de chaque programme du budget général, des budgets annexes et des comptes spéciaux	149
Budget général	151
Budgets annexes	161
Comptes d'affectation spéciale	161
Comptes de concours financiers	163
Comptes spéciaux non dotés de crédits	165
Évaluations préalables	167
ARTICLE 1 : Rectification du montant de la fraction de taxe sur la valeur ajoutée du compte de concours financiers "Avances à l'audiovisuel public" au titre de l'année 2025	169
ARTICLE 2 : Ajustement des dispositions relatives à l'affectation de ressources à des tiers	173
ARTICLE 3 : Modification de la répartition entre les régions de la part d'accise affectée au financement de la création de places en instituts de formation en soins infirmiers (IFSI)	178

**Rapport sur l'évolution de la situation économique et
budgétaire et exposé général des motifs**

Rapport sur l'évolution de la situation économique et budgétaire

Aux termes de l'article 53 de la loi organique du 1^{er} août 2001 relative aux lois de finances, les projets de loi de finances de fin de gestion (PLFG) comportent un rapport présentant les évolutions de la situation économique et budgétaire justifiant les dispositions qu'ils comportent.

Le scénario macroéconomique sous-jacent au PLFG 2025 n'est pas modifié par rapport à celui sous-jacent au projet de loi de finances pour 2026, qui retient une croissance du produit intérieur brut (PIB) de +0,7 % en 2025. Les informations nouvelles depuis la finalisation du projet de loi de finances pour 2026 sont cohérentes avec le scénario macroéconomique pour 2025 sous-jacent à celui-ci. En particulier, les évolutions des finances publiques incluses dans le PLFG ne sont pas de nature à entraîner une révision du scénario macroéconomique. Ce scénario a été arrêté avant la publication par l'Insee le 30 octobre du chiffre de croissance pour le troisième trimestre qui s'élève à 0,5 % et correspond à un acquis de croissance de 0,8 %.

Au second semestre 2025, l'activité poursuivrait sa progression. Après avoir été principalement tirée par la variation des stocks au 1^{er} semestre, la croissance serait désormais davantage soutenue par les exportations et par la reprise de la consommation en services des ménages.

La prévision pour 2025 est identique à celle de la plupart des prévisionnistes (Banque de France, FMI, Consensus Forecasts) et légèrement inférieure à celle de l'Insee (+0,8 %).

La prévision d'inflation pour 2025 s'élève à +1,1 %. L'inflation en septembre a été légèrement plus basse que prévu, mais cet écart est toutefois à mettre en regard du risque d'une hausse des prix du pétrole, compte tenu des sanctions supplémentaires liées à la prolongation de la guerre d'agression russe en Ukraine, et des premiers signes d'une fin de la guerre des prix dans le secteur des télécommunications.

Exposé général des motifs

Ce projet de loi de finances de fin de gestion (PLFG) présente l'actualisation des prévisions de finances publiques, sur l'ensemble des administrations publiques et sur le périmètre du budget de l'État.

La prévision de déficit public s'établit à -5,4 %, inchangée par rapport à la loi de finances initiale (LFI) pour 2025 et au révisé 2025 du projet de loi de finances (PLF) pour 2026.

Ce texte procède aux ajustements de crédits indispensables à la fin de gestion 2025 pour financer notamment les dépenses liées au versement de certaines aides et prestations sociales (allocation aux adultes handicapés, prime d'activité), au soutien de l'effort en matière de défense, aux charges de service public de l'énergie, tout en limitant la dépense de l'État au plus juste des besoins. L'exécution des dépenses est maîtrisée sur le budget de l'État avec une prévision d'exécution dans l'épure du budget initial pour 2025.

I. La loi de finances de fin de gestion procède aux ajustements de crédits indispensables à la fin de la gestion de l'année

Le projet de loi de finances de fin de gestion pour 2025 correspond à une catégorie de lois de finances entrée en vigueur en 2023, en application de la loi organique n° 2021-1836 du 28 décembre 2021 portant réforme de la loi organique n° 2001-692 du 1^{er} août 2001 relative aux lois de finances (LOLF).

La LFG est ainsi un texte circonscrit, qui procède uniquement aux ajustements de crédits indispensables à la fin de gestion de l'année et ne peut notamment pas comporter de dispositions fiscales ou de dispositions affectant les dépenses budgétaires des années ultérieures. Ce texte s'inscrit dans l'esprit de la LOLF de renforcer la sincérité des lois de finances de l'année, en recentrant la loi de fin de gestion sur la régulation des crédits budgétaires ouverts sur l'année.

Comme les lois de finances initiales et rectificatives, les LFG sont composées d'une première partie et d'une seconde partie, précédées d'un article liminaire (en application de l'article 1 H de la LOLF). Elles comportent un article d'équilibre, les ouvertures et annulations de crédits proposées aux plafonds de dépenses, les plafonds d'autorisation des emplois rémunérés de l'État et de ses opérateurs en cas d'ajustement, et, le cas échéant, la ratification des modifications apportées par décret d'avance à la loi de finances.

L'article 35 de la LOLF restreint le domaine des LFG aux modifications facultatives suivantes :

- l'autorisation de perception des ressources publiques ;
- les affectations de recettes au sein du budget de l'État ;
- l'institution et l'évaluation des prélèvements sur les recettes de l'État ;
- l'évaluation des recettes budgétaires ;
- les dispositions ayant une incidence sur les dépenses budgétaires de l'année de la LFG ;
- les dispositions modifiant l'affectation d'impositions de toutes natures en cours d'année ;
- les garanties d'État ;
- les prises en charge de la dette de tiers ;
- les autorisations relatives aux emprunts et à la trésorerie de l'État et l'évaluation des ressources et les charges de trésorerie qui concourent à la réalisation de l'équilibre financier ;
- et les modalités d'utilisation des éventuels surplus fiscaux.

Le dépôt d'une LFG contribue à l'intelligibilité du débat parlementaire et à la transparence de l'information fournie à la représentation nationale : le PLFG 2025 se résume ainsi à un outil de bonne gestion, se distinguant dans son intention et son objet du projet de loi de finances 2026, examiné concomitamment par le Parlement, qui concentre les dispositions nouvelles et a vocation à porter les orientations et les choix de politique budgétaire.

II. La prévision de solde public pour 2025 s'établit à -5,4% du PIB, inchangée par rapport à la cible fixée par la LFI pour 2025, après -5,8% en 2024

La cible de solde public pour 2025 reste fixée à -5,4 % du PIB, tel que prévu à la fois dans la loi de finances initiale (LFI) pour 2025 et dans le révisé 2025 présenté à l'occasion du projet de loi de finances (PLF) pour 2026, en particulier au sein de son article liminaire. Au cours de l'année, le Gouvernement a mis en œuvre l'ensemble des mesures nécessaires afin de tenir le niveau de dépenses issu des débats parlementaires ayant conduit à l'adoption de la LFI pour 2025 et de la loi de financement de la sécurité sociale (LFSS) 2025. **La prévision de solde structurel 2025 demeure également inchangée** par rapport au PLF pour 2026, à -5,1 % du PIB potentiel.

Par rapport au PLF pour 2026, les prévisions de prélèvements obligatoires sont globalement inchangées : les faibles révisions résultant en une légère baisse, du fait de la prise en compte des remontées comptables les plus récentes. En dépenses, la prévision du PLFG intègre à la fois le schéma de fin de gestion de l'État, budgétairement en ligne avec la LFI pour 2025 sur le périmètre des dépenses de l'État (PDE), ainsi que, s'agissant des administrations de sécurité sociale, l'absence de revalorisation décidée par le conseil d'administration de l'Agirc-Arrco (Association générale des institutions de retraite des cadres – Association pour le régime de retraite complémentaire des salariés) le 17 octobre 2025. Enfin, les dernières remontées comptables dans le secteur local ne remettent pas en cause la prévision 2025 sous-jacente au PLF pour 2026 pour les dépenses de ce sous-secteur.

III. L'évolution des recettes et du solde budgétaire de l'État

1. Le solde budgétaire de l'État

Le solde de l'État s'établit à -131,0 Md€, en amélioration par rapport à la LFI pour 2025 (+8,0 Md€), conformément à l'orientation présentée à l'occasion du révisé 2025 dans le projet de loi de finances pour 2026.

En Md€	Exécution 2024	LFI 2025	Révisé 2025 PLF 2026	PLFG 2025	Écart PLFG / LFI	Écart PLFG / Révisé
SOLDE ÉTAT - HORS FMI	-155,9	-139,0	-130,5	-131,0	+8,0	-0,5
DÉPENSES DU BUDGET GÉNÉRAL ET PSR	502,8	507,2	503,0	503,6	-3,6	+0,6
DÉPENSES DU BUDGET GÉNÉRAL	435,1	438,8	433,9	434,5	-4,4	+0,6
PRÉLÈVEMENTS SUR RECETTES	67,7	68,3	69,1	69,1	+0,8	+0,0
Prélèvement au profit des collectivités territoriales	45,5	45,2	46,2	46,2	+0,9	+0,0
Prélèvement au profit de l'Union européenne	22,3	23,1	23,0	23,0	-0,1	+0,0
RECETTES FISCALES NETTES	325,7	349,6	353,8	353,4	+3,8	-0,4
RECETTES NON FISCALES	23,2	21,0	23,2	23,5	+2,5	+0,3
SOLDE COMPTES SPECIAUX - HORS FMI	-2,3	-2,8	-4,9	-4,7	-1,9	+0,2
SOLDE BUDGETS ANNEXES	0,4	0,4	0,5	0,5	+0,1	+0,0

L'amélioration du solde budgétaire par rapport aux prévisions de la LFI pour 2025 s'explique principalement par la diminution des dépenses du budget général (-4,4 Md€), portée par la baisse de la charge de la dette, mais aussi par celle des crédits budgétaires des ministères, eu égard aux efforts de pilotage de la dépense déployés tout au long de l'année. Cette évolution favorable s'explique également par l'augmentation des recettes fiscales (+3,8 Md€) et des recettes non fiscales (+2,5 Md€).

Le solde budgétaire se situe par ailleurs dans l'épure du révisé 2025 présenté à l'occasion du PLF pour 2026, avec une légère dégradation de -0,5 Md€. Elle s'explique notamment par la prise en compte des dernières prévisions disponibles sur les dépenses du budget général (+0,6 Md€) ainsi que des remontées comptables les plus récentes pour les recettes fiscales nettes (-0,4 Md€), mais aussi pour les recettes non fiscales (+0,3 Md€), et pour les comptes spéciaux, dont le solde s'améliore marginalement (+0,2 Md€).

2. Les recettes de l'État

En Md€	Exécution 2024	LFI 2025	Révisé 2025 PLF 2026	PLFG 2025	Écart PLFG / LFI	Écart PLFG / Révisé
RECETTES DE L'ÉTAT	348,9	370,6	377,0	376,9	+6,3	-0,2
RECETTES FISCALES NETTES	325,7	349,6	353,8	353,4	+3,8	-0,4
Impôt sur le revenu	88,0	94,5	94,9	94,9	+0,4	+0,0
Impôt sur les sociétés	57,4	53,0	58,2	58,2	+5,2	+0,0
Accises sur les énergies (ex-TICPE)	16,0	16,5	16,5	16,5	+0,1	+0,0
Taxe sur la valeur ajoutée	96,8	101,4	96,9	96,5	-5,0	-0,5
Autres recettes fiscales nettes	67,5	84,1	87,2	87,2	+3,1	+0,0
RECETTES NON FISCALES	23,2	21,0	23,2	23,5	+2,5	+0,3
Dividendes et recettes assimilées	4,8	6,0	6,3	6,3	+0,3	+0,0
Produits du domaine de l'État	1,8	1,6	1,6	1,6	+0,0	+0,0
Produits de la vente de biens et services	2,5	2,5	2,5	2,5	+0,0	+0,0
Remboursements et intérêts des prêts, avances etc.	1,1	1,2	0,9	0,9	-0,3	+0,0
Amendes, sanctions, pénalités et frais de poursuites	2,4	2,8	4,5	4,5	+1,8	+0,0
Divers	10,6	7,0	7,4	7,6	+0,6	+0,1

Les prévisions de recettes fiscales nettes pour 2025 sont révisées à la hausse par rapport à la LFI pour 2025 (+3,8 Md€), et s'élèveraient à 353,4 Md€.

Cette révision se compose principalement des mises à jour suivantes :

- Les **recettes d'impôt sur le revenu (IR)** net sont peu révisées par rapport à la prévision initiale, et s'élèveraient à 94,9 Md€, avec une progression de +0,4 Md€. Elle s'explique principalement par une révision à la hausse des recettes de prélèvement à la source (PAS) de +0,2 Md€, au regard de remontées comptables dynamiques, ainsi que de la révision à la hausse de la masse salariale, et par une révision à la hausse des recettes du prélèvement forfaitaire unique (PFU) de +0,1 Md€ ;
- Les **recettes d'impôt sur les sociétés (IS)** sont en hausse de +5,2 Md€ par rapport à la prévision initiale et s'élèveraient à 58,2 Md€. Cette hausse est principalement due à la révision de l'évolution du bénéfice fiscal (BFI) entre 2023 et 2024, de -3,9 % en LFI pour 2025 à 0 %, se traduisant par un impact positif (i) sur le solde d'IS en 2025 au titre de 2024 et (ii) sur les acomptes dus au titre de l'année 2025. L'évolution du BFI entre 2024 et 2025 est également revue légèrement à la hausse, de 0 % à 1 % ;
- La **part État des recettes de taxe sur la valeur ajoutée (TVA) nette** serait dégradée de -5,0 Md€ par rapport à la LFI pour 2025 (101,4 Md€) et s'élèverait à 96,5 Md€. Cette dégradation résulte essentiellement de la moindre croissance des emplois taxables (+1,7 % contre +2,4 % en LFI pour 2025), en raison du ralentissement de la consommation des ménages et d'une révision des effets de structure ;
- Les **autres recettes fiscales nettes** seraient en plus-value de +3,1 Md€ par rapport à la LFI pour 2025, et s'élèveraient à 87,2 Md€. Cette progression s'explique en premier lieu par une révision à la hausse des prévisions de la fraction revenant à l'État relative à l'ex-TICFE (+1,2 Md€) et de celle concernant l'ex-TICGN (+0,4 Md€), du fait d'une réévaluation des hypothèses de sortie du bouclier tarifaire, mais aussi par une révision à la hausse de l'impôt sur la fortune immobilière (+0,4 Md€), en lien avec des remontées comptables dynamiques, par une progression des recettes liées aux jeux (+0,5 Md€), en raison des dernières informations remontées par les acteurs du secteur, par une hausse des prélèvements de solidarité (+0,2 Md€), et par une croissance des recettes des autres impôts directs perçus par voie d'émission de rôles (+0,2 Md€).

Par rapport au révisé 2025, les recettes fiscales se dégraderaient de -0,4 Md€. Cette diminution est due à la révision à la baisse de la prévision relative à la part État de la TVA nette (-0,5 Md€), au regard des dernières remontées comptables disponibles.

En 2025, les recettes non fiscales s'établiraient à 23,5 Md€, soit une hausse de +2,5 Md€ par rapport à la prévision sous-jacente à la LFI pour 2025. Cette évolution tient principalement à l'augmentation des amendes, sanctions, pénalités et frais de poursuite (+1,8 Md€), en raison du montant important des produits des amendes prononcées par les autorités de la concurrence (+0,6 Md€), des amendes prononcées par les autres autorités administratives indépendants (+0,4 Md€) et des autres amendes et condamnations pécuniaires (+0,7 Md€).

Par rapport au révisé 2025, les recettes non fiscales progresseraient de +0,3 Md€. Cette progression s'explique essentiellement par l'augmentation des prévisions de reversements de Natixis (+0,4 Md€).

3. Le solde des comptes spéciaux et budgets annexes

En Md€	Exécution 2024	LFI 2025	Révisé 2025 PLF 2026	PLFG 2025	Écart PLFG / LFI	Écart PLFG / Révisé
SOLDE DES COMPTES SPECIAUX	-2,3	-2,8	-4,9	-4,7	-1,9	+0,2
COMPTES D'AFFECTATION SPECIALE	-4,5	-1,9	-4,9	-4,8	-2,9	+0,2
Contrôle de la circulation et du stationnement routiers	0,1	0,0	0,0	0,1	+0,1	+0,1
Développement agricole et rural	0,0	0,0	0,0	0,0	-0,0	+0,0
Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale	0,0	0,0	0,0	0,0	+0,0	+0,0
Gestion du patrimoine immobilier de l'État	0,1	0,0	0,0	0,0	-0,0	+0,0
Participations financières de l'État	-1,5	0,0	-2,4	-2,4	-2,4	-0,0
Pensions	-3,2	-1,9	-2,5	-2,4	-0,5	+0,0
COMPTES DE CONCOURS FINANCIERS	1,7	-0,4	0,4	0,4	+0,9	+0,1
Prêts et avances à divers services de l'État	0,5	0,6	0,6	0,7	+0,1	+0,1
Avances à l'audiovisuel public	0,0	0,0	0,0	0,0	+0,0	+0,0
Avances aux collectivités territoriales	0,2	-0,6	-0,5	-0,5	+0,0	+0,0
Prêts à des États étrangers	1,6	-0,5	0,6	0,6	+1,1	+0,0
Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés	-0,6	0,1	-0,3	-0,3	-0,4	+0,0
COMPTES DE COMMERCE	0,4	-0,6	-0,5	-0,5	+0,1	-0,0
COMPTES D'OPÉRATIONS MONETAIRES	0,1	0,1	0,1	0,1	+0,0	+0,0
SOLDE DES BUDGETS ANNEXES	0,4	0,4	0,5	0,5	+0,1	+0,0
Contrôle et exploitation aériens	0,3	0,3	0,4	0,5	+0,1	+0,0
Publications officielles et information administrative	0,1	0,0	0,0	0,0	+0,0	+0,0

En 2025, le solde des comptes spéciaux s'établirait à -4,7 Md€, en dégradation de -1,9 Md€ par rapport à la LFI pour 2025, et en amélioration de +0,2 Md€ par rapport au révisé 2025. Cette baisse s'explique essentiellement par la dégradation du solde du compte d'affectation spéciale « Participations financières de l'État » (-2,4 Md€), les opérations ayant été financées par un solde comptable excédentaire accumulé sur les exercices précédents. À cela s'ajoute une diminution du solde du compte d'affectation spéciale « Pensions » (-0,5 Md€) du fait de la baisse de la prévision de contributions employeurs. Ces diminutions sont atténuées par la hausse du solde du compte de concours financiers « Prêts à des États étrangers » (+1,1 Md€), portée principalement par le remboursement anticipé et partiel par la Grèce des échéances 2033 à 2041 prévues dans le cadre de la Greek Loan Facility.

IV. Le présent projet de loi s'inscrit dans la continuité des efforts de maîtrise des finances publiques ayant présidé à l'adoption de la loi de finances initiale pour 2025

1. Évolution du périmètre des dépenses de l'État (PDE)

L'exécution de la dépense sur le PDE est attendue à 488 Md€, en ligne avec la LFI pour 2025.

Dépenses de l'État en crédits de paiement (en Md€)	Exécution 2024	LFI 2025	PLFG 2025	Ecart PLFG 25 / LFI 2025
	CP - Niveau	CP - Niveau	CP - Niveau	CP - Ecart
Total Périmètre des dépenses de l'État (PDE)	486,9	487,8	488,2	+0,3
Crédits budgétaires des ministères	329,9	329,1	328,7	-0,4
Taxes et recettes affectées	20,8	20,6	20,6	0,0
Budgets annexes et comptes spéciaux	74,4	76,1	76,0	-0,1
Prélèvement sur recettes au profit des collectivités territoriales	45,5	45,2	46,2	0,9
Prélèvement sur recettes au profit de l'Union européenne	22,3	23,1	23,0	-0,1
Retraitements des flux internes à l'État, dont not. T3 CAS	-6,0	-6,3	-6,3	0,0

N.B : les chiffres présentés ci-dessus sont au format LFI 2025

L'entrée en gestion 2025 a été marquée par la mise en œuvre des services votés, du 1^{er} janvier au 13 février 2025. Un suivi renforcé de l'exécution budgétaire a été instauré sur la période, se traduisant par la transmission hebdomadaire au Parlement d'informations sur la consommation des crédits de l'État.

Dès le mois de mars 2025, un plan d'action pour améliorer le pilotage des finances publiques a été lancé, conduisant à la création d'un comité d'alerte des finances publiques qui s'est réuni à deux reprises en 2025. À la suite de ces comités, et compte tenu de la révision à la baisse de l'hypothèse de croissance en avril 2025 (0,7 %, contre 0,9 % en LFI pour 2025), des mesures de régulation ont été mises en place en cours de gestion sur le périmètre des dépenses de l'État :

- pour assurer le respect de la trajectoire des finances publiques, dès le mois d'avril 2025, 3,1 Md€ en AE et 2,7 Md€ en CP ont été annulés par le décret n° 2025-374 du 25 avril 2025 portant annulation de crédits et un surgel transverse complémentaire, d'un ordre de grandeur similaire, a été opéré ;
- pour reconstituer des marges de manœuvre au cours de la gestion, un deuxième surgel transverse de 1,5 Md€ en CP a été mis en œuvre en septembre 2025, portant la réserve de précaution à plus de 10 Md€ de CP.

Les décisions prises au cours de la gestion devraient ainsi conduire à une exécution en ligne avec le niveau inscrit en LFI pour 2025 sur le périmètre des dépenses de l'État (488 Md€).

Concernant la masse salariale de l'État, il est prévu qu'elle soit exécutée à un niveau correspondant aux crédits ouverts pour l'année ; seul un dépassement est identifié sur le ministère des armées, en raison des surcoûts opérationnels apparus en cours d'année, avec une ouverture de crédits portée par le présent PLFG (+0,2 Md€), visant à sécuriser la couverture de la paye de décembre. Dans leur ensemble, les dépenses de rémunération de l'État, hors cotisations employeurs au CAS Pensions, devraient progresser de +1,1 % en 2025 par rapport à 2024, en forte diminution par rapport à l'évolution annuelle constatée en 2024 (+6,7 %). Le strict respect des enveloppes catégorielles et du schéma d'emplois de l'État a permis de contenir l'augmentation de la masse salariale de l'État au même niveau que l'inflation, attendue elle aussi à +1,1 % en 2025.

A ce stade de l'année, le PLFG vise à assurer le financement des dépenses inéluctables, tout en les gageant sur le reste du PDE pour sécuriser une exécution dans l'épure de l'autorisation initiale.

En schéma de crédits, le présent PLFG ouvre 3,0 Md€ de crédits sur le budget général sur le PDE pour financer des hausses de dépenses liées à des aléas en gestion, notamment la hausse des charges de service public de l'énergie, consécutive à la baisse des prix de marché des énergies renouvelables, et le dynamisme de certaines prestations sociales, ainsi que des financements additionnels pour accompagner le renforcement de l'effort de défense sur le budget des Armées.

Ces ouvertures sont plus que compensées par l'annulation de 4,2 Md€ de crédits de paiement sur le même périmètre. Ces annulations de crédits, pour une grande partie sur la réserve de précaution des ministères, complètent celles intervenues en cours de gestion à hauteur de 2,7 Md€ de crédits de paiement.

2. Ouvertures de crédits

Des ouvertures brutes de crédits de paiement sont ainsi prévues par le PLFG sur plusieurs périmètres ministériels, dont :

- **+1,1 Md€ sur la mission « Écologie, développement et mobilité durables »** afin de financer la hausse des charges de service public de l'énergie, consécutive à la baisse des prix de marché des énergies renouvelables ;
- **+0,3 Md€ sur la mission « Défense »,** dont +0,2 Md€ sur les crédits de masse salariale du ministère des Armées, pour financer les surcoûts opérationnels et les financements additionnels décidés en gestion 2025 ;
- **+0,2 Md€ sur la mission « Sécurités »** afin de financer des surcoûts opérationnels en Outre-Mer (Mayotte et Nouvelle-Calédonie) ainsi qu'une saison feu exceptionnelle.

Des ouvertures de crédits sont également prévues pour le financement de l'hébergement d'urgence (+0,1 Md€) et de certaines aides et prestations sociales, comme la prime d'activité (+0,3 Md€) et l'allocation adultes handicapés (+0,1 Md€).

3. Annulations de crédits

Sur le PDE, des annulations brutes interviennent sur plusieurs missions, en mobilisant principalement la réserve de précaution des ministères. Ainsi, celles-ci portent notamment sur la mission « Travail, emploi et administration des ministères sociaux » à hauteur de -0,8 Md€, la mission « Recherche et enseignement supérieur » à hauteur de -0,25 Md€ et sur la mission « Économie » à hauteur de -0,18 Md€.

Par ailleurs, des annulations brutes sur la mission « Investir pour la France 2030 » sont prévues à hauteur de 1,6 Md€, ce niveau étant dimensionné en tenant compte de la trésorerie disponible au sein des principaux opérateurs mettant le plan en œuvre.

Hors du champ du PDE, des annulations interviennent sur des programmes portant des crédits évaluatifs, notamment sur la mission « Remboursements et dégrèvements » (-3,2 Md€) en cohérence avec la dernière prévision de recettes fiscales nettes, ainsi que sur les crédits du programme 117 « Charge de la dette et trésorerie de l'État » (-2,9 Md€), au titre d'une révision technique résultant de la baisse des taux directeurs de la banque centrale européenne (BCE), qui a affecté à la baisse les taux courts.

4. Ajustement technique des plafonds d'autorisation d'emploi (PAE) opérateurs

Afin de tirer les conséquences des mouvements intervenus en cours de gestion 2025, le projet de loi de finances de fin de gestion relève le plafond d'emplois des opérateurs de l'État à hauteur de +323 ETPT par rapport à la loi de finances initiale pour 2025 au profit :

- De la société des grands projets (SGP), au titre de la conduite du Grand Paris Express et des études sur certains projets de Services express régionaux métropolitains (+196 ETPT) ;
- des instituts régionaux d'administration (IRA), dont la réforme de la scolarité se traduit par la mise en place d'une seconde promotion d'élèves attachés au 1^{er} octobre 2025 (+127 ETPT).

V. Redéploiements au sein des plans d'investissement d'avenir (PIA)

Une partie des ouvertures et des annulations de crédits proposées sur la mission « Investir pour la France de 2030 » correspond à des redéploiements au sein des programmes d'investissement d'avenir (PIA), pour un montant total de **242 M€ en autorisations d'engagement et de 83 M€ en crédits de paiement**.

L'objectif de ces redéploiements est de permettre la poursuite du déploiement des aides à l'innovation octroyées par Bpifrance au bénéfice des PME et ETI à travers son réseau régional, dites « aides guichet à l'innovation », portées par l'action « Aides à l'innovation « *bottom-up* » » du programme 425 « Financement structurel des écosystèmes d'innovation ».

Ce projet de loi procède au redéploiement de 242 M€ d'AE et 83 M€ de CP vers le programme 425 à partir du programme 423 « Accélération de la modernisation des entreprises » (-151,5 M€ en AE et -83 M€ en CP) et du programme 424 (-90,5 M€ en AE) de la mission, sur lesquels des crédits sont annulés. Ces redéploiements nécessitent en effet un ajustement en loi de finances et font donc l'objet d'une proposition d'annulation et d'ouverture de crédits à due concurrence. Le solde de ces ouvertures et annulations est nul au niveau de la mission.

Articles du projet de loi avec exposé des motifs

PROJET DE LOI

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle, énergétique et numérique et de la ministre de l'action et des comptes publics ;

Vu l'article 39 de la Constitution ;

Vu la loi organique relative aux lois de finances ;

Décrète :

Le présent projet de loi, délibéré en Conseil des ministres, après avis du Conseil d'État, sera présenté à l'Assemblée nationale par le ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle, énergétique et numérique et la ministre de l'action et des comptes publics, qui sont chargés d'en exposer les motifs et d'en soutenir la discussion.

ARTICLE LIMINAIRE

Prévision de solde structurel et de solde effectif de l'ensemble des administrations publiques pour l'année 2025

- (1) Les prévisions de solde structurel et de solde effectif de l'ensemble des administrations publiques, les prévisions de solde par sous-secteur, la prévision, déclinée par sous-secteur d'administration publique, de l'objectif d'évolution en volume et la prévision en milliards d'euros courants des dépenses d'administrations publiques, les prévisions de prélèvements obligatoires, de dépenses et d'endettement de l'ensemble des administrations pour l'année 2025, les prévisions pour 2025 de ces mêmes agrégats de la loi de programmation des finances publiques pour les années 2023 à 2027, ainsi que les données d'exécution pour l'année 2024 s'établissent comme suit :

<i>En % du PIB sauf mention contraire</i>	2024	2025	2025
Projet de loi de finances de fin de gestion pour 2025			LPFP 2023-2027*
Ensemble des administrations publiques			
Solde structurel (1)	-5,8	-5,1	-3,3
Solde conjoncturel (2)	0,0	-0,2	-0,4
Solde des mesures ponctuelles et temporaires (3)	-0,1	0,0	-0,1
Solde effectif (1 + 2 + 3)	-5,8	-5,4	-3,7
Dette au sens de Maastricht	113,2	116,0	109,6
Taux de prélèvements obligatoires (y.c UE nets des CI)	42,8	43,6	44,4
Dépense publique (hors CI)	56,6	56,8	55,0
Dépense publique (hors CI, en Md€)	1652	1697	1668
Évolution de la dépense publique hors CI en volume (%) ¹	2,1	1,7	0,8
Principales dépenses d'investissement (en Md€) ²	26	28	34
Administrations publiques centrales			
Solde	-5,3	-4,6	-4,3
Dépense publique (hors CI, en Md€)	651	664	658
Évolution de la dépense publique en volume (%) ³	-0,8	1,2	1,9
Administrations publiques locales			
Solde	-0,6	-0,5	-0,2
Dépense publique (hors CI, en Md€)	330	337	329
Évolution de la dépense publique hors CI en volume (%) ³	3,2	1,2	0,2
Administrations de sécurité sociale			
Solde	0,0	-0,3	0,7
Dépense publique (hors CI, en Md€)	778	805	779
Évolution de la dépense publique hors CI en volume (%) ³	3,8	2,3	0,3

Les chiffres en comptabilité nationale relatifs au projet de loi de fin de gestion pour 2025 se réfèrent, pour 2024, au compte publié par l'Insee en comptabilité nationale en base 2020, et pour 2025, aux prévisions du Gouvernement dans la même base. Les prévisions relatives à la loi de

programmation des finances publiques pour les années 2023 à 2027 en comptabilité nationale, antérieures au changement de base des comptes nationaux français, étaient relatives à la base antérieure des comptes nationaux, la base 2014.

* Loi de programmation des finances publiques pour les années 2023 à 2027.

¹A champ constant.

²Au sens du projet de loi de programmation des finances publiques pour 2023-2027.

³A champ constant, hors transferts entre administrations publiques.

Exposé des motifs

La prévision de solde public pour 2025 sous-jacente au projet de loi de finances de fin de gestion pour l'année 2025 (PLFG) tient compte des dernières informations en recettes et en dépenses depuis le dépôt du projet de loi de finances (PLF) pour 2026.

Les hypothèses macroéconomiques sont inchangées par rapport au PLF pour 2026 : une croissance de l'activité de +0,7 % en volume reste anticipée pour 2025.

Le solde public pour 2025 reste prévu à -5,4 % du PIB, tel que prévu à la fois dans la loi de finances initiale (LFI) pour 2025 et dans le révisé 2025 présenté à l'occasion du PLF pour 2026. Au cours de l'année, le Gouvernement a mis en œuvre l'ensemble des mesures nécessaires afin de tenir le niveau de déficit issu des débats parlementaires ayant conduit à l'adoption de la LFI pour 2025 et de la loi de financement de la sécurité sociale (LFSS) 2025. La prévision de solde structurel 2025 demeure également inchangée par rapport au PLF pour 2026, à -5,1 % du PIB potentiel.

Par rapport au PLF pour 2026, les prévisions de prélèvements obligatoires sont globalement inchangées : les faibles révisions résultant en une légère baisse, du fait de la prise en compte des remontées comptables les plus récentes. En dépenses, la prévision du PLFG intègre le schéma de fin de gestion de l'État, budgétairement en ligne avec la LFI pour 2025 sur le périmètre des dépenses de l'État ainsi que, s'agissant des administrations de sécurité sociale, l'absence de revalorisation décidée par le Conseil d'administration de l'Agirc-Arrco (Association générale des institutions de retraite des cadres - Association pour le régime de retraite complémentaire des salariés) le 17 octobre 2025. Enfin, les dernières remontées comptables dans le secteur local ne remettent pas en cause la prévision 2025 sous-jacente au PLF pour 2026 pour les dépenses de ce sous-secteur.

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

TITRE IER : DISPOSITIONS RELATIVES AUX RESSOURCES

ARTICLE 1

Rectification du montant de la fraction de taxe sur la valeur ajoutée du compte de concours financiers "Avances à l'audiovisuel public" au titre de l'année 2025

- (1) Au 2^e du 1 du VI de l'article 46 de la loi n° 2005-1719 du 30 décembre 2005 de finances pour 2006, le montant : « 3 949 162 945 euros » est remplacé par le montant : « 3 959 580 513 euros ».

Exposé des motifs

Le présent article actualise le montant du produit de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) affecté aux recettes du compte de concours financiers « Avances à l'audiovisuel public » au titre de l'année 2025.

La loi de finances initiale pour 2025 prévoyait d'affecter pour 2025 un montant de TVA de 3 949,2 M€ aux recettes du compte de concours financiers, montant correspondant au niveau des dépenses portées par ce compte en faveur des entités de l'audiovisuel public. Ce montant de TVA est porté à 3 959,6 M€ en projet de loi de finances de fin de gestion pour 2025.

Ce montant s'inscrit en hausse de +10,4 M€ par rapport aux crédits ouverts dans la loi de finances initiale pour 2025.

Cette hausse procède de l'engagement pris par l'État de compenser les effets fiscaux résultant de la suppression de la contribution à l'audiovisuel public. Elle se décompose comme suit :

- Une hausse de +9,9 M€ des crédits alloués à France Médias Monde afin de compenser la régularisation payée par l'entreprise au titre de la TVA sur les achats internationaux hors UE du fait de la perte de son droit à déductibilité de TVA ;
- Un rehaussement de +0,7 M€ des moyens de TV5 Monde en raison d'un niveau de taxe sur les salaires plus élevé qu'initialement prévu ;
- Une diminution de -0,2 M€ des concours publics à ARTE France dans la mesure où l'entreprise a payé moins de taxe sur les salaires que prévu.

ARTICLE 2

Ajustement des dispositions relatives à l'affectation de ressources à des tiers

- (1) L'article 125 de la loi n° 2025-127 du 14 février 2025 de finances pour 2025 est ainsi modifié :
- (2) 1° A la dernière colonne du tableau du I :
- (3) a) A la quatre-vingt-cinquième ligne, le montant : « 176 283 341 » est remplacé par le montant : « 188 000 000 » ;
- (4) b) A la dernière ligne, le montant : « 143 100 000 » est remplacé par le montant : « 149 000 000 » ;
- (5) 2° A la dernière colonne du tableau du II :
- (6) a) A la trente-cinquième ligne, le montant : « 280 000 000 » est remplacé par le montant : « 265 000 000 » ;
- (7) b) A la trente-sixième ligne, le montant : « 245 117 000 » est remplacé par le montant : « 230 117 000 » ;
- (8) c) A la cinquante-quatrième ligne, le montant : « 178 000 000 » est remplacé par le montant : « 190 000 000 » ;
- (9) d) A la dernière ligne, le montant : « 143 100 000 » est remplacé par le montant : « 149 000 000 ».

Exposé des motifs

Le présent article modifie le rendement prévisionnel et le plafond de quatre taxes affectées au titre de l'année 2025.

- S'agissant des taxes affectées à la chambre de commerce et d'industrie (CCI) France au titre du financement du réseau des chambres de commerce et d'industrie, il est proposé de réduire leurs plafonds à hauteur de 30 M€ au total afin, au regard des niveaux de trésorerie et de fonds de roulement élevés du réseau, d'assurer leur contribution à l'effort de réduction du déficit public en 2025.

- S'agissant de la contribution de vie étudiante et de campus (CVEC), le rendement prévisionnel de la contribution est actualisé et le plafond relevé pour l'année 2025 (+12 M€) afin de faire bénéficier les établissements de l'enseignement supérieur et les centres régionaux des œuvres universitaires et scolaires (CROUS) de la dynamique positive de recouvrement de la contribution.

- S'agissant de la redevance hydraulique affectée à Voies navigables de France (VNF), l'ajustement du rendement prévisionnel et du plafond de la redevance à due concurrence (+5,9 M€) a pour objectif de permettre à l'établissement de bénéficier du rendement escompté de la redevance correspondant à des titres émis en 2024 mais dont les paiements ont été recouvrés en 2025.

ARTICLE 3**Modification de la répartition entre les régions de la part d'accise affectée au financement de la création de places en instituts de formation en soins infirmiers (IFSI)**

(1) Au IV de l'article 112 de la loi n° 2022-1726 du 30 décembre 2022 de finances pour 2023, le tableau du dernier alinéa est remplacé par le tableau suivant :

«

Région	Montant
Auvergne-Rhône-Alpes	19 601 182
Bourgogne-France-Comté	8 832 856
Bretagne	9 242 545
Centre-Val de Loire	14 462 560
Corse	426 899
Grand Est	24 370 253
Hauts-de-France	13 343 308
Île-de-France	37 833 657
Normandie	10 138 437
Nouvelle-Aquitaine	22 659 579
Occitanie	18 623 974
Pays de la Loire	12 301 704
Provence-Alpes-Côte d'Azur	19 378 071
Guadeloupe	1 030 595
Guyane	239 377
Martinique	671 096
Mayotte	737 509
La Réunion	1 106 398

».

Exposé des motifs

Le présent article modifie la répartition de la part fixe de l'accise sur les énergies accordée aux régions, à la collectivité de Corse et aux départements ou régions d'outre-mer compétents en 2025 pour le financement de la création de places en instituts de formation en soins infirmiers (IFSI), prévue par l'article 112 de la loi n° 2022-1726 du 30 décembre 2022 de finances pour 2023 tel que modifié par la loi n° 2025-127 du 14 février 2025 de finances pour 2025.

Un protocole État-Régions conclu le 14 mars 2022, dit « protocole IFSI », a prévu la création de places de formation relevant des secteurs sanitaires et sociaux, financées dans le cadre du plan de relance puis, depuis la loi de finances pour 2023, par l'attribution d'une part du produit de l'accise sur les énergies revenant à l'État. Ce protocole arrête également le principe d'un financement par l'État de la prise en charge des conséquences salariales du Ségur de la

santé ainsi qu'une participation à l'effort d'investissement dans les structures et établissements chargés de ces formations.

L'article 74 de la loi de finances pour 2025 modifiant l'article 112 de la loi de finances pour 2023 traduit l'engagement pris par le Premier Ministre dans une lettre adressée le 8 janvier 2025 à la présidente de Régions de France de renouveler l'engagement de l'État à financer les créations de places en soins infirmiers ainsi que les mesures relatives au Ségur de la Santé et en faveur de l'investissement, à hauteur de 215 M€ en 2025.

Le présent article a ainsi pour objet de modifier la répartition de la part d'accise entre les collectivités qui en sont bénéficiaires conformément aux besoins financiers identifiés pour chaque région.

TITRE II : DISPOSITIONS RELATIVES À L'ÉQUILIBRE DES RESSOURCES ET DES CHARGES

ARTICLE 4

Équilibre général du budget, trésorerie et plafond d'autorisation des emplois

- (1) I. - Pour 2025, l'ajustement des ressources tel qu'il résulte des évaluations révisées figurant à l'état A annexé à la présente loi et la variation des charges du budget de l'État sont fixés aux montants suivants :

* Les montants figurant dans le présent tableau sont arrondis au million d'euros le plus proche ; il résulte de l'application de ce principe que le montant arrondi des totaux et sous-totaux peut ne pas être égal à la somme des montants arrondis entrant dans son calcul.

** Recettes fiscales brutes, minorées des remboursements et dégrèvements d'impôts d'État (cf. état B, mission « Remboursements et dégrèvements », programme 200).

*** Dépenses budgétaires brutes, minorées des remboursements et dégrèvements d'impôts d'État (cf. état B, mission « Remboursements et dégrèvements », programme 200).

(2) II. - Pour 2025 :

(3) 1^o Les ressources et les charges de trésorerie qui concourent à la réalisation de l'équilibre financier sont évaluées comme suit :

<i>(En milliards d'euros)</i>	
Besoin de financement	
Amortissement de la dette à moyen et long termes	168,0
<i>Dont remboursement du nominal à valeur faciale</i>	166,1
<i>Dont suppléments d'indexation versés à l'échéance (titres indexés)</i>	1,9
Amortissement de la dette reprise de SNCF Réseau	1,1
Amortissement des autres dettes reprises	0,0
Déficit à financer	131,0
Autres besoins de trésorerie	-1,9
Total	298,2
Ressources de financement	
Émission de dette à moyen et long termes nettes des rachats	300,0
Ressources affectées à la Caisse de la dette publique et consacrées au désendettement	0,0
Variation nette de l'encours des titres d'État à court terme	5,8
Variation des dépôts des correspondants	0,0
Variation des disponibilités du Trésor à la Banque de France et des placements de trésorerie de l'État	2,4
Autres ressources de trésorerie	-10,0
Total	298,2

(4) 2^o Le plafond de la variation nette, appréciée en fin d'année et en valeur nominale, de la dette négociable de l'État d'une durée supérieure à un an demeure inchangé.

Exposé des motifs

Le présent article traduit l'incidence sur l'équilibre budgétaire pour 2025 des dispositions proposées par le présent projet de loi de finances de fin de gestion (PLFG) et des réévaluations de recettes pour l'année en cours.

Le solde budgétaire tel qu'il résulte du tableau d'équilibre atteint -132,4 Md€ contre -139,0 Md€ en loi de finances initiale (LFI), en amélioration de +6,6 Md€.

Par rapport à la loi n° 2025-127 du 14 février 2025 de finances pour 2025, cette amélioration résulte principalement d'une hausse des recettes (+6,3 Md€) et d'une baisse des dépenses du budget général (-4,3 Md€). Elle est atténuée

par une dégradation du solde des comptes spéciaux (-3,2 Md€) et le rehaussement des prélèvements sur recettes de l'État (+0,8 Md€).

Le besoin de financement prévisionnel de l'État pour 2025 s'établit à 131,0 Md€, compte tenu des mouvements réglementaires intervenus en gestion, dont notamment les annulations résultant du décret n° 2025-374 du 25 avril 2025 portant annulation de crédits.

En conséquence, cet article présente un tableau de financement au sein duquel sont actualisées, par rapport à la LFI, les ressources et les charges de trésorerie qui concourent à l'équilibre financier de l'année 2025.

En besoin de financement :

- les amortissements de dette à moyen et long termes s'élèvent à 168,0 Md€ ;
- le déficit à financer prévisionnel est ramené à 131,0 Md€ ;
- les amortissements de la dette reprise à SNCF Réseau s'élèvent à 1,1 Md€ ;
- les autres besoins de trésorerie s'élèvent à -1,9 Md€.

En ressources de financement :

- le montant des émissions de titres à moyen et long termes, net des rachats, est inchangé et s'élève à 300 Md€ ;
- la variation de l'endettement à court terme de l'État en fin d'année s'élèverait à 5,8 Md€ ;
- la contribution du solde du compte du Trésor s'élèverait à 2,4 Md€ ;
- les autres ressources de trésorerie s'élèvent à -10,0 Md€, et sont ainsi révisées à la baisse par rapport à la LFI (-13,0 Md€) en raison des décotes, nettes des primes, décaissées sur les émissions et les rachats réalisés.

En conséquence du maintien du niveau des emprunts de moyen et long termes, le plafond de variation nette de la dette négociable de l'État d'une durée supérieure à un an est inchangé, à 133,9 Md€.

SECONDE PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

TITRE IER : AUTORISATIONS BUDGÉTAIRES POUR 2025 - CRÉDITS DES MISSIONS

I. - AUTORISATION DES CREDITS DES MISSIONS

ARTICLE 5

Budget général : ouvertures et annulations de crédits

- (1) I. - Il est ouvert aux ministres, pour 2025, au titre du budget général, des autorisations d'engagement et des crédits de paiement supplémentaires s'élevant respectivement aux montants de 2 907 780 172 € et de 2 991 316 517 €, conformément à la répartition par mission donnée à l'état B annexé à la présente loi.
- (2) II. - Il est annulé pour 2025, au titre du budget général, des autorisations d'engagement et des crédits de paiement s'élevant respectivement aux montants de 10 006 800 072 € et de 10 355 609 648 €, conformément à la répartition par mission donnée à l'état B annexé à la présente loi.

Exposé des motifs

Les ajustements de crédits proposés au titre du budget général sont présentés globalement dans la première partie du présent document (« Exposé général des motifs »), et analysés et justifiés dans la quatrième partie (« Analyse par programme des modifications de crédits intervenues en gestion et motivation des modifications proposées par le projet de loi ») et au I (« Budget général : programmes porteurs d'ouvertures et d'annulations de crédits proposées à l'état B »).

ARTICLE 6**Budgets annexes : ouvertures et annulations de crédits**

- (1) Il est annulé pour 2025, au titre des budgets annexes, des autorisations d'engagement et des crédits de paiement s'élevant respectivement aux montants de 4 874 463 € et de 15 436 927 €, conformément à la répartition par mission donnée à l'état C annexé à la présente loi.

Exposé des motifs

Les ajustements de crédits proposés au titre des budgets annexes sont présentés globalement dans la première partie du présent document (« Exposé général des motifs »), et analysés et justifiés dans la quatrième partie (« Analyse par programme des modifications de crédits intervenues en gestion et motivation des modifications proposées par le projet de loi ») et au II (« Budgets annexes : programmes porteurs d'ouvertures et d'annulations de crédits proposées à l'état C »).

ARTICLE 7

Comptes spéciaux : ouvertures et annulations de crédits

- (1) I. - Il est ouvert aux ministres, pour 2025, au titre des comptes d'affectation spéciale, des autorisations d'engagement et des crédits de paiement supplémentaires s'élevant respectivement aux montants de 44 258 953 € et de 44 258 953 €, conformément à la répartition par mission donnée à l'état D annexé à la présente loi.
- (2) II. - Il est annulé pour 2025, au titre des comptes d'affectation spéciale, des autorisations d'engagement et des crédits de paiement s'élevant respectivement aux montants de 4 750 920 € et de 4 750 920 €, conformément à la répartition par mission donnée à l'état D annexé à la présente loi.
- (3) III. - Il est ouvert aux ministres, pour 2025, au titre des comptes de concours financiers, des autorisations d'engagement et des crédits de paiement supplémentaires s'élevant respectivement aux montants de 318 374 384 € et de 234 674 384 €, conformément à la répartition par mission donnée à l'état D annexé à la présente loi.
- (4) IV. - Il est annulé pour 2025, au titre des comptes de concours financiers, des autorisations d'engagement et des crédits de paiement s'élevant respectivement aux montants de 2 696 466 377 € et de 3 465 965 952 €, conformément à la répartition par mission donnée à l'état D annexé à la présente loi.

Exposé des motifs

Les ajustements de crédits proposés au titre des comptes spéciaux sont analysés et justifiés dans la quatrième partie (« Analyse par programme des modifications de crédits intervenues en gestion et motivation des modifications proposées par le projet de loi ») et au III (« Comptes spéciaux : programmes porteurs d'ouvertures et annulations de crédits proposées à l'état D »).

II. - PLAFONDS DES AUTORISATIONS D'EMPLOIS

ARTICLE 8

Plafond d'autorisation des emplois des opérateurs de l'Etat

- (1) L'article 145 de la loi n° 2025-127 du 14 février 2025 de finances pour 2025 est ainsi modifié :
- (2) 1° Au premier alinéa, le nombre : « 402 489 » est remplacé par le nombre : « 402 812 » ;
- (3) 2° A la seconde colonne du tableau du deuxième alinéa :
- (4) a) A la vingt-huitième ligne, le nombre : « 19 585 » est remplacé par le nombre : « 19 781 » ;
- (5) b) A la vingt-neuvième ligne, le nombre : « 5 049 » est remplacé par le nombre : « 5 245 » ;
- (6) c) A la soixante-dixième ligne, le nombre : « 743 » est remplacé par le nombre : « 870 » ;
- (7) d) A la soixante-et-onzième ligne, le nombre : « 743 » est remplacé par le nombre : « 870 » ;
- (8) e) A la dernière ligne, le nombre : « 402 489 » est remplacé par le nombre : « 402 812 ».

Exposé des motifs

Le plafond d'emplois des opérateurs pour 2025, fixé par l'article 145 de la loi n° 2025-127 du 14 février 2025 de finances pour 2025, est augmenté de 323 équivalents temps pleins travaillés (ETPT) afin de prendre en compte des mouvements intervenus au cours de la gestion 2025 :

- Le plafond d'emplois des opérateurs de l'Etat portés par le programme « Infrastructures et services de transports » de la mission « Écologie, développement et mobilité durables » est augmenté de 196 ETPT au profit de la Société des grands projets (SGP). Ce rehaussement permet de prendre en compte dans le plafond d'emplois législatif de l'établissement pour 2025 le maintien des emplois nécessaires à la conduite du Grand Paris Express et des études sur certains projets de Services express régionaux métropolitains (SERM). Le plafond d'emplois de l'établissement est ainsi porté à 1 060 ETPT avant application du schéma 2026 ;
- Le plafond d'emplois des opérateurs de l'Etat portés par le programme « Fonction publique » de la mission « Transformation et fonction publiques » est augmenté de 127 ETPT au profit des instituts régionaux d'administration (IRA), dont la réforme de la scolarité se traduit par la mise en place d'une seconde promotion d'élèves attachés entrée le 1^{er} octobre 2025.

États législatifs annexés

Etat A - Voies et moyens pour 2025 révisés

BUDGET GÉNÉRAL

Numéro de ligne	Intitulé de la recette	(en euros)	Révision des évaluations pour 2025
-----------------	------------------------	------------	------------------------------------

1. Recettes fiscales

	11. Impôt net sur le revenu	+385 407 917
1101-net	Impôt net sur le revenu	+385 407 917
	12. Autres impôts directs perçus par voie d'émission de rôles	+211 800 000
1201	Autres impôts directs perçus par voie d'émission de rôles	+211 800 000
	13. Impôt net sur les sociétés	+5 183 317 539
1301-net	Impôt net sur les sociétés	+5 183 317 539
	13bis. Contribution sociale sur les bénéfices des sociétés	-176 000 000
1302	Contribution sociale sur les bénéfices des sociétés	-176 000 000
	13ter. Contribution de la Caisse des dépôts et consignations représentative de l'impôt sur les sociétés	+174 366 360
1303	Contribution de la Caisse des dépôts et consignations représentative de l'impôt sur les sociétés	+174 366 360
	14. Autres impôts directs et taxes assimilées	+468 704 989
1401	Retenues à la source sur certains bénéfices non commerciaux et de l'impôt sur le revenu	-44 822 939
1402	Retenues à la source et prélèvements sur les revenus de capitaux mobiliers et le prélèvement sur les bons anonymes	+100 000 000
1404	Précompte dû par les sociétés au titre de certains bénéfices distribués (loi n°65-566 du 12 juillet 1965 art 3)	+23 276
1405	Prélèvement exceptionnel de 25% sur les distributions de bénéfices	-970 931
1406	Impôt sur la fortune immobilière	+375 618 701
1407	Taxe sur les locaux à usage de bureaux, les locaux commerciaux et de stockage	-35 609
1408	Prélèvements sur les entreprises d'assurance	-209 893
1411	Cotisations perçues au titre de la participation des employeurs à l'effort de construction	-35 772
1412	Taxe de participation des employeurs au financement de la formation professionnelle continue	-43 213
1413	Taxe forfaitaire sur les métaux précieux, les bijoux, les objets d'art, de collection et d'antiquité	-187 002
1415	Contribution des institutions financières	-1 268

(en euros)

Numéro de ligne	Intitulé de la recette	Révision des évaluations pour 2025
1416	Taxe sur les surfaces commerciales	-487 024
1421	Cotisation nationale de péréquation de taxe professionnelle	-199 670
1427	Prélèvements de solidarité	+220 816 236
1430	Taxe sur les services numériques	+117 000 000
1440	Contribution différentielle applicable à certains contribuables titulaires de très hauts revenus	-523 500 000
1441	Contribution exceptionnelle sur les bénéfices des grandes entreprises	+160 000 000
1497	Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises	+39 531 039
1498	Cotisation foncière des entreprises	-1 292 405
1499	Recettes diverses	+27 501 463
15. Taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques nette		+73 275 100
1501-net	Taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques nette	+73 275 100
16. Taxe sur la valeur ajoutée nette		-4 980 843 446
1601-net	Taxe sur la valeur ajoutée nette	-4 980 843 446
17. Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes		+2 107 104 880
1701	Mutations à titre onéreux de créances, rentes, prix d'offices	-594 125
1702	Mutations à titre onéreux de fonds de commerce	-304 171
1703	Mutations à titre onéreux de meubles corporels	-533 235
1704	Mutations à titre onéreux d'immeubles et droits immobiliers	-94 232
1705	Mutations à titre gratuit entre vifs (donations)	-395 997 554
1706	Mutations à titre gratuit par décès	+318 726 761
1707	Contribution de sécurité immobilière	+42 539 834
1711	Autres conventions et actes civils	-739 388
1713	Taxe de publicité foncière	-777 549
1714	Prélèvement sur les sommes versées par les organismes d'assurances et assimilés à raison des contrats d'assurances en cas de décès	-603 471
1716	Recettes diverses et pénalités	-406 741
1721	Timbre unique	-100 513 314
1726	Produit de la taxe additionnelle à la taxe sur les certifications d'immatriculation des véhicules	+7 000 000
1752	Contribution sur la rente infra-marginale de la production d'électricité	+553 000 000
1753	Autres taxes intérieures	+1 621 564 719
1754	Autres droits et recettes accessoires	+453 959
1755	Amendes et confiscations	-84 102
1756	Taxe générale sur les activités polluantes	-37 000 000

Numéro de ligne	Intitulé de la recette	Révision des évaluations pour 2025 (en euros)
1761	Taxe et droits de consommation sur les tabacs	+11 000 000
1768	Taxe spéciale sur certains véhicules routiers	-224 068
1769	Autres droits et recettes à différents titres	-28 207 705
1776	Redevances sanitaires d'abattage et de découpage	-62 484
1777	Taxe sur certaines dépenses de publicité	+286
1781	Taxe sur les installations nucléaires de base	+32 330 075
1782	Taxes sur les stations et liaisons radioélectriques privées	-31 216
1785	Produits des jeux exploités par la Française des jeux (hors paris sportifs)	+345 286 851
1786	Prélèvements sur le produit des jeux dans les casinos	-5 285 426
1787	Prélèvement sur le produit brut des paris hippiques	+22 835 912
1788	Prélèvement sur les paris sportifs	+142 488 781
1789	Prélèvement sur les jeux de cercle en ligne	-2 831 600
1797	Taxe sur les transactions financières	+18 000 000
1799	Autres taxes	-433 831 917
18. Autres remboursements et dégrèvements d'impôts d'État		+316 915 000
Remboursements et dégrèvements d'impôts d'État, autres que ceux s'appliquant à l'impôt sur le revenu, l'impôt sur les sociétés, la taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques et la taxe sur la valeur ajoutée		+316 915 000
2. Recettes non fiscales		
21. Dividendes et recettes assimilées		+345 890 528
2110	Produits des participations de l'État dans des entreprises financières	+212 868 547
2116	Produits des participations de l'État dans des entreprises non financières et bénéfices des établissements publics non financiers	-20 621 766
2199	Autres dividendes et recettes assimilées	+153 643 747
22. Produits du domaine de l'État		+24 672 683
2201	Revenus du domaine public non militaire	-11 048 926
2202	Autres revenus du domaine public	-1 663 417
2203	Revenus du domaine privé	-60 197 274
2212	Autres produits de cessions d'actifs	+97 000 000
2299	Autres revenus du Domaine	+582 300
23. Produits de la vente de biens et services		+28 437 235
2301	Remboursement par l'Union européenne des frais d'assiette et de perception des impôts et taxes perçus au profit de son budget	+31 129 213
2303	Autres frais d'assiette et de recouvrement	-91 329 817

Numéro de ligne	Intitulé de la recette	(en euros)	Révision des évaluations pour 2025
2304	Rémunération des prestations assurées par les services du Trésor Public au titre de la collecte de l'épargne	-4 338 994	
2305	Produits de la vente de divers biens	+729	
2306	Produits de la vente de divers services	-20 707	
2399	Autres recettes diverses	+92 996 811	
	24. Remboursements et intérêts des prêts, avances et autres immobilisations financières	-256 070 497	
2401	Intérêts des prêts à des banques et à des États étrangers	-53 272 597	
2402	Intérêts des prêts du fonds de développement économique et social	-17 221 617	
2403	Prêts et avances à divers services de l'État ou organismes gérant des services publics	-19 183 490	
2409	Intérêts des autres prêts et avances	+24 692 000	
2413	Reversement au titre des créances garanties par l'État	+6 323 026	
2499	Autres remboursements d'avances, de prêts et d'autres créances immobilisées	-197 407 819	
	25. Amendes, sanctions, pénalités et frais de poursuites	+1 756 072 882	
2501	Produits des amendes de la police de la circulation et du stationnement routiers	+39 508 034	
2502	Produits des amendes prononcées par les autorités de la concurrence	+566 038 030	
2503	Produits des amendes prononcées par les autres autorités administratives indépendantes	+354 289 878	
2504	Recouvrements poursuivis à l'initiative de l'agence judiciaire de l'Etat	-3 036 927	
2505	Produit des autres amendes et condamnations péquniaires	+686 228 893	
2510	Frais de poursuite	-1 776 692	
2511	Frais de justice et d'instance	-16 007 110	
2512	Intérêts moratoires	+14 402	
2513	Pénalités	+130 814 374	
	26. Divers	+614 986 140	
2601	Versements de Natixis	+364 120 152	
2602	Versements au titre des procédures de soutien financier au commerce extérieur	+150 034 163	
2603	Prélèvements sur les fonds d'épargne gérés par la Caisse des Dépôts et Consignations	+196 000 000	
2604	Divers produits de la rémunération de la garantie de l'État	+8 317 000	
2612	Redevances et divers produits pour frais de contrôle et de gestion	-422 527	
2613	Prélèvement effectué sur les salaires des conservateurs des hypothèques	+3 841	
2615	Commissions et frais de trésorerie perçus par l'État dans le cadre de son activité régaliennes	-19 619	
2616	Frais d'inscription	+38 849	
2617	Recouvrement des indemnités versées par l'État au titre des expulsions locatives	-686 154	
2618	Remboursement des frais de scolarité et accessoires	-210 728	

Numéro de ligne	Intitulé de la recette	(en euros)
		Révision des évaluations pour 2025
2620	Récupération d'indus	+34 722 647
2621	Recouvrements après admission en non-valeur	+3 612 980
2623	Reversements de fonds sur les dépenses des ministères ne donnant pas lieu à rétablissement de crédits	+45 737 788
2624	Intérêts divers (hors immobilisations financières)	+10 527 433
2625	Recettes diverses en provenance de l'étranger	+460 529
2626	Remboursement de certaines exonérations de taxe foncière sur les propriétés non bâties (art.109 de la loi de finances pour 1992)	+194 576
2697	Recettes accidentnelles	+45 296 229
2698	Produits divers	-242 741 018
2699	Autres produits divers	-1

3. Prélèvements sur les recettes de l'État

31. Prélèvements sur les recettes de l'État au profit des collectivités territoriales	+925 062 347
3106 Prélèvement sur les recettes de l'État au profit du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA)	+576 106 964
3107 Prélèvement sur les recettes de l'État au titre de la compensation d'exonérations relatives à la fiscalité locale	+101 050 724
3120 Dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle (départements)	+2 677 360
3121 Dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle (établissements publics de coopération intercommunale)	+17 676 096
3122 Dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle (communes)	-17 676 102
3145 Prélèvement sur les recettes de l'État au titre de la compensation de la réduction de 50 % des valeurs locatives de taxe foncière sur les propriétés bâties et de cotisation foncière des entreprises des locaux industriels	+222 711 652
3146 Prélèvement sur les recettes de l'État au titre de la compensation des communes et des établissements publics de coopération intercommunale contributeurs au fonds national de garantie individuelle des ressources (FNGIR) subissant une perte de base de cotisation foncière des entreprises	-1 670 957
3163 Prélèvement sur les recettes de l'État au titre de la compensation et du lissage des pertes exceptionnelles de recettes de taxe foncière sur les propriétés bâties	+14 400 000
3165 Prélèvement sur les recettes de l'Etat compensant les pertes de recettes résultant du recentrage de l'assiette de taxe d'habitation sur les résidences secondaires	+9 786 610
32. Prélèvement sur les recettes de l'État au profit de l'Union européenne	-125 118 465
3201 Prélèvement sur les recettes de l'État au profit du budget de l'Union européenne	-125 118 465

Récapitulation des révisions de recettes du budget général

(en euros)

Intitulé de la recette	Révision des évaluations pour 2025
1. Recettes fiscales	+3 764 048 339
11. Impôt net sur le revenu	+385 407 917
12. Autres impôts directs perçus par voie d'émission de rôles	+211 800 000
13. Impôt net sur les sociétés	+5 183 317 539
13bis. Contribution sociale sur les bénéfices des sociétés	-176 000 000
13ter. Contribution de la Caisse des dépôts et consignations représentative de l'impôt sur les sociétés	+174 366 360
14. Autres impôts directs et taxes assimilées	+468 704 989
15. Taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques nette	+73 275 100
16. Taxe sur la valeur ajoutée nette	-4 980 843 446
17. Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes	+2 107 104 880
18. Autres remboursements et dégrèvements d'impôts d'État	+316 915 000
2. Recettes non fiscales	+2 513 988 971
21. Dividendes et recettes assimilées	+345 890 528
22. Produits du domaine de l'État	+24 672 683
23. Produits de la vente de biens et services	+28 437 235
24. Remboursements et intérêts des prêts, avances et autres immobilisations financières	-256 070 497
25. Amendes, sanctions, pénalités et frais de poursuites	+1 756 072 882
26. Divers	+614 986 140
3. Prélèvements sur les recettes de l'État	+799 943 882
31. Prélèvements sur les recettes de l'État au profit des collectivités territoriales	+925 062 347
32. Prélèvement sur les recettes de l'État au profit de l'Union européenne	-125 118 465
Total des révisions de recettes, nettes des prélèvements (1 + 2 - 3)	+5 478 093 428

BUDGETS ANNEXES

Numéro de ligne	Intitulé de la recette	Révision des évaluations pour 2025 (en euros)
	Contrôle et exploitation aériens	+99 454 452
7060	Redevance océanique et redevances pour services terminaux de la circulation aérienne en outre-mer	+750 000
7061	Redevances de route	+98 026 160
7063	Redevances pour services terminaux de la circulation aérienne pour la métropole	-4 776 182
7069	Contribution Bâle-Mulhouse	+985 065
7081	Recettes diverses	+23 683 488
7501	Tarif de l'aviation civile (part de la taxe sur le transport aérien de marchandises et de la taxe sur le transport aérien de passagers)	-17 214 079
9200	Produit de cession d'actif	-2 000 000
	Total	+99 454 452

COMPTES D'AFFECTATION SPÉCIALE

(en euros)

Numéro de ligne	Intitulé de la recette	Révision des évaluations pour 2025
	Contrôle de la circulation et du stationnement routiers	+84 059 646
	Section : Circulation et stationnement routiers	+84 059 646
04	Amendes forfaitaires de la police de la circulation et amendes forfaitaires majorées issues des infractions constatées par la voie du système de contrôle-sanction automatisé et des infractions aux règles de la police de la circulation	+84 059 646
	Développement agricole et rural	-13 000 000
01	Taxe sur le chiffre d'affaires des exploitations agricoles	-13 000 000
	Gestion du patrimoine immobilier de l'État	-60 000 000
01	Produits des cessions immobilières	-70 000 000
02	Produits de redevances domaniales	+10 000 000
	Participations financières de l'État	-3 263 590 475
01	Produit des cessions, par l'État, de titres, parts ou droits de sociétés détenus directement	-690 369 918
04	Remboursement de créances rattachées à des participations financières	+5 779 443
06	Versement du budget général	-2 579 000 000
	Pensions	-495 024 156
	Section : Pensions civiles et militaires de retraite et allocations temporaires d'invalidité	-501 258 086
01	Personnels civils : retenues pour pensions : agents propres de l'État et agents détachés dans une administration de l'État sur un emploi conduisant à pension	-14 385 641
02	Personnels civils : retenues pour pensions : agents détachés dans une administration de l'État sur un emploi ne conduisant pas à pension	-17 896
03	Personnels civils : retenues pour pensions : agents propres des établissements publics et agents détachés en établissement public sur un emploi conduisant à pension	-2 635 519
04	Personnels civils : retenues pour pensions : agents détachés dans les collectivités et établissements publics locaux sur un emploi conduisant à pension	-81 889
05	Personnels civils : retenues pour pensions : agents détachés hors l'État sur un emploi ne conduisant pas à pension (hors France Télécom et hors La Poste)	-207 363
06	Personnels civils : retenues pour pensions : agents propres de France Télécom et agents détachés à France Télécom	+1 401 454
07	Personnels civils : retenues pour pensions : primes et indemnités ouvrant droit à pension	-959 324
10	Personnels civils : retenues pour pensions : agents propres de l'État et agents détachés dans une administration de l'État : surcotisations salariales du temps partiel et des cessations progressives d'activité	-45 867

Numéro de ligne	Intitulé de la recette	(en euros)
		Révision des évaluations pour 2025
11	Personnels civils : retenues pour pensions : agents propres des établissements publics et agents détachés hors l'État : surcotisations salariales du temps partiel et des cessations progressives d'activité	+4 266 464
14	Personnels civils : retenues pour pensions : agents propres et détachés des budgets annexes	-116 696
21	Personnels civils : contributions des employeurs : agents propres de l'État et agents détachés dans une administration de l'État sur un emploi conduisant à pension (hors allocation temporaire d'invalidité)	-259 520 586
22	Personnels civils : contributions des employeurs : agents détachés dans une administration de l'État sur un emploi ne conduisant pas à pension (hors allocation temporaire d'invalidité)	-310 463
23	Personnels civils : contributions des employeurs : agents propres des établissements publics et agents détachés en établissement public sur un emploi conduisant à pension	+129 637 284
24	Personnels civils : contributions des employeurs : agents détachés dans les collectivités et établissements publics locaux sur un emploi conduisant à pension	+2 415 966
25	Personnels civils : contributions des employeurs : agents détachés hors l'État sur un emploi ne conduisant pas à pension (hors France Télécom et hors La Poste)	+8 277 906
26	Personnels civils : contributions des employeurs : agents propres de France Télécom et agents détachés à France Télécom	+6 834 203
27	Personnels civils : contributions des employeurs : primes et indemnités ouvrant droit à pension	-2 582 321
32	Personnels civils : contributions des employeurs : agents propres de La Poste et agents détachés à La Poste	-211 504 048
33	Personnels civils : contributions des employeurs : allocation temporaire d'invalidité	+264 725
34	Personnels civils : contributions des employeurs : agents propres et détachés des budgets annexes	-1 228 029
41	Personnels militaires : retenues pour pensions : agents propres de l'État et agents détachés dans une administration de l'État sur un emploi conduisant à pension	-12 244 729
42	Personnels militaires : retenues pour pensions : agents détachés dans une administration de l'État sur un emploi ne conduisant pas à pension	-1 281
43	Personnels militaires : retenues pour pensions : agents propres des établissements publics et agents détachés en établissement public sur un emploi conduisant à pension	-32 051
44	Personnels militaires : retenues pour pensions : agents détachés dans les collectivités et établissements publics locaux sur un emploi conduisant à pension	-12 902
45	Personnels militaires : retenues pour pensions : agents détachés hors l'État sur un emploi ne conduisant pas à pension (hors France Télécom et hors La Poste)	-10 556
47	Personnels militaires : retenues pour pensions : primes et indemnités ouvrant droit à pension	-772 524
51	Personnels militaires : contributions des employeurs : agents propres de l'État et agents détachés dans une administration de l'État sur un emploi conduisant à pension	-134 648 415
52	Personnels militaires : contributions des employeurs : agents détachés dans une administration de l'État sur un emploi ne conduisant pas à pension	-15 506
53	Personnels militaires : contributions des employeurs : agents propres des établissements publics et agents détachés en établissement public sur un emploi conduisant à pension	-1 256 151

Numéro de ligne	Intitulé de la recette	(en euros)	Révision des évaluations pour 2025
54	Personnels militaires : contributions des employeurs : agents détachés dans les collectivités et établissements publics locaux sur un emploi conduisant à pension	-488 313	
55	Personnels militaires : contributions des employeurs : agents détachés hors l'État sur un emploi ne conduisant pas à pension (hors France Télécom et hors La Poste)	-213 086	
57	Personnels militaires : contributions des employeurs : primes et indemnités ouvrant droit à pension	-10 064 932	
61	Recettes diverses (administration centrale) : Caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales (CNRACL) : transfert au titre de l'article 59 de la loi n° 2009-1673 du 30 décembre 2009 de finances pour 2010	+6 000 000	
65	Recettes diverses (administration centrale) : compensation démographique généralisée : personnels civils	-10 000 000	
67	Recettes diverses : récupération des indus sur pensions : personnels civils	+3 000 000	
	Section : Ouvriers des établissements industriels de l'État		-7 642 279
71	Cotisations salariales et patronales	-534 132	
72	Contribution au Fonds spécial des pensions des ouvriers des établissements industriels de l'État (FSPOEIE) et au Fonds des rentes d'accident du travail des ouvriers civils des établissements militaires (RATOCEM)	-6 891 786	
74	Recettes diverses	-111 412	
75	Autres financements : Fonds de solidarité vieillesse (FSV), Fonds de solidarité invalidité (FSI) et cotisations rétroactives	-104 949	
	Section : Pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre et autres pensions		+13 876 209
81	Financement de la retraite du combattant : participation du budget général	-6 953 499	
87	Financement des pensions militaires d'invalidité : participation du budget général	+12 019 238	
89	Financement des pensions d'Alsace-Lorraine : participation du budget général	+400 000	
91	Financement des allocations de reconnaissance des anciens supplétifs : participation du budget général	+8 410 470	
	Total		-3 747 554 985

COMPTES DE CONCOURS FINANCIERS

Numéro de ligne	Intitulé de la recette	Révision des évaluations pour 2025 (en euros)
	Avances à l'audiovisuel public	+10 417 568
01	Recettes	+10 417 568
	Avances aux collectivités territoriales	-826 420 540
	Section : Avances sur le montant des impositions revenant aux régions, départements, communes, établissements et divers organismes	-826 420 540
05	Recettes diverses	-284 774 961
09	Taxe d'habitation et taxes annexes	+100 628 142
10	Taxes foncières et taxes annexes	-535 481 975
11	Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises	+11 799 312
12	Cotisation foncière des entreprises et taxes annexes	-118 591 058
	Prêts à des États étrangers	+1 159 561 986
	Section : Prêts à des États étrangers en vue de faciliter la vente de biens et de services concourant au développement du commerce extérieur de la France	+16 648 074
01	Remboursement des prêts accordés à des États étrangers en vue de faciliter la vente de biens et de services concourant au développement du commerce extérieur de la France	+16 648 074
	Section : Prêts à des États étrangers pour consolidation de dettes envers la France	+2 913 912
02	Remboursement de prêts du Trésor	+2 913 912
	Section : Prêts aux États membres de la zone euro	+1 140 000 000
04	Remboursement des prêts consentis aux États membres de l'Union européenne dont la monnaie est l'euro	+1 140 000 000
	Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés	-219 693 753
	Section : Prêts pour le développement économique et social	-219 693 753
06	Prêts pour le développement économique et social	-219 735 695
12	Prêts octroyés dans le cadre des programmes d'investissement d'avenir	+41 942
	Prêts et avances à divers services de l'État ou organismes gérant des services publics	-2 877 972 776
01	Remboursement des avances octroyées au titre du préfinancement des aides communautaires de la politique agricole commune	-2 900 000 000
03	Remboursement des avances octroyées à des organismes distincts de l'État et gérant des services publics	-1 322 288
04	Remboursement des prêts et avances octroyés à des services de l'État	+25 846 909

Numéro de ligne	Intitulé de la recette	(en euros)
06	Remboursement des prêts octroyés aux exploitants d'aéroports touchés par la crise de covid-19 au titre des dépenses de sûreté-sécurité	-2 497 397
Total		-2 754 107 515

Etat B - Répartition des crédits pour 2025 ouverts/annulés, par mission et programme, au titre du budget général

BUDGET GÉNÉRAL

Mission / Programme	Autorisations d'engagement supplémentaires ouvertes	Crédits de paiement supplémentaires ouverts	Autorisations d'engagement annulées	Crédits de paiement annulés	(en euros)
Action extérieure de l'État			73 072 877	68 940 645	
Action de la France en Europe et dans le monde			49 000 000	46 000 000	
Diplomatie culturelle et d'influence			13 000 000	13 000 000	
Français à l'étranger et affaires consulaires			11 072 877	9 940 645	
Administration générale et territoriale de l'État			157 618 769	111 127 278	
Administration territoriale de l'État			4 468 220	6 036 676	
Vie politique			6 401 044	4 095 609	
Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur			146 749 505	100 994 993	
Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales			255 260 303	128 504 510	
Compétitivité et durabilité de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt			140 605 778	98 505 778	
Sécurité et qualité sanitaires de l'alimentation			29 040 652	4 484 696	
Conduite et pilotage des politiques de l'agriculture			60 099 837		
Allègements du coût du travail en agriculture (TODE-AG)			25 514 036	25 514 036	
Aide publique au développement			169 484 127	29 152 383	
Aide économique et financière au développement			105 724 053	19 098 557	
Solidarité à l'égard des pays en développement			63 760 074	10 053 826	
Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation			15 225 563	15 209 643	
Indemnisation des victimes des persécutions antisémites et des actes de barbarie pendant la seconde guerre mondiale			15 225 563	15 209 643	
Cohésion des territoires	119 500 000	134 300 000	245 425 527	142 306 127	
Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables	119 500 000	119 500 000			

Mission / Programme	Autorisations d'engagement supplémentaires ouvertes	Crédits de paiement supplémentaires ouverts	Autorisations d'engagement annulées	Crédits de paiement annulés
Aide à l'accès au logement			57 413 967	57 413 967
Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat			160 469 778	57 350 378
Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire	14 800 000			
Politique de la ville			27 541 782	27 541 782
Conseil et contrôle de l'État			7 008 130	2 300 000
Conseil d'État et autres juridictions administratives			7 008 130	2 300 000
Culture			123 612 258	48 846 939
Patrimoines			52 337 896	23 840 942
Création			37 000 000	10 491 545
Transmission des savoirs et démocratisation de la culture			30 828 796	13 030 885
Soutien aux politiques du ministère de la culture			3 445 566	1 483 567
Défense	209 000 000	349 000 000	100 000 000	188 000 000
Environnement et prospective de la politique de défense			40 000 000	40 000 000
Préparation et emploi des forces				88 000 000
Soutien de la politique de la défense	209 000 000	209 000 000		60 000 000
<i>dont titre 2</i>	209 000 000	209 000 000		
Équipement des forces		140 000 000	60 000 000	
Direction de l'action du Gouvernement			11 925 194	1 640 815
Coordination du travail gouvernemental			10 761 420	
Protection des droits et libertés			1 163 774	1 640 815
Énergie, développement et mobilité durables	1 125 087 960	1 144 000 000	133 732 336	65 189 168
Infrastructures et services de transports			42 582 174	8 842 592
Paysages, eau et biodiversité			500 002	500 000
Expertise, information géographique et météorologie			80 000	80 000
Prévention des risques			62 404 261	30 000 000
Énergie, climat et après-mines				20 000 000
Service public de l'énergie	1 125 087 960	1 144 000 000		
Conduite et pilotage des politiques de l'énergie, du développement et de la mobilité durables			26 921 903	5 766 576

Mission / Programme	Autorisations d'engagement supplémentaires ouvertes	Crédits de paiement supplémentaires ouverts	Autorisations d'engagement annulées	Crédits de paiement annulés
Sûreté nucléaire et radioprotection			1 243 996	
Économie	58 959 131	21 220 800	393 319 233	177 238 353
Développement des entreprises et régulations			256 975 105	511 792
Plan France Très haut débit				40 992 073
Statistiques et études économiques			3 957 486	3 347 846
Stratégies économiques	58 959 131	21 220 800		
Financement des opérations patrimoniales en 2025 sur le compte d'affectation spéciale « Participations financières de l'Etat »			132 386 642	132 386 642
Engagements financiers de l'Etat	424 993 211	424 993 211	2 912 400 034	2 912 077 534
Charge de la dette et trésorerie de l'Etat (crédits évaluatifs)			2 879 383 738	2 879 383 738
Appels en garantie de l'Etat (crédits évaluatifs)	424 993 211	424 993 211		
Épargne			31 016 296	30 693 796
Charge de la dette de SNCF Réseau reprise par l'Etat (crédits évaluatifs)			2 000 000	2 000 000
Enseignement scolaire			168 762 875	131 032 618
Enseignement scolaire public du premier degré			8 160 952	2 960 952
Enseignement scolaire public du second degré			25 963 191	2 466 896
Vie de l'élève			72 212 165	83 037 768
Enseignement privé du premier et du second degrés			1 769 686	637 802
Soutien de la politique de l'éducation nationale			56 159 275	41 929 200
Enseignement technique agricole			4 497 606	
Gestion des finances publiques			55 813 047	66 144 337
Gestion fiscale et financière de l'Etat et du secteur public local			43 495 818	41 821 186
Conduite et pilotage des politiques économiques et financières			10 503 184	11 337 697
Facilitation et sécurisation des échanges			1 814 045	12 985 454
Immigration, asile et intégration			18 966 030	69 190 403
Immigration et asile			3 362 627	53 587 000
Intégration et accès à la nationalité française			15 603 403	15 603 403
Investir pour la France de 2030	242 000 000	45 528 234	242 000 000	1 556 117 737
Soutien des progrès de l'enseignement et de la recherche				15 470 027

Mission / Programme	Autorisations d'engagement supplémentaires ouvertes	Crédits de paiement supplémentaires ouverts	Autorisations d'engagement annulées	Crédits de paiement annulés
Valorisation de la recherche				9 955 618
Accélération de la modernisation des entreprises			151 500 000	112 189 897
Financement des investissements stratégiques			90 500 000	1 418 502 195
Financement structurel des écosystèmes d'innovation	242 000 000	45 528 234		
Justice			82 751 216	101 727 478
Justice judiciaire			35 925 553	
Administration pénitentiaire			37 175 664	89 677 479
Protection judiciaire de la jeunesse			7 949 999	7 949 999
Conduite et pilotage de la politique de la justice			1 700 000	4 100 000
Médias, livre et industries culturelles			3 106 109	3 052 048
Presse et médias			3 106 109	3 052 048
Outre-mer	45 261 580		50 055 822	17 418 682
Emploi outre-mer			18 816 702	17 418 682
Conditions de vie outre-mer		45 261 580	31 239 120	
Recherche et enseignement supérieur	60 000 000	60 000 000	253 458 573	250 418 811
Formations supérieures et recherche universitaire			67 360 535	66 012 976
Vie étudiante			35 598 038	33 905 835
Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires			50 000 000	50 000 000
Recherche spatiale			99 000 000	99 000 000
Recherche duale (civile et militaire)	60 000 000	60 000 000		
Enseignement supérieur et recherche agricoles			1 500 000	1 500 000
Régimes sociaux et de retraite	117 099 914	117 099 914		
Régimes sociaux et de retraite des transports terrestres	62 773 808	62 773 808		
Régimes de retraite et de sécurité sociale des marins	27 000 000	27 000 000		
Régimes de retraite des mines, de la SEITA, et divers	27 326 106	27 326 106		
Relations avec les collectivités territoriales	13 637 497			65 356 965
Concours financiers aux collectivités territoriales et à leurs groupements				40 000 000
Concours spécifiques et administration	13 637 497			25 356 965

(en euros)

Mission / Programme	Autorisations d'engagement supplémentaires ouvertes	Crédits de paiement supplémentaires ouverts	Autorisations d'engagement annulées	Crédits de paiement annulés
Remboursements et dégrèvements			3 230 035 883	3 230 035 883
Remboursements et dégrèvements d'impôts d'État (crédits évaluatifs)			3 111 210 892	3 111 210 892
Remboursements et dégrèvements d'impôts locaux (crédits évaluatifs)			118 824 991	118 824 991
Santé	2 197 240	5 027 168		
Prévention, sécurité sanitaire et offre de soins	2 197 240	5 027 168		
Sécurité	79 584 799	189 109 052	3 000 000	8 801 843
Police nationale	39 579 739	13 800 000		
Gendarmerie nationale	40 005 060	54 844 512		
Sécurité et éducation routières			3 000 000	8 801 843
Sécurité civile		120 464 540		
Solidarité, insertion et égalité des chances	448 556 757	455 276 558	1 078 350	1 078 350
Inclusion sociale et protection des personnes	327 022 845	333 895 225		
Handicap et dépendance	121 533 912	121 381 333		
Égalité entre les femmes et les hommes			1 078 350	1 078 350
Sport, jeunesse et vie associative	500 000	500 000	183 444 446	91 785 684
Sport			141 930 642	46 430 642
Jeunesse et vie associative			39 013 804	23 463 051
Jeux olympiques et paralympiques 2024			2 500 000	21 891 991
Jeux olympiques et paralympiques d'hiver 2030	500 000	500 000		
Transformation et fonction publiques			224 061 523	47 879 453
Performance et résilience des bâtiments de l'État et de ses opérateurs			200 000 000	18 996 184
Transformation publique			24 061 523	28 883 269
Travail, emploi et administration des ministères sociaux	6 663 663		892 181 847	825 035 961
Accès et retour à l'emploi			616 371 594	395 482 927
Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi			272 347 090	421 238 764
Amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail			3 463 163	5 094 334
Soutien des ministères sociaux	6 663 663			3 219 936
Total	2 907 780 172	2 991 316 517	10 006 800 072	10 355 609 648

Etat C - Répartition des crédits pour 2025 ouverts/annulés, par mission et programme, au titre des budgets annexes

BUDGETS ANNEXES

Mission / Programme	Autorisations d'engagement supplémentaires ouvertes	Crédits de paiement supplémentaires ouverts	Autorisations d'engagement annulées	Crédits de paiement annulés	(en euros)
Contrôle et exploitation aériens					
Soutien aux prestations de l'aviation civile		25 285		9 025 286	
Transports aériens, surveillance et certification		3 699 295		5 401 641	
Publications officielles et information administrative					
Édition et diffusion		22 189			
Pilotage et ressources humaines		1 127 694		1 010 000	
Total		4 874 463		15 436 927	

Etat D - Répartition des crédits pour 2025 ouverts/annulés, par mission et programme, au titre des comptes spéciaux

COMPTES D'AFFECTATION SPÉCIALE

Mission / Programme	Autorisations d'engagement supplémentaires ouvertes	Crédits de paiement supplémentaires ouverts	Autorisations d'engagement annulées	Crédits de paiement annulés	(en euros)
Contrôle de la circulation et du stationnement routiers	39 508 033	39 508 033			
Désendettement de l'État	39 508 033	39 508 033			
Participations financières de l'État	4 750 920	4 750 920	4 750 920	4 750 920	
Opérations en capital intéressant les participations financières de l'État			4 750 920	4 750 920	
Désendettement de l'État et d'établissements publics de l'État	4 750 920	4 750 920			
Total	44 258 953	44 258 953	4 750 920	4 750 920	

COMPTE DE CONCOURS FINANCIERS

(en euros)

Mission / Programme	Autorisations d'engagement supplémentaires ouvertes	Crédits de paiement supplémentaires ouverts	Autorisations d'engagement annulées	Crédits de paiement annulés
Avances à l'audiovisuel public	10 627 126	10 627 126	209 558	209 558
ARTE France			209 558	209 558
France Médias Monde	9 935 243	9 935 243		
TV5 Monde	691 883	691 883		
Avances aux collectivités territoriales			856 256 819	856 256 819
Avances sur le montant des impositions revenant aux régions, départements, communes, établissements et divers organismes			856 256 819	856 256 819
Prêts à des États étrangers	307 747 258	224 047 258		157 999 575
Prêts du Trésor à des États étrangers en vue de faciliter la vente de biens et de services concourant au développement du commerce extérieur de la France	83 700 000			157 999 575
Prêts à des États étrangers pour consolidation de dettes envers la France	224 047 258	224 047 258		
Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés				11 500 000
Prêts pour le développement économique et social				11 500 000
Prêts et avances à divers services de l'État ou organismes gérant des services publics			1 840 000 000	2 440 000 000
Avances à l'Agence de services et de paiement, au titre du préfinancement des aides communautaires de la politique agricole commune			1 800 000 000	2 400 000 000
Prêts et avances à des services de l'Etat			10 000 000	10 000 000
Prêts à FranceAgriMer au titre des préfinancements de fonds européens			30 000 000	30 000 000
Total	318 374 384	234 674 384	2 696 466 377	3 465 965 952

**Analyse par programme des modifications de crédits
intervenues en gestion et motivation des modifications
proposées par le projet de loi**

I. Budget général : programmes porteurs d'ouvertures et d'annulations de crédits proposées à l'état B

Action extérieure de l'État

	AE hors titre 2	AE titre 2	Autorisations d'engagement	CP hors titre 2	CP titre 2	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	2 112 582 233	1 339 439 190	3 452 021 423	2 117 554 945	1 339 439 190	3 456 994 135
Modifications intervenues en gestion	2 398 021 202	1 317 160 173	3 715 181 374	2 381 781 476	1 317 160 173	3 698 941 648
Total des crédits ouverts	4 510 603 435	2 656 599 363	7 167 202 797	4 499 336 421	2 656 599 363	7 155 935 783
Modifications proposées	-73 072 877		-73 072 877	-68 940 645		-68 940 645
Ouvertures proposées						
Annulations proposées	73 072 877		73 072 877	68 940 645		68 940 645
Total net des ouvertures et annulations proposées	-73 072 877		-73 072 877	-68 940 645		-68 940 645

Programme n° 105 : Action de la France en Europe et dans le monde

	AE hors titre 2	AE titre 2	Autorisations d'engagement	CP hors titre 2	CP titre 2	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	1 305 930 400	1 339 439 190	2 645 369 590	1 310 499 412	1 339 439 190	2 649 938 602
Modifications intervenues en gestion	1 526 501 892	1 317 160 173	2 843 662 065	1 510 661 484	1 317 160 173	2 827 821 657
Total des crédits ouverts	2 832 432 292	2 656 599 363	5 489 031 655	2 821 160 896	2 656 599 363	5 477 760 259
Modification proposée	-49 000 000		-49 000 000	-46 000 000		-46 000 000
Annulations proposées	49 000 000		49 000 000	46 000 000		46 000 000

Motifs des annulations

Annulation de 49,0 M€ en AE et 46,0 M€ en CP portant sur la réserve de précaution, augmentée de 3 M€ en AE liée à un retard dans la consommation, rendant les crédits sans objet.

Programme n° 185 : Diplomatie culturelle et d'influence

	AE hors titre 2	AE titre 2	Autorisations d'engagement	CP hors titre 2	CP titre 2	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	651 744 733		651 744 733	651 744 733		651 744 733
Modifications intervenues en gestion	707 964 462		707 964 462	707 964 462		707 964 462
Total des crédits ouverts	1 359 709 195		1 359 709 195	1 359 709 195		1 359 709 195
Modification proposée	-13 000 000		-13 000 000	-13 000 000		-13 000 000
Annulations proposées	13 000 000		13 000 000	13 000 000		13 000 000

Motifs des annulations

Annulation de 13,0 M€ en AE et 13,0 M€ en CP portant intégralement sur la réserve de précaution.

Programme n° 151 : Français à l'étranger et affaires consulaires

	AE hors titre 2	AE titre 2	Autorisations d'engagement	CP hors titre 2	CP titre 2	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	154 907 100		154 907 100	155 310 800		155 310 800
Modifications intervenues en gestion	163 554 847		163 554 847	163 155 529		163 155 529
Total des crédits ouverts	318 461 947		318 461 947	318 466 329		318 466 329
Modification proposée	-11 072 877		-11 072 877	-9 940 645		-9 940 645
Annulations proposées	11 072 877		11 072 877	9 940 645		9 940 645

Motifs des annulations

Annulation de 11,1 M€ en AE et 9,9 M€ en CP portant essentiellement sur la réserve de précaution, de moindres besoins par ailleurs rendant ces crédits sans objet.

Administration générale et territoriale de l'État

	AE hors titre 2	AE titre 2	Autorisations d'engagement	CP hors titre 2	CP titre 2	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	1 738 113 266	2 958 124 968	4 696 238 234	1 989 801 296	2 958 124 968	4 947 926 264
Modifications intervenues en gestion	2 973 496 578	2 930 856 385	5 904 352 963	1 724 460 480	2 930 856 385	4 655 316 865
Total des crédits ouverts	4 711 609 844	5 888 981 353	10 600 591 197	3 714 261 776	5 888 981 353	9 603 243 129
Modifications proposées	-157 618 769		-157 618 769	-111 127 278		-111 127 278
Ouvertures proposées						
Annulations proposées	157 618 769		157 618 769	111 127 278		111 127 278
Total net des ouvertures et annulations proposées	-157 618 769		-157 618 769	-111 127 278		-111 127 278

Programme n° 354 : Administration territoriale de l'État

	AE hors titre 2	AE titre 2	Autorisations d'engagement	CP hors titre 2	CP titre 2	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	663 559 042	2 075 472 771	2 739 031 813	582 985 534	2 075 472 771	2 658 458 305
Modifications intervenues en gestion	623 099 940	2 042 881 215	2 665 981 155	562 036 724	2 042 881 215	2 604 917 939
Total des crédits ouverts	1 286 658 982	4 118 353 986	5 405 012 968	1 145 022 258	4 118 353 986	5 263 376 244
Modification proposée	-4 468 220		-4 468 220	-6 036 676		-6 036 676
Annulations proposées	4 468 220		4 468 220	6 036 676		6 036 676

Motifs des annulations

Annulation de 4,5 M€ en AE et 6,0 M€ en CP au titre d'une sous-exécution en matière de numérique et d'immobilier.

Programme n° 232 : Vie politique

	AE hors titre 2	AE titre 2	Autorisations d'engagement	CP hors titre 2	CP titre 2	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	92 979 556	5 343 172	98 322 728	94 899 248	5 343 172	100 242 420
Modifications intervenues en gestion	259 429 813	25 521 538	284 951 351	259 008 393	25 521 538	284 529 931
Total des crédits ouverts	352 409 369	30 864 710	383 274 079	353 907 641	30 864 710	384 772 351
Modification proposée	-6 401 044		-6 401 044	-4 095 609		-4 095 609
Annulations proposées	6 401 044		6 401 044	4 095 609		4 095 609

Motifs des annulations

Annulation de 6,4 M€ en AE et 4,1 M€ en CP au titre de la non réalisation d'une provision pour aléas.

Programme n° 216 : Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur

	AE hors titre 2	AE titre 2	Autorisations d'engagement	CP hors titre 2	CP titre 2	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	981 574 668	877 309 025	1 858 883 693	1 311 916 514	877 309 025	2 189 225 539
Modifications intervenues en gestion	2 090 966 825	862 453 632	2 953 420 457	903 415 363	862 453 632	1 765 868 995
Total des crédits ouverts	3 072 541 493	1 739 762 657	4 812 304 150	2 215 331 877	1 739 762 657	3 955 094 534
Modification proposée	-146 749 505		-146 749 505	-100 994 993		-100 994 993
Annulations proposées	146 749 505		146 749 505	100 994 993		100 994 993

Motifs des annulations

Annulation de 146,7 M€ en AE et 101,0 M€ en CP au titre de la réserve de précaution, de la révision de l'échelonnement des paiements et du décalage de projets numériques.

Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales

	AE hors titre 2	AE titre 2	Autorisations d'engagement	CP hors titre 2	CP titre 2	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	3 475 598 047	934 029 794	4 409 627 841	3 281 613 995	934 029 794	4 215 643 789
Modifications intervenues en gestion	4 368 921 684	977 955 424	5 346 877 108	3 921 392 978	977 955 424	4 899 348 402
Total des crédits ouverts	7 844 519 731	1 911 985 218	9 756 504 949	7 203 006 973	1 911 985 218	9 114 992 191
Modifications proposées	-255 260 303		-255 260 303	-128 504 510		-128 504 510
Ouvertures proposées						
Annulations proposées	255 260 303		255 260 303	128 504 510		128 504 510
Total net des ouvertures et annulations proposées	-255 260 303		-255 260 303	-128 504 510		-128 504 510

Programme n° 149 : Compétitivité et durabilité de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt

	AE hors titre 2	AE titre 2	Autorisations d'engagement	CP hors titre 2	CP titre 2	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	2 324 795 264		2 324 795 264	2 261 317 665		2 261 317 665
Modifications intervenues en gestion	3 060 190 675		3 060 190 675	2 816 622 361		2 816 622 361
Total des crédits ouverts	5 384 985 939		5 384 985 939	5 077 940 026		5 077 940 026
Modification proposée	-140 605 778		-140 605 778	-98 505 778		-98 505 778
Annulations proposées	140 605 778		140 605 778	98 505 778		98 505 778

Motifs des annulations

Annulation de 140,6 M€ en AE et 98,5 M€ en CP au titre de l'annulation d'une partie de la réserve de précaution.

Programme n° 206 : Sécurité et qualité sanitaires de l'alimentation

	<i>AE hors titre 2</i>	<i>AE titre 2</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>CP hors titre 2</i>	<i>CP titre 2</i>	<i>Crédits de paiement</i>
Crédits ouverts en loi de finances initiale	562 299 013	358 779 499	921 078 512	495 857 028	358 779 499	854 636 527
Modifications intervenues en gestion	680 242 723	390 422 289	1 070 665 012	574 999 077	390 422 289	965 421 366
Total des crédits ouverts	1 242 541 736	749 201 788	1 991 743 524	1 070 856 105	749 201 788	1 820 057 893
Modification proposée	-29 040 652		-29 040 652	-4 484 696		-4 484 696
Annulations proposées	29 040 652		29 040 652	4 484 696		4 484 696

Motifs des annulations

Annulation de 29,0 M€ en AE et 4,5 M€ en CP portant sur une partie de la réserve de précaution, après prise en compte de l'ensemble des besoins pour la gestion 2025, notamment au titre de la dermatose nodulaire contagieuse.

Programme n° 215 : Conduite et pilotage des politiques de l'agriculture

	<i>AE hors titre 2</i>	<i>AE titre 2</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>CP hors titre 2</i>	<i>CP titre 2</i>	<i>Crédits de paiement</i>
Crédits ouverts en loi de finances initiale	140 003 770	575 250 295	715 254 065	75 939 302	575 250 295	651 189 597
Modifications intervenues en gestion	205 488 286	587 533 135	793 021 421	106 771 540	587 533 135	694 304 675
Total des crédits ouverts	345 492 056	1 162 783 430	1 508 275 486	182 710 842	1 162 783 430	1 345 494 272
Modification proposée	-60 099 837		-60 099 837			
Annulations proposées	60 099 837		60 099 837			

Motifs des annulations

Annulation de 60,1 M€ en AE au titre de l'ajournement de projets immobiliers.

Programme n° 381 : Allègements du coût du travail en agriculture (TODE-AG)

	AE hors titre 2	AE titre 2	Autorisations d'engagement	CP hors titre 2	CP titre 2	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	448 500 000		448 500 000	448 500 000		448 500 000
Modifications intervenues en gestion	423 000 000		423 000 000	423 000 000		423 000 000
Total des crédits ouverts	871 500 000		871 500 000	871 500 000		871 500 000
Modification proposée	-25 514 036		-25 514 036	-25 514 036		-25 514 036
Annulations proposées	25 514 036		25 514 036	25 514 036		25 514 036

Motifs des annulations

Annulation de 25,5 M€ en AE et 25,5 M€ en CP portant intégralement sur la réserve de précaution.

Aide publique au développement

	AE hors titre 2	AE titre 2	Autorisations d'engagement	CP hors titre 2	CP titre 2	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	5 124 297 470		5 124 297 470	4 372 603 793		4 372 603 793
Modifications intervenues en gestion	5 935 533 440		5 935 533 440	5 649 627 561		5 649 627 561
Total des crédits ouverts	11 059 830 910		11 059 830 910	10 022 231 354		10 022 231 354
Modifications proposées	-169 484 127		-169 484 127	-29 152 383		-29 152 383
Ouvertures proposées						
Annulations proposées	169 484 127		169 484 127	29 152 383		29 152 383
Total net des ouvertures et annulations proposées	-169 484 127		-169 484 127	-29 152 383		-29 152 383

Programme n° 110 : Aide économique et financière au développement

	AE hors titre 2	AE titre 2	Autorisations d'engagement	CP hors titre 2	CP titre 2	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	2 461 229 419		2 461 229 419	1 512 674 817		1 512 674 817
Modifications intervenues en gestion	2 651 660 630		2 651 660 630	2 292 810 235		2 292 810 235
Total des crédits ouverts	5 112 890 049		5 112 890 049	3 805 485 052		3 805 485 052
Modification proposée	-105 724 053		-105 724 053	-19 098 557		-19 098 557
Annulations proposées	105 724 053		105 724 053	19 098 557		19 098 557

Motifs des annulations

Annulation de 105,7 M€ en AE et 19,1 M€ en CP correspondant à l'intégralité de la réserve de précaution en AE et à une partie de la réserve de précaution en CP, permettant de couvrir les besoins additionnels de l'Agence française de développement en matière de bonifications de prêts aux Etats étrangers.

Programme n° 209 : Solidarité à l'égard des pays en développement

	AE hors titre 2	AE titre 2	Autorisations d'engagement	CP hors titre 2	CP titre 2	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	1 748 068 051		1 748 068 051	1 976 928 976		1 976 928 976
Modifications intervenues en gestion	3 121 671 198		3 121 671 198	3 194 615 714		3 194 615 714
Total des crédits ouverts	4 869 739 249		4 869 739 249	5 171 544 690		5 171 544 690
Modification proposée	-63 760 074		-63 760 074	-10 053 826		-10 053 826
Annulations proposées	63 760 074		63 760 074	10 053 826		10 053 826

Motifs des annulations

Annulation de 63,8 M€ en AE et 10,1 M€ en CP correspondant, en AE, à une annulation totale de la réserve de précaution ainsi qu'à une annulation complémentaire de 16,2 M€ d'AE devenues sans objet et, en CP, à une annulation partielle de la réserve de précaution.

Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation

	AE hors titre 2	AE titre 2	Autorisations d'engagement	CP hors titre 2	CP titre 2	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	1 848 815 372	1 589 256	1 850 404 628	1 852 905 372	1 589 256	1 854 494 628
Modifications intervenues en gestion	1 942 677 805	1 467 031	1 944 144 836	1 956 861 492	1 467 031	1 958 328 523
Total des crédits ouverts	3 791 493 177	3 056 287	3 794 549 464	3 809 766 864	3 056 287	3 812 823 151
Modifications proposées	-15 225 563		-15 225 563	-15 209 643		-15 209 643
Ouvertures proposées						
Annulations proposées	15 225 563		15 225 563	15 209 643		15 209 643
Total net des ouvertures et annulations proposées	-15 225 563		-15 225 563	-15 209 643		-15 209 643

Programme n° 158 : Indemnisation des victimes des persécutions antisémites et des actes de barbarie pendant la seconde guerre mondiale

	AE hors titre 2	AE titre 2	Autorisations d'engagement	CP hors titre 2	CP titre 2	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	83 764 803	1 589 256	85 354 059	83 764 803	1 589 256	85 354 059
Modifications intervenues en gestion	86 673 804	1 467 031	88 140 835	86 673 804	1 467 031	88 140 835
Total des crédits ouverts	170 438 607	3 056 287	173 494 894	170 438 607	3 056 287	173 494 894
Modification proposée	-15 225 563		-15 225 563	-15 209 643		-15 209 643
Annulations proposées	15 225 563		15 225 563	15 209 643		15 209 643

Motifs des annulations

Annulation de 15,2 M€ en AE et 15,2 M€ en CP correspondant à l'annulation de la réserve de précaution et à 6 M€ de ressource disponible, compte tenu du report de l'examen d'un dossier à fort enjeu sur le dispositif d'indemnisation des victimes de spoliations.

Cohésion des territoires

	AE hors titre 2	AE titre 2	Autorisations d'engagement	CP hors titre 2	CP titre 2	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	23 277 786 174	27 250 559	23 305 036 733	23 094 978 450	27 250 559	23 122 229 009
Modifications intervenues en gestion	22 674 005 347	18 994 737	22 693 000 084	22 345 993 039	18 994 737	22 364 987 776
Total des crédits ouverts	45 951 791 521	46 245 296	45 998 036 817	45 440 971 489	46 245 296	45 487 216 785
Modifications proposées	-125 925 527		-125 925 527	-8 006 127		-8 006 127
Ouvertures proposées	119 500 000		119 500 000	134 300 000		134 300 000
Annulations proposées	245 425 527		245 425 527	142 306 127		142 306 127
Total net des ouvertures et annulations proposées	-125 925 527		-125 925 527	-8 006 127		-8 006 127

Programme n° 177 : Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables

	AE hors titre 2	AE titre 2	Autorisations d'engagement	CP hors titre 2	CP titre 2	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	2 936 745 925		2 936 745 925	2 961 499 369		2 961 499 369
Modifications intervenues en gestion	2 966 337 621		2 966 337 621	3 010 424 576		3 010 424 576
Total des crédits ouverts	5 903 083 546		5 903 083 546	5 971 923 945		5 971 923 945
Modification proposée	119 500 000		119 500 000	119 500 000		119 500 000
Ouvertures proposées	119 500 000		119 500 000	119 500 000		119 500 000

Motifs des ouvertures

Ouverture de 119,5 M€ en AE et 119,5 M€ en CP afin de financer le maintien du parc d'hébergement d'urgence à 203 000 places en 2025.

Programme n° 109 : Aide à l'accès au logement

	AE hors titre 2	AE titre 2	Autorisations d'engagement	CP hors titre 2	CP titre 2	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	16 713 254 000		16 713 254 000	16 713 254 000		16 713 254 000
Modifications intervenues en gestion	13 656 400 000		13 656 400 000	13 656 400 000		13 656 400 000
Total des crédits ouverts	30 369 654 000		30 369 654 000	30 369 654 000		30 369 654 000
Modification proposée	-57 413 967		-57 413 967	-57 413 967		-57 413 967
Annulations proposées	57 413 967		57 413 967	57 413 967		57 413 967

Motifs des annulations

Annulation de 57,4 M€ en AE et 57,4 M€ en CP correspondant à une partie des crédits mis en réserve, en cohérence avec la prévision associée aux dépenses d'aides au logement.

Programme n° 135 : Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat

	AE hors titre 2	AE titre 2	Autorisations d'engagement	CP hors titre 2	CP titre 2	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	2 671 798 388		2 671 798 388	2 513 552 438		2 513 552 438
Modifications intervenues en gestion	4 885 262 275		4 885 262 275	4 442 630 148		4 442 630 148
Total des crédits ouverts	7 557 060 663		7 557 060 663	6 956 182 586		6 956 182 586
Modification proposée	-160 469 778		-160 469 778	-57 350 378		-57 350 378
Annulations proposées	160 469 778		160 469 778	57 350 378		57 350 378

Motifs des annulations

Annulation de 160,5 M€ en AE et 57,4 M€ en CP portant sur la réserve de précaution, augmentée de 7 M€ en CP liée à des sous-exécutions, rendant les crédits sans objet.

Programme n° 112 : Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire

	AE hors titre 2	AE titre 2	Autorisations d'engagement	CP hors titre 2	CP titre 2	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	288 226 248	8 107 239	296 333 487	238 638 648	8 107 239	246 745 887
Modifications intervenues en gestion	420 325 375	7 615 925	427 941 300	490 486 429	7 615 925	498 102 354
Total des crédits ouverts	708 551 623	15 723 164	724 274 787	729 125 077	15 723 164	744 848 241
Modification proposée				14 800 000		14 800 000
Ouvertures proposées				14 800 000		14 800 000

Motifs des ouvertures

Ouverture de 14,8 M€ en CP permettant de financer les engagements de l'Etat pris dans le cadre des contrats de plan État-régions (CPER).

Programme n° 147 : Politique de la ville

	AE hors titre 2	AE titre 2	Autorisations d'engagement	CP hors titre 2	CP titre 2	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	590 436 323	19 143 320	609 579 643	590 436 323	19 143 320	609 579 643
Modifications intervenues en gestion	611 157 504	11 378 812	622 536 316	611 157 504	11 378 812	622 536 316
Total des crédits ouverts	1 201 593 827	30 522 132	1 232 115 959	1 201 593 827	30 522 132	1 232 115 959
Modification proposée	-27 541 782		-27 541 782	-27 541 782		-27 541 782
Annulations proposées	27 541 782		27 541 782	27 541 782		27 541 782

Motifs des annulations

Annulation de 27,5 M€ en AE et 27,5 M€ en CP portant essentiellement sur la réserve de précaution.

Conseil et contrôle de l'État

	<i>AE hors titre 2</i>	<i>AE titre 2</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>CP hors titre 2</i>	<i>CP titre 2</i>	<i>Crédits de paiement</i>
Crédits ouverts en loi de finances initiale	90 658 195	718 760 432	809 418 627	173 641 531	718 760 432	892 401 963
Modifications intervenues en gestion	153 534 908	700 451 488	853 986 396	178 690 386	700 451 488	879 141 874
Total des crédits ouverts	244 193 103	1 419 211 920	1 663 405 023	352 331 917	1 419 211 920	1 771 543 837
Modifications proposées	-7 008 130		-7 008 130	-2 300 000		-2 300 000
Ouvertures proposées						
Annulations proposées		7 008 130	7 008 130	2 300 000		2 300 000
Total net des ouvertures et annulations proposées	-7 008 130		-7 008 130	-2 300 000		-2 300 000

Programme n° 165 : Conseil d'État et autres juridictions administratives

	<i>AE hors titre 2</i>	<i>AE titre 2</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>CP hors titre 2</i>	<i>CP titre 2</i>	<i>Crédits de paiement</i>
Crédits ouverts en loi de finances initiale	54 233 359	457 005 911	511 239 270	141 973 370	457 005 911	598 979 281
Modifications intervenues en gestion	113 182 546	436 766 539	549 949 085	139 594 818	436 766 539	576 361 357
Total des crédits ouverts	167 415 905	893 772 450	1 061 188 355	281 568 188	893 772 450	1 175 340 638
Modification proposée	-7 008 130		-7 008 130	-2 300 000		-2 300 000
Annulations proposées		7 008 130	7 008 130	2 300 000		2 300 000

Motifs des annulations

Annulation de 7,0 M€ en AE et 2,3 M€ en CP portant intégralement sur la réserve de précaution.

Culture

	<i>AE hors titre 2</i>	<i>AE titre 2</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>CP hors titre 2</i>	<i>CP titre 2</i>	<i>Crédits de paiement</i>
Crédits ouverts en loi de finances initiale	3 274 628 876	754 110 769	4 028 739 645	3 163 917 550	754 110 769	3 918 028 319
Modifications intervenues en gestion	3 546 316 893	731 129 129	4 277 446 022	3 229 848 024	731 129 129	3 960 977 153
Total des crédits ouverts	6 820 945 769	1 485 239 898	8 306 185 667	6 393 765 574	1 485 239 898	7 879 005 472
Modifications proposées	-123 612 258		-123 612 258	-48 846 939		-48 846 939
Ouvertures proposées						
Annulations proposées	123 612 258		123 612 258	48 846 939		48 846 939
Total net des ouvertures et annulations proposées	-123 612 258		-123 612 258	-48 846 939		-48 846 939

Programme n° 175 : Patrimoines

	<i>AE hors titre 2</i>	<i>AE titre 2</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>CP hors titre 2</i>	<i>CP titre 2</i>	<i>Crédits de paiement</i>
Crédits ouverts en loi de finances initiale	1 279 529 512		1 279 529 512	1 251 197 231		1 251 197 231
Modifications intervenues en gestion	1 613 331 681		1 613 331 681	1 295 014 716		1 295 014 716
Total des crédits ouverts	2 892 861 193		2 892 861 193	2 546 211 947		2 546 211 947
Modification proposée	-52 337 896		-52 337 896	-23 840 942		-23 840 942
Annulations proposées	52 337 896		52 337 896	23 840 942		23 840 942

Motifs des annulations

Annulation de 52,3 M€ en AE et 23,8 M€ en CP portant intégralement sur la réserve de précaution.

Programme n° 131 : Création

	AE hors titre 2	AE titre 2	Autorisations d'engagement	CP hors titre 2	CP titre 2	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	1 072 642 546		1 072 642 546	1 043 774 435		1 043 774 435
Modifications intervenues en gestion	985 196 289		985 196 289	995 799 926		995 799 926
Total des crédits ouverts	2 057 838 835		2 057 838 835	2 039 574 361		2 039 574 361
Modification proposée	-37 000 000		-37 000 000	-10 491 545		-10 491 545
Annulations proposées	37 000 000		37 000 000	10 491 545		10 491 545

Motifs des annulations

Annulation de 37,0 M€ en AE et 10,5 M€ en CP portant intégralement sur la réserve de précaution.

Programme n° 361 : Transmission des savoirs et démocratisation de la culture

	AE hors titre 2	AE titre 2	Autorisations d'engagement	CP hors titre 2	CP titre 2	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	810 781 961		810 781 961	759 910 851		759 910 851
Modifications intervenues en gestion	836 956 413		836 956 413	830 874 131		830 874 131
Total des crédits ouverts	1 647 738 374		1 647 738 374	1 590 784 982		1 590 784 982
Modification proposée	-30 828 796		-30 828 796	-13 030 885		-13 030 885
Annulations proposées	30 828 796		30 828 796	13 030 885		13 030 885

Motifs des annulations

Annulation de 30,8 M€ en AE et 13,0 M€ en CP portant intégralement sur la réserve de précaution.

Programme n° 224 : Soutien aux politiques du ministère de la culture

	AE hors titre 2	AE titre 2	Autorisations d'engagement	CP hors titre 2	CP titre 2	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	111 674 857	754 110 769	865 785 626	109 035 033	754 110 769	863 145 802
Modifications intervenues en gestion	110 832 509	731 129 129	841 961 638	108 159 250	731 129 129	839 288 379
Total des crédits ouverts	222 507 366	1 485 239 898	1 707 747 264	217 194 283	1 485 239 898	1 702 434 181
Modification proposée	-3 445 566		-3 445 566	-1 483 567		-1 483 567
Annulations proposées	3 445 566		3 445 566	1 483 567		1 483 567

Motifs des annulations

Annulation de 3,4 M€ en AE et 1,5 M€ en CP portant intégralement sur la réserve de précaution.

Défense

	AE hors titre 2	AE titre 2	Autorisations d'engagement	CP hors titre 2	CP titre 2	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	70 352 034 010	23 170 451 277	93 522 485 287	36 775 887 296	23 170 451 277	59 946 338 573
Modifications intervenues en gestion	86 228 977 862	23 456 012 252	109 684 990 113	35 802 814 572	23 456 012 252	59 258 826 824
Total des crédits ouverts	156 581 011 872	46 626 463 529	203 207 475 400	72 578 701 868	46 626 463 529	119 205 165 397
Modifications proposées	-100 000 000	209 000 000	109 000 000	-48 000 000	209 000 000	161 000 000
Ouvertures proposées		209 000 000	209 000 000	140 000 000	209 000 000	349 000 000
Annulations proposées	100 000 000		100 000 000	188 000 000		188 000 000
Total net des ouvertures et annulations proposées	-100 000 000	209 000 000	109 000 000	-48 000 000	209 000 000	161 000 000

Programme n° 144 : Environnement et prospective de la politique de défense

	AE hors titre 2	AE titre 2	Autorisations d'engagement	CP hors titre 2	CP titre 2	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	2 172 466 392		2 172 466 392	2 075 550 688		2 075 550 688
Modifications intervenues en gestion	2 620 082 513		2 620 082 513	2 018 797 678		2 018 797 678
Total des crédits ouverts	4 792 548 905		4 792 548 905	4 094 348 366		4 094 348 366
Modification proposée	-40 000 000		-40 000 000	-40 000 000		-40 000 000
Annulations proposées	40 000 000		40 000 000	40 000 000		40 000 000

Motifs des annulations

Annulation de 40,0 M€ en AE et 40,0 M€ en CP portant sur des crédits mis en réserve.

Programme n° 178 : Préparation et emploi des forces

	AE hors titre 2	AE titre 2	Autorisations d'engagement	CP hors titre 2	CP titre 2	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	15 265 833 490		15 265 833 490	14 317 927 113		14 317 927 113
Modifications intervenues en gestion	20 459 745 305		20 459 745 305	14 876 847 575		14 876 847 575
Total des crédits ouverts	35 725 578 795		35 725 578 795	29 194 774 688		29 194 774 688
Modification proposée				-88 000 000		-88 000 000
Annulations proposées				88 000 000		88 000 000

Motifs des annulations

Annulation de 88,0 M€ en CP portant sur des crédits mis en réserve.

Programme n° 212 : Soutien de la politique de la défense

	AE hors titre 2	AE titre 2	Autorisations d'engagement	CP hors titre 2	CP titre 2	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	1 540 099 671	23 170 451 277	24 710 550 948	1 692 889 776	23 170 451 277	24 863 341 053
Modifications intervenues en gestion	1 491 397 267	23 456 012 252	24 947 409 519	1 499 852 865	23 456 012 252	24 955 865 117
Total des crédits ouverts	3 031 496 938	46 626 463 529	49 657 960 467	3 192 742 641	46 626 463 529	49 819 206 170
Modification proposée		209 000 000	209 000 000	-60 000 000	209 000 000	149 000 000
Ouvertures proposées		209 000 000	209 000 000		209 000 000	209 000 000
Annulations proposées				60 000 000		60 000 000

Motifs des ouvertures

Ouverture de 209,0 M€ en AE et 209,0 M€ en CP sur le titre 2 afin de couvrir les surcoûts opérationnels, en cohérence avec les dispositions de la loi de programmation militaire.

Motifs des annulations

Annulation de 60,0 M€ en CP portant sur des crédits mis en réserve.

Programme n° 146 : Équipement des forces

	AE hors titre 2	AE titre 2	Autorisations d'engagement	CP hors titre 2	CP titre 2	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	51 373 634 457		51 373 634 457	18 689 519 719		18 689 519 719
Modifications intervenues en gestion	61 657 752 777		61 657 752 777	17 407 316 454		17 407 316 454
Total des crédits ouverts	113 031 387 234		113 031 387 234	36 096 836 173		36 096 836 173
Modification proposée	-60 000 000		-60 000 000	140 000 000		140 000 000
Ouvertures proposées				140 000 000		140 000 000
Annulations proposées	60 000 000		60 000 000			

Motifs des ouvertures

Ouverture de 140,0 M€ en CP permettant d'accélérer l'effort de réarmement.

Motifs des annulations

Annulation de 60,0 M€ en AE portant sur des crédits mis en réserve.

Direction de l'action du Gouvernement

	AE hors titre 2	AE titre 2	Autorisations d'engagement	CP hors titre 2	CP titre 2	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	656 558 631	366 825 228	1 023 383 859	658 962 155	366 825 228	1 025 787 383
Modifications intervenues en gestion	858 995 013	363 797 749	1 222 792 762	899 028 932	363 797 749	1 262 826 681
Total des crédits ouverts	1 515 553 644	730 622 977	2 246 176 621	1 557 991 087	730 622 977	2 288 614 064
Modifications proposées	-11 925 194		-11 925 194	-1 640 815		-1 640 815
Ouvertures proposées						
Annulations proposées	11 925 194		11 925 194	1 640 815		1 640 815
Total net des ouvertures et annulations proposées	-11 925 194		-11 925 194	-1 640 815		-1 640 815

Programme n° 129 : Coordination du travail gouvernemental

	<i>AE hors titre 2</i>	<i>AE titre 2</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>CP hors titre 2</i>	<i>CP titre 2</i>	<i>Crédits de paiement</i>
Crédits ouverts en loi de finances initiale	573 516 168	299 011 709	872 527 877	587 947 347	299 011 709	886 959 056
Modifications intervenues en gestion	784 274 563	300 042 037	1 084 316 600	826 507 552	300 042 037	1 126 549 589
Total des crédits ouverts	1 357 790 731	599 053 746	1 956 844 477	1 414 454 899	599 053 746	2 013 508 645
Modification proposée	-10 761 420		-10 761 420			
Annulations proposées	10 761 420		10 761 420			

Motifs des annulations

Annulation de 10,8 M€ en AE portant à la fois sur la réserve de précaution et sur la ressource disponible (5,8 M€), compte tenu notamment du report à 2026 de l'engagement d'un marché pluriannuel de gardiennage, rendant les autorisations d'engagement sans objet.

Programme n° 308 : Protection des droits et libertés

	<i>AE hors titre 2</i>	<i>AE titre 2</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>CP hors titre 2</i>	<i>CP titre 2</i>	<i>Crédits de paiement</i>
Crédits ouverts en loi de finances initiale	83 042 463	67 813 519	150 855 982	71 014 808	67 813 519	138 828 327
Modifications intervenues en gestion	74 720 450	63 755 712	138 476 161	72 521 380	63 755 712	136 277 091
Total des crédits ouverts	157 762 913	131 569 231	289 332 143	143 536 188	131 569 231	275 105 418
Modification proposée	-1 163 774		-1 163 774	-1 640 815		-1 640 815
Annulations proposées	1 163 774		1 163 774	1 640 815		1 640 815

Motifs des annulations

Annulation de 1,2 M€ en AE et 1,6 M€ en CP portant essentiellement sur la réserve de précaution et sur des CP devenus sans objet.

Écologie, développement et mobilité durables

	AE hors titre 2	AE titre 2	Autorisations d'engagement	CP hors titre 2	CP titre 2	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	19 788 804 215	3 139 292 679	22 928 096 894	18 564 843 244	3 139 292 679	21 704 135 923
Modifications intervenues en gestion	25 079 217 852	3 044 993 726	28 124 211 578	20 780 035 199	3 044 993 726	23 825 028 925
Total des crédits ouverts	44 868 022 067	6 184 286 405	51 052 308 472	39 344 878 443	6 184 286 405	45 529 164 848
Modifications proposées	991 355 624		991 355 624	1 078 810 832		1 078 810 832
Ouvertures proposées	1 125 087 960		1 125 087 960	1 144 000 000		1 144 000 000
Annulations proposées	133 732 336		133 732 336	65 189 168		65 189 168
Total net des ouvertures et annulations proposées	991 355 624		991 355 624	1 078 810 832		1 078 810 832

Programme n° 203 : Infrastructures et services de transports

	AE hors titre 2	AE titre 2	Autorisations d'engagement	CP hors titre 2	CP titre 2	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	4 806 748 477		4 806 748 477	4 426 244 402		4 426 244 402
Modifications intervenues en gestion	10 290 815 042		10 290 815 042	8 461 079 343		8 461 079 343
Total des crédits ouverts	15 097 563 519		15 097 563 519	12 887 323 745		12 887 323 745
Modification proposée	-42 582 174		-42 582 174	-8 842 592		-8 842 592
Annulations proposées	42 582 174		42 582 174	8 842 592		8 842 592

Motifs des annulations

Annulation de 42,6 M€ en AE et 8,8 M€ en CP liée, en AE, au décalage de la signature du contrat de matériel roulant pour les trains de nuit et, en CP, à de moindres dépenses support diverses et à une sous-consommation sur les infrastructures aéroportuaires.

Programme n° 113 : Paysages, eau et biodiversité

	AE hors titre 2	AE titre 2	Autorisations d'engagement	CP hors titre 2	CP titre 2	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	411 457 049		411 457 049	415 780 504		415 780 504
Modifications intervenues en gestion	563 107 243		563 107 243	501 404 589		501 404 589
Total des crédits ouverts	974 564 292		974 564 292	917 185 093		917 185 093
Modification proposée	-500 002		-500 002	-500 000		-500 000
Annulations proposées	500 002		500 002	500 000		500 000

Motifs des annulations

Annulation de 0,5 M€ en AE et 0,5 M€ en CP de crédits devenus sans objet.

Programme n° 159 : Expertise, information géographique et météorologie

	AE hors titre 2	AE titre 2	Autorisations d'engagement	CP hors titre 2	CP titre 2	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	518 888 251		518 888 251	518 888 251		518 888 251
Modifications intervenues en gestion	506 510 359		506 510 359	506 410 359		506 410 359
Total des crédits ouverts	1 025 398 610		1 025 398 610	1 025 298 610		1 025 298 610
Modification proposée	-80 000		-80 000	-80 000		-80 000
Annulations proposées	80 000		80 000	80 000		80 000

Motifs des annulations

Annulation de 0,1 M€ en AE et 0,1 M€ en CP de crédits devenus sans objet.

Programme n° 181 : Prévention des risques

	AE hors titre 2	AE titre 2	Autorisations d'engagement	CP hors titre 2	CP titre 2	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	1 417 799 501		1 417 799 501	1 349 737 712		1 349 737 712
Modifications intervenues en gestion	1 234 864 790		1 234 864 790	1 236 809 570		1 236 809 570
Total des crédits ouverts	2 652 664 291		2 652 664 291	2 586 547 282		2 586 547 282
Modification proposée	-62 404 261		-62 404 261	-30 000 000		-30 000 000
Annulations proposées	62 404 261		62 404 261	30 000 000		30 000 000

Motifs des annulations

Annulation de 62,4 M€ en AE et 30,0 M€ en CP portant essentiellement sur des crédits mis en réserve et tenant à un report de certaines opérations.

Programme n° 174 : Énergie, climat et après-mines

	AE hors titre 2	AE titre 2	Autorisations d'engagement	CP hors titre 2	CP titre 2	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	1 919 131 631		1 919 131 631	1 483 722 825		1 483 722 825
Modifications intervenues en gestion	3 800 739 900		3 800 739 900	3 516 957 851		3 516 957 851
Total des crédits ouverts	5 719 871 531		5 719 871 531	5 000 680 676		5 000 680 676
Modification proposée				-20 000 000		-20 000 000
Annulations proposées				20 000 000		20 000 000

Motifs des annulations

Annulation de 20,0 M€ en CP portant sur une partie de la réserve de précaution.

Programme n° 345 : Service public de l'énergie

	AE hors titre 2	AE titre 2	Autorisations d'engagement	CP hors titre 2	CP titre 2	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	8 913 858 333		8 913 858 333	8 571 358 333		8 571 358 333
Modifications intervenues en gestion	5 539 000 000		5 539 000 000	4 884 000 000		4 884 000 000
Total des crédits ouverts	14 452 858 333		14 452 858 333	13 455 358 333		13 455 358 333
Modification proposée	1 125 087 960		1 125 087 960	1 144 000 000		1 144 000 000
Ouvertures proposées	1 125 087 960		1 125 087 960	1 144 000 000		1 144 000 000

Motifs des ouvertures

Ouverture de 1 125,1 M€ en AE et 1 144,0 M€ en CP afin de compenser les charges pour service public de l'énergie dues aux fournisseurs d'énergie.

Programme n° 217 : Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, du développement et de la mobilité durables

	AE hors titre 2	AE titre 2	Autorisations d'engagement	CP hors titre 2	CP titre 2	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	267 289 122	2 915 554 660	3 182 843 782	271 233 310	2 915 554 660	3 186 787 970
Modifications intervenues en gestion	321 817 173	2 836 097 610	3 157 914 782	262 136 047	2 836 097 610	3 098 233 657
Total des crédits ouverts	589 106 295	5 751 652 270	6 340 758 564	533 369 357	5 751 652 270	6 285 021 627
Modification proposée	-26 921 903		-26 921 903	-5 766 576		-5 766 576
Annulations proposées	26 921 903		26 921 903	5 766 576		5 766 576

Motifs des annulations

Annulation de 26,9 M€ en AE et 5,8 M€ en CP au titre des crédits mis en réserve et de l'évolution des modalités de financement de la rénovation de la cité administrative de Nanterre, à hauteur de 26 M€ en AE et 2,6 M€ en CP.

Programme n° 235 : Sûreté nucléaire et radioprotection

	AE hors titre 2	AE titre 2	Autorisations d'engagement	CP hors titre 2	CP titre 2	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	130 575 185	223 738 019	354 313 204	135 275 185	223 738 019	359 013 204
Modifications intervenues en gestion	33 710 002	208 896 116	242 606 118	38 151 502	208 896 116	247 047 618
Total des crédits ouverts	164 285 187	432 634 135	596 919 322	173 426 687	432 634 135	606 060 822
Modification proposée	-1 243 996		-1 243 996			
Annulations proposées	1 243 996		1 243 996			1 243 996

Motifs des annulations

Annulation de 1,2 M€ en AE liée à diverses sous-exécutions sur les activités de communication et de gestion des systèmes d'information.

Économie

	AE hors titre 2	AE titre 2	Autorisations d'engagement	CP hors titre 2	CP titre 2	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	4 094 026 812	961 720 966	5 055 747 778	2 767 464 147	961 720 966	3 729 185 113
Modifications intervenues en gestion	4 631 908 804	962 347 675	5 594 256 479	4 836 384 640	962 347 675	5 798 732 314
Total des crédits ouverts	8 725 935 616	1 924 068 641	10 650 004 257	7 603 848 787	1 924 068 641	9 527 917 427
Modifications proposées	-334 360 102		-334 360 102	-156 017 553		-156 017 553
Ouvertures proposées	58 959 131		58 959 131	21 220 800		21 220 800
Annulations proposées	393 319 233		393 319 233	177 238 353		177 238 353
Total net des ouvertures et annulations proposées	-334 360 102		-334 360 102	-156 017 553		-156 017 553

Programme n° 134 : Développement des entreprises et régulations

	AE hors titre 2	AE titre 2	Autorisations d'engagement	CP hors titre 2	CP titre 2	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	3 443 379 066	412 491 975	3 855 871 041	1 923 543 564	412 491 975	2 336 035 539
Modifications intervenues en gestion	2 545 486 769	414 008 112	2 959 494 881	2 288 747 577	414 008 112	2 702 755 689
Total des crédits ouverts	5 988 865 835	826 500 087	6 815 365 922	4 212 291 141	826 500 087	5 038 791 228
Modification proposée	-256 975 105		-256 975 105	-511 792		-511 792
Annulations proposées	256 975 105		256 975 105	511 792		511 792

Motifs des annulations

Annulation de 257,0 M€ en AE et 0,5 M€ en CP portant intégralement sur la réserve de précaution.

Programme n° 343 : Plan France Très haut débit

	AE hors titre 2	AE titre 2	Autorisations d'engagement	CP hors titre 2	CP titre 2	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	77 548 456		77 548 456	227 266 960		227 266 960
Modifications intervenues en gestion	97 027 662		97 027 662	576 328 234		576 328 234
Total des crédits ouverts	174 576 118		174 576 118	803 595 194		803 595 194
Modification proposée				-40 992 073		-40 992 073
Annulations proposées				40 992 073		40 992 073

Motifs des annulations

Annulation de 41,0 M€ en CP portant intégralement sur la réserve de précaution.

Programme n° 220 : Statistiques et études économiques

	AE hors titre 2	AE titre 2	Autorisations d'engagement	CP hors titre 2	CP titre 2	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	69 067 829	400 494 522	469 562 351	71 949 860	400 494 522	472 444 382
Modifications intervenues en gestion	103 833 005	398 072 122	501 905 127	87 877 656	398 072 122	485 949 778
Total des crédits ouverts	172 900 834	798 566 644	971 467 478	159 827 516	798 566 644	958 394 160
Modification proposée	-3 957 486		-3 957 486	-3 347 846		-3 347 846
Annulations proposées	3 957 486		3 957 486	3 347 846		3 347 846

Motifs des annulations

Annulation de 4,0 M€ en AE et 3,3 M€ en CP portant essentiellement sur la réserve de précaution.

Programme n° 305 : Stratégies économiques

	AE hors titre 2	AE titre 2	Autorisations d'engagement	CP hors titre 2	CP titre 2	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	504 031 461	148 734 469	652 765 930	544 703 763	148 734 469	693 438 232
Modifications intervenues en gestion	560 022 072	150 267 440	710 289 512	557 891 877	150 267 440	708 159 317
Total des crédits ouverts	1 064 053 533	299 001 909	1 363 055 442	1 102 595 640	299 001 909	1 401 597 549
Modification proposée	58 959 131		58 959 131	21 220 800		21 220 800
Ouvertures proposées	58 959 131		58 959 131	21 220 800		21 220 800

Motifs des ouvertures

Ouverture de 59,0 M€ en AE et 21,2 M€ en CP afin de couvrir la régularisation de la rémunération de la Banque de France.

Programme n° 367 : Financement des opérations patrimoniales en 2025 sur le compte d'affectation spéciale « Participations financières de l'État »

	AE hors titre 2	AE titre 2	Autorisations d'engagement	CP hors titre 2	CP titre 2	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale						
Modifications intervenues en gestion	1 325 539 296		1 325 539 296	1 325 539 296		1 325 539 296
Total des crédits ouverts	1 325 539 296		1 325 539 296	1 325 539 296		1 325 539 296
Modification proposée	-132 386 642		-132 386 642	-132 386 642		-132 386 642
Annulations proposées	132 386 642		132 386 642	132 386 642		132 386 642

Motifs des annulations

Annulation de 132,4 M€ en AE et 132,4 M€ en CP portant intégralement sur la réserve de précaution.

Engagements financiers de l'Etat

	AE hors titre 2	AE titre 2	Autorisations d'engagement	CP hors titre 2	CP titre 2	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	55 997 437 884		55 997 437 884	56 169 057 153		56 169 057 153
Modifications intervenues en gestion	54 161 209 944		54 161 209 944	54 344 097 080		54 344 097 080
Total des crédits ouverts	110 158 647 828		110 158 647 828	110 513 154 233		110 513 154 233
Modifications proposées	-2 487 406 823		-2 487 406 823	-2 487 084 323		-2 487 084 323
Ouvertures proposées	424 993 211		424 993 211	424 993 211		424 993 211
Annulations proposées	2 912 400 034		2 912 400 034	2 912 077 534		2 912 077 534
Total net des ouvertures et annulations proposées	-2 487 406 823		-2 487 406 823	-2 487 084 323		-2 487 084 323

Programme n° 117 : Charge de la dette et trésorerie de l'État (crédits évaluatifs)

	<i>AE hors titre 2</i>	<i>AE titre 2</i>	Autorisations d'engagement	<i>CP hors titre 2</i>	<i>CP titre 2</i>	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	54 207 000 000		54 207 000 000	54 207 000 000		54 207 000 000
Modifications intervenues en gestion	51 375 000 000		51 375 000 000	51 375 000 000		51 375 000 000
Total des crédits ouverts	105 582 000 000		105 582 000 000	105 582 000 000		105 582 000 000
Modification proposée	-2 879 383 738		-2 879 383 738	-2 879 383 738		-2 879 383 738
Annulations proposées	2 879 383 738		2 879 383 738	2 879 383 738		2 879 383 738

Motifs des annulations

Annulation de 2 879,4 M€ en AE et 2 879,4 M€ en CP au titre de la baisse de la charge de la dette de l'État en raison principalement de taux courts plus bas qu'anticipé, résultant d'une baisse des taux directeurs par la BCE plus importante que prévue.

Programme n° 114 : Appels en garantie de l'État (crédits évaluatifs)

	<i>AE hors titre 2</i>	<i>AE titre 2</i>	Autorisations d'engagement	<i>CP hors titre 2</i>	<i>CP titre 2</i>	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	985 272 597		985 272 597	985 272 597		985 272 597
Modifications intervenues en gestion	1 902 436 463		1 902 436 463	1 902 436 463		1 902 436 463
Total des crédits ouverts	2 887 709 060		2 887 709 060	2 887 709 060		2 887 709 060
Modification proposée	424 993 211		424 993 211	424 993 211		424 993 211
Ouvertures proposées	424 993 211		424 993 211	424 993 211		424 993 211

Motifs des ouvertures

Ouverture de 425,0 M€ en AE et 425,0 M€ en CP principalement au titre de la sinistralité attendue des prêts garantis par l'État en 2025.

Programme n° 145 : Épargne

	<i>AE hors titre 2</i>	<i>AE titre 2</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>CP hors titre 2</i>	<i>CP titre 2</i>	<i>Crédits de paiement</i>
Crédits ouverts en loi de finances initiale	113 165 287		113 165 287	113 165 287		113 165 287
Modifications intervenues en gestion	64 842 231		64 842 231	64 842 231		64 842 231
Total des crédits ouverts	178 007 518		178 007 518	178 007 518		178 007 518
Modification proposée	-31 016 296		-31 016 296	-30 693 796		-30 693 796
Annulations proposées	31 016 296		31 016 296	30 693 796		30 693 796

Motifs des annulations

Annulation de 31,0 M€ en AE et 30,7 M€ en CP compte tenu de la sous-exécution des paiements associés aux primes d'épargne logement pour cette année.

Programme n° 355 : Charge de la dette de SNCF Réseau reprise par l'État (crédits évaluatifs)

	<i>AE hors titre 2</i>	<i>AE titre 2</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>CP hors titre 2</i>	<i>CP titre 2</i>	<i>Crédits de paiement</i>
Crédits ouverts en loi de finances initiale	692 000 000		692 000 000	692 000 000		692 000 000
Modifications intervenues en gestion	807 000 000		807 000 000	807 000 000		807 000 000
Total des crédits ouverts	1 499 000 000		1 499 000 000	1 499 000 000		1 499 000 000
Modification proposée	-2 000 000		-2 000 000	-2 000 000		-2 000 000
Annulations proposées	2 000 000		2 000 000	2 000 000		2 000 000

Motifs des annulations

Annulation de 2,0 M€ en AE et 2,0 M€ en CP du fait de la présence de titres de dette à taux variables dans la dette reprise de SNCF Réseau.

Enseignement scolaire

	AE hors titre 2	AE titre 2	Autorisations d'engagement	CP hors titre 2	CP titre 2	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	5 435 378 143	83 218 351 538	88 653 729 681	5 423 648 475	83 218 351 538	88 642 000 013
Modifications intervenues en gestion	6 605 516 868	80 752 662 136	87 358 179 003	6 191 997 912	80 752 662 136	86 944 660 047
Total des crédits ouverts	12 040 895 011	163 971 013 674	176 011 908 684	11 615 646 387	163 971 013 674	175 586 660 060
Modifications proposées	-168 762 875		-168 762 875	-131 032 618		-131 032 618
Ouvertures proposées						
Annulations proposées	168 762 875		168 762 875	131 032 618		131 032 618
Total net des ouvertures et annulations proposées	-168 762 875		-168 762 875	-131 032 618		-131 032 618

Programme n° 140 : Enseignement scolaire public du premier degré

	AE hors titre 2	AE titre 2	Autorisations d'engagement	CP hors titre 2	CP titre 2	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	60 376 432	27 409 147 658	27 469 524 090	60 376 432	27 409 147 658	27 469 524 090
Modifications intervenues en gestion	109 180 662	26 775 122 549	26 884 303 211	116 844 666	26 775 122 549	26 891 967 215
Total des crédits ouverts	169 557 094	54 184 270 207	54 353 827 301	177 221 098	54 184 270 207	54 361 491 305
Modification proposée	-8 160 952		-8 160 952	-2 960 952		-2 960 952
Annulations proposées	8 160 952		8 160 952	2 960 952		2 960 952

Motifs des annulations

Annulation de 8,2 M€ en AE et 3,0 M€ en CP dont 3,0 M€ en AE et en CP au titre de l'annulation de la réserve de précaution et 5,2 M€ d'AE devenues sans objet.

Programme n° 141 : Enseignement scolaire public du second degré

	<i>AE hors titre 2</i>	<i>AE titre 2</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>CP hors titre 2</i>	<i>CP titre 2</i>	<i>Crédits de paiement</i>
Crédits ouverts en loi de finances initiale	451 567 794	39 002 127 978	39 453 695 772	451 567 794	39 002 127 978	39 453 695 772
Modifications intervenues en gestion	428 687 734	37 962 757 920	38 391 445 654	422 760 555	37 962 757 920	38 385 518 475
Total des crédits ouverts	880 255 528	76 964 885 898	77 845 141 426	874 328 349	76 964 885 898	77 839 214 247
Modification proposée	-25 963 191		-25 963 191	-2 466 896		-2 466 896
Annulations proposées	25 963 191		25 963 191	2 466 896		2 466 896

Motifs des annulations

Annulation de 26,0 M€ en AE et 2,5 M€ en CP du fait de sous-exécutions prévisionnelles rendant les crédits sans objet.

Programme n° 230 : Vie de l'élève

	<i>AE hors titre 2</i>	<i>AE titre 2</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>CP hors titre 2</i>	<i>CP titre 2</i>	<i>Crédits de paiement</i>
Crédits ouverts en loi de finances initiale	2 631 951 331	5 478 367 027	8 110 318 358	2 641 951 331	5 478 367 027	8 120 318 358
Modifications intervenues en gestion	3 348 217 416	4 734 382 713	8 082 600 129	3 316 517 087	4 734 382 713	8 050 899 800
Total des crédits ouverts	5 980 168 747	10 212 749 740	16 192 918 487	5 958 468 418	10 212 749 740	16 171 218 158
Modification proposée	-72 212 165		-72 212 165	-83 037 768		-83 037 768
Annulations proposées	72 212 165		72 212 165	83 037 768		83 037 768

Motifs des annulations

Annulation de 72,2 M€ en AE et 83,0 M€ en CP dont 50,2 M€ en AE et 50,8 M€ en CP au titre de l'annulation de la réserve de précaution, le reste étant lié à des sous-exécutions prévisionnelles, rendant les crédits sans objet.

Programme n° 139 : Enseignement privé du premier et du second degrés

	AE hors titre 2	AE titre 2	Autorisations d'engagement	CP hors titre 2	CP titre 2	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	907 382 836	8 010 855 803	8 918 238 639	907 382 836	8 010 855 803	8 918 238 639
Modifications intervenues en gestion	886 756 087	8 133 539 453	9 020 295 540	886 756 087	8 133 539 453	9 020 295 540
Total des crédits ouverts	1 794 138 923	16 144 395 256	17 938 534 179	1 794 138 923	16 144 395 256	17 938 534 179
Modification proposée	-1 769 686		-1 769 686	-637 802		-637 802
Annulations proposées	1 769 686		1 769 686	637 802		637 802

Motifs des annulations

Annulation de 1,8 M€ en AE et 0,6 M€ en CP dont 0,2 M€ en AE et en CP au titre de l'annulation de la réserve de précaution, du fait de sous-exécutions prévisionnelles, rendant les crédits sans objet.

Programme n° 214 : Soutien de la politique de l'éducation nationale

	AE hors titre 2	AE titre 2	Autorisations d'engagement	CP hors titre 2	CP titre 2	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	841 734 463	2 145 480 739	2 987 215 202	822 556 360	2 145 480 739	2 968 037 099
Modifications intervenues en gestion	1 251 361 017	2 032 095 275	3 283 456 293	869 522 033	2 032 095 275	2 901 617 309
Total des crédits ouverts	2 093 095 480	4 177 576 014	6 270 671 495	1 692 078 393	4 177 576 014	5 869 654 408
Modification proposée	-56 159 275		-56 159 275	-41 929 200		-41 929 200
Annulations proposées	56 159 275		56 159 275	41 929 200		41 929 200

Motifs des annulations

Annulation de 56,2 M€ en AE et 41,9 M€ en CP dont 31,1 M€ en AE et 30,1 M€ en CP au titre de l'annulation de la réserve de précaution, le reste étant lié à des sous-exécutions prévisionnelles rendant les crédits sans objet.

Programme n° 143 : Enseignement technique agricole

	AE hors titre 2	AE titre 2	Autorisations d'engagement	CP hors titre 2	CP titre 2	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	542 365 287	1 172 372 333	1 714 737 620	539 813 722	1 172 372 333	1 712 186 055
Modifications intervenues en gestion	581 313 952	1 114 764 225	1 696 078 177	579 597 484	1 114 764 225	1 694 361 709
Total des crédits ouverts	1 123 679 239	2 287 136 558	3 410 815 797	1 119 411 206	2 287 136 558	3 406 547 764
Modification proposée	-4 497 606		-4 497 606			
Annulations proposées	4 497 606		4 497 606			

Motifs des annulations

Annulation de 4,5 M€ en AE au titre de l'annulation d'une partie de la réserve de précaution, après prise en compte de l'ensemble des besoins pour la gestion 2025.

Gestion des finances publiques

	AE hors titre 2	AE titre 2	Autorisations d'engagement	CP hors titre 2	CP titre 2	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	2 106 802 887	8 845 937 588	10 952 740 475	2 013 370 870	8 845 937 588	10 859 308 458
Modifications intervenues en gestion	2 118 753 177	8 780 171 089	10 898 924 266	2 189 335 195	8 780 171 089	10 969 506 284
Total des crédits ouverts	4 225 556 064	17 626 108 677	21 851 664 741	4 202 706 065	17 626 108 677	21 828 814 742
Modifications proposées	-55 813 047		-55 813 047	-66 144 337		-66 144 337
Ouvertures proposées						
Annulations proposées	55 813 047		55 813 047	66 144 337		66 144 337
Total net des ouvertures et annulations proposées	-55 813 047		-55 813 047	-66 144 337		-66 144 337

Programme n° 156 : Gestion fiscale et financière de l'État et du secteur public local

	AE hors titre 2	AE titre 2	Autorisations d'engagement	CP hors titre 2	CP titre 2	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	1 235 005 399	6 948 475 042	8 183 480 441	1 189 005 399	6 948 475 042	8 137 480 441
Modifications intervenues en gestion	1 205 218 104	6 918 619 214	8 123 837 318	1 246 271 485	6 918 619 214	8 164 890 699
Total des crédits ouverts	2 440 223 503	13 867 094 256	16 307 317 759	2 435 276 884	13 867 094 256	16 302 371 140
Modification proposée	-43 495 818		-43 495 818	-41 821 186		-41 821 186
Annulations proposées	43 495 818		43 495 818	41 821 186		41 821 186

Motifs des annulations

Annulation de 43,5 M€ en AE et 41,8 M€ en CP portant sur la réserve de précaution.

Programme n° 218 : Conduite et pilotage des politiques économiques et financières

	AE hors titre 2	AE titre 2	Autorisations d'engagement	CP hors titre 2	CP titre 2	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	453 239 229	526 494 616	979 733 845	437 807 210	526 494 616	964 301 826
Modifications intervenues en gestion	481 867 820	532 172 761	1 014 040 581	545 883 251	532 172 761	1 078 056 012
Total des crédits ouverts	935 107 049	1 058 667 377	1 993 774 426	983 690 461	1 058 667 377	2 042 357 838
Modification proposée	-10 503 184		-10 503 184	-11 337 697		-11 337 697
Annulations proposées	10 503 184		10 503 184	11 337 697		11 337 697

Motifs des annulations

Annulation de 10,5 M€ en AE et 11,3 M€ en CP portant intégralement sur la réserve de précaution.

Programme n° 302 : Facilitation et sécurisation des échanges

	AE hors titre 2	AE titre 2	Autorisations d'engagement	CP hors titre 2	CP titre 2	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	418 558 259	1 370 967 930	1 789 526 189	386 558 261	1 370 967 930	1 757 526 191
Modifications intervenues en gestion	431 667 252	1 329 379 114	1 761 046 366	397 180 460	1 329 379 114	1 726 559 574
Total des crédits ouverts	850 225 511	2 700 347 044	3 550 572 555	783 738 721	2 700 347 044	3 484 085 765
Modification proposée	-1 814 045		-1 814 045	-12 985 454		-12 985 454
Annulations proposées	1 814 045		1 814 045	12 985 454		12 985 454

Motifs des annulations

Annulation de 1,8 M€ en AE et 13,0 M€ en CP portant intégralement sur la réserve de précaution.

Immigration, asile et intégration

	AE hors titre 2	AE titre 2	Autorisations d'engagement	CP hors titre 2	CP titre 2	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	1 788 492 540		1 788 492 540	2 081 191 600		2 081 191 600
Modifications intervenues en gestion	2 083 065 334		2 083 065 334	2 305 029 366		2 305 029 366
Total des crédits ouverts	3 871 557 874		3 871 557 874	4 386 220 966		4 386 220 966
Modifications proposées	-18 966 030		-18 966 030	-69 190 403		-69 190 403
Ouvertures proposées						
Annulations proposées	18 966 030		18 966 030	69 190 403		69 190 403
Total net des ouvertures et annulations proposées	-18 966 030		-18 966 030	-69 190 403		-69 190 403

Programme n° 303 : Immigration et asile

	AE hors titre 2	AE titre 2	Autorisations d'engagement	CP hors titre 2	CP titre 2	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	1 419 410 321		1 419 410 321	1 715 095 392		1 715 095 392
Modifications intervenues en gestion	1 662 386 489		1 662 386 489	1 884 228 725		1 884 228 725
Total des crédits ouverts	3 081 796 810		3 081 796 810	3 599 324 117		3 599 324 117
Modification proposée	-3 362 627		-3 362 627	-53 587 000		-53 587 000
Annulations proposées	3 362 627		3 362 627	53 587 000		53 587 000

Motifs des annulations

Annulation de 3,4 M€ en AE et 53,6 M€ en CP au titre de la réserve de précaution, après prise en compte de l'ensemble des besoins pour la gestion 2025 (notamment allocation pour demandeur d'asile, dispositif national d'accueil, dépenses immobilières des centres de rétention administrative et systèmes d'information).

Programme n° 104 : Intégration et accès à la nationalité française

	AE hors titre 2	AE titre 2	Autorisations d'engagement	CP hors titre 2	CP titre 2	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	369 082 219		369 082 219	366 096 208		366 096 208
Modifications intervenues en gestion	420 678 845		420 678 845	420 800 640		420 800 640
Total des crédits ouverts	789 761 064		789 761 064	786 896 848		786 896 848
Modification proposée	-15 603 403		-15 603 403	-15 603 403		-15 603 403
Annulations proposées	15 603 403		15 603 403	15 603 403		15 603 403

Motifs des annulations

Annulation de 15,6 M€ en AE et 15,6 M€ en CP portant intégralement sur la réserve de précaution.

Investir pour la France de 2030

	AE hors titre 2	AE titre 2	Autorisations d'engagement	CP hors titre 2	CP titre 2	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale				5 265 285 842		5 265 285 842
Modifications intervenues en gestion	2 060 600 893		2 060 600 893	7 476 708 781		7 476 708 781
Total des crédits ouverts	2 060 600 893		2 060 600 893	12 741 994 623		12 741 994 623
Modifications proposées				-1 510 589 503		-1 510 589 503
Ouvertures proposées	242 000 000		242 000 000	45 528 234		45 528 234
Annulations proposées	242 000 000		242 000 000	1 556 117 737		1 556 117 737
Total net des ouvertures et annulations proposées				-1 510 589 503		-1 510 589 503

Programme n° 421 : Soutien des progrès de l'enseignement et de la recherche

	AE hors titre 2	AE titre 2	Autorisations d'engagement	CP hors titre 2	CP titre 2	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale				172 909 030		172 909 030
Modifications intervenues en gestion				253 811 250		253 811 250
Total des crédits ouverts				426 720 280		426 720 280
Modification proposée				-15 470 027		-15 470 027
Annulations proposées				15 470 027		15 470 027

Motifs des annulations

Annulation de 15,5 M€ en CP compte tenu du moindre besoin d'abondement de la trésorerie des organismes gestionnaires.

Programme n° 422 : Valorisation de la recherche

	AE hors titre 2	AE titre 2	Autorisations d'engagement	CP hors titre 2	CP titre 2	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale				206 869 977		206 869 977
Modifications intervenues en gestion				86 777 769		86 777 769
Total des crédits ouverts				293 647 746		293 647 746
Modification proposée				-9 955 618		-9 955 618
Annulations proposées				9 955 618		9 955 618

Motifs des annulations

Annulation de 10,0 M€ en CP compte tenu du moindre besoin d'abondement de la trésorerie des organismes gestionnaires.

Programme n° 423 : Accélération de la modernisation des entreprises

	AE hors titre 2	AE titre 2	Autorisations d'engagement	CP hors titre 2	CP titre 2	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale				149 400 459		149 400 459
Modifications intervenues en gestion				13 232 872		13 232 872
Total des crédits ouverts				162 633 331		162 633 331
Modification proposée	-151 500 000		-151 500 000	-112 189 897		-112 189 897
Annulations proposées	151 500 000		151 500 000	112 189 897		112 189 897

Motifs des annulations

Annulation de 151,5 M€ en AE et 112,2 M€ en CP compte tenu du moindre besoin d'abondement de la trésorerie des organismes gestionnaires et des redéploiements (pour 151,5 M€ d'AE et 83 M€ de CP) nécessaires à la prolongation du financement des aides structurelles à l'innovation.

Programme n° 424 : Financement des investissements stratégiques

	AE hors titre 2	AE titre 2	Autorisations d'engagement	CP hors titre 2	CP titre 2	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale				3 957 472 275		3 957 472 275
Modifications intervenues en gestion	2 060 600 893		2 060 600 893	5 475 740 000		5 475 740 000
Total des crédits ouverts	2 060 600 893		2 060 600 893	9 433 212 275		9 433 212 275
Modification proposée	-90 500 000		-90 500 000	-1 418 502 195		-1 418 502 195
Annulations proposées	90 500 000		90 500 000	1 418 502 195		1 418 502 195

Motifs des annulations

Annulation de 90,5 M€ en AE et 1 418,5 M€ en CP compte tenu du moindre besoin d'abondement de la trésorerie des organismes gestionnaires et des redéploiements (pour 90,5 M€ d'AE) nécessaires à la prolongation du financement des aides structurelles à l'innovation.

Programme n° 425 : Financement structurel des écosystèmes d'innovation

	AE hors titre 2	AE titre 2	Autorisations d'engagement	CP hors titre 2	CP titre 2	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale				778 634 101		778 634 101
Modifications intervenues en gestion				1 647 146 890		1 647 146 890
Total des crédits ouverts				2 425 780 991		2 425 780 991
Modification proposée	242 000 000		242 000 000	45 528 234		45 528 234
Ouvertures proposées	242 000 000		242 000 000	45 528 234		45 528 234

Motifs des ouvertures

Ouverture de 242,0 M€ en AE et 45,5 M€ en CP au titre de la prolongation du financement, par redéploiements, des aides structurelles à l'innovation. En CP, le redéploiement s'élève à 83 M€ et vient compenser une annulation brute de 37,5 M€ de moindre besoin d'abondement de la trésorerie des organismes gestionnaires.

Justice

	AE hors titre 2	AE titre 2	Autorisations d'engagement	CP hors titre 2	CP titre 2	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	4 866 592 969	7 335 500 805	12 202 093 774	5 347 351 391	7 335 500 805	12 682 852 196
Modifications intervenues en gestion	7 546 000 559	7 131 376 030	14 677 376 589	4 902 185 279	7 131 376 030	12 033 561 309
Total des crédits ouverts	12 412 593 528	14 466 876 835	26 879 470 363	10 249 536 670	14 466 876 835	24 716 413 505
Modifications proposées	-82 751 216		-82 751 216	-101 727 478		-101 727 478
Ouvertures proposées						
Annulations proposées		82 751 216	82 751 216	101 727 478		101 727 478
Total net des ouvertures et annulations proposées		-82 751 216	-82 751 216	-101 727 478		-101 727 478

Programme n° 166 : Justice judiciaire

	<i>AE hors titre 2</i>	<i>AE titre 2</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>CP hors titre 2</i>	<i>CP titre 2</i>	<i>Crédits de paiement</i>
Crédits ouverts en loi de finances initiale	1 604 250 997	3 055 505 768	4 659 756 765	1 586 745 941	3 055 505 768	4 642 251 709
Modifications intervenues en gestion	1 923 251 179	2 986 080 566	4 909 331 745	1 495 748 991	2 986 080 566	4 481 829 557
Total des crédits ouverts	3 527 502 176	6 041 586 334	9 569 088 510	3 082 494 932	6 041 586 334	9 124 081 266
Modification proposée	-35 925 553		-35 925 553			
Annulations proposées	35 925 553		35 925 553			

Motifs des annulations

Annulation de 35,9 M€ en AE portant intégralement sur la réserve de précaution.

Programme n° 107 : Administration pénitentiaire

	<i>AE hors titre 2</i>	<i>AE titre 2</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>CP hors titre 2</i>	<i>CP titre 2</i>	<i>Crédits de paiement</i>
Crédits ouverts en loi de finances initiale	1 531 923 008	3 342 663 294	4 874 586 302	1 984 723 204	3 342 663 294	5 327 386 498
Modifications intervenues en gestion	3 845 921 880	3 225 609 628	7 071 531 508	1 780 387 738	3 225 609 628	5 005 997 366
Total des crédits ouverts	5 377 844 888	6 568 272 922	11 946 117 810	3 765 110 942	6 568 272 922	10 333 383 864
Modification proposée	-37 175 664		-37 175 664	-89 677 479		-89 677 479
Annulations proposées	37 175 664		37 175 664	89 677 479		89 677 479

Motifs des annulations

Annulation de 37,2 M€ en AE et 89,7 M€ en CP portant intégralement sur la réserve de précaution.

Programme n° 182 : Protection judiciaire de la jeunesse

	AE hors titre 2	AE titre 2	Autorisations d'engagement	CP hors titre 2	CP titre 2	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	484 234 070	686 195 265	1 170 429 335	464 539 975	686 195 265	1 150 735 240
Modifications intervenues en gestion	506 121 485	670 588 827	1 176 710 312	431 346 380	670 588 827	1 101 935 207
Total des crédits ouverts	990 355 555	1 356 784 092	2 347 139 647	895 886 355	1 356 784 092	2 252 670 447
Modification proposée	-7 949 999		-7 949 999	-7 949 999		-7 949 999
Annulations proposées	7 949 999		7 949 999	7 949 999		7 949 999

Motifs des annulations

Annulation de 7,9 M€ en AE et 7,9 M€ en CP afin de tenir compte du pilotage des dépenses de fonctionnement et de décalages sur certains projets immobiliers.

Programme n° 310 : Conduite et pilotage de la politique de la justice

	AE hors titre 2	AE titre 2	Autorisations d'engagement	CP hors titre 2	CP titre 2	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	442 191 812	247 504 314	689 696 126	506 266 396	247 504 314	753 770 710
Modifications intervenues en gestion	551 643 863	245 821 503	797 465 366	474 616 777	245 821 503	720 438 280
Total des crédits ouverts	993 835 675	493 325 817	1 487 161 492	980 883 173	493 325 817	1 474 208 990
Modification proposée	-1 700 000		-1 700 000	-4 100 000		-4 100 000
Annulations proposées	1 700 000		1 700 000	4 100 000		4 100 000

Motifs des annulations

Annulation de 1,7 M€ en AE et 4,1 M€ en CP afin de tenir compte du pilotage des dépenses de fonctionnement.

Médias, livre et industries culturelles

	AE hors titre 2	AE titre 2	Autorisations d'engagement	CP hors titre 2	CP titre 2	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	728 133 079		728 133 079	720 002 959		720 002 959
Modifications intervenues en gestion	720 240 734		720 240 734	714 706 378		714 706 378
Total des crédits ouverts	1 448 373 813		1 448 373 813	1 434 709 337		1 434 709 337
Modifications proposées	-3 106 109		-3 106 109	-3 052 048		-3 052 048
Ouvertures proposées						
Annulations proposées	3 106 109		3 106 109	3 052 048		3 052 048
Total net des ouvertures et annulations proposées	-3 106 109		-3 106 109	-3 052 048		-3 052 048

Programme n° 180 : Presse et médias

	AE hors titre 2	AE titre 2	Autorisations d'engagement	CP hors titre 2	CP titre 2	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	370 148 320		370 148 320	369 165 408		369 165 408
Modifications intervenues en gestion	367 553 351		367 553 351	366 513 231		366 513 231
Total des crédits ouverts	737 701 671		737 701 671	735 678 639		735 678 639
Modification proposée	-3 106 109		-3 106 109	-3 052 048		-3 052 048
Annulations proposées	3 106 109		3 106 109	3 052 048		3 052 048

Motifs des annulations

Annulation de 3,1 M€ en AE et 3,1 M€ en CP portant intégralement sur la réserve de précaution.

Outre-mer

	<i>AE hors titre 2</i>	<i>AE titre 2</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>CP hors titre 2</i>	<i>CP titre 2</i>	<i>Crédits de paiement</i>
Crédits ouverts en loi de finances initiale	3 325 697 947	211 790 481	3 537 488 428	2 768 340 405	211 790 481	2 980 130 886
Modifications intervenues en gestion	3 092 156 996	210 822 902	3 302 979 898	2 745 262 988	210 822 902	2 956 085 890
Total des crédits ouverts	6 417 854 943	422 613 383	6 840 468 326	5 513 603 393	422 613 383	5 936 216 776
Modifications proposées	-50 055 822		-50 055 822	27 842 898		27 842 898
Ouvertures proposées				45 261 580		45 261 580
Annulations proposées	50 055 822		50 055 822	17 418 682		17 418 682
Total net des ouvertures et annulations proposées	-50 055 822		-50 055 822	27 842 898		27 842 898

Programme n° 138 : Emploi outre-mer

	<i>AE hors titre 2</i>	<i>AE titre 2</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>CP hors titre 2</i>	<i>CP titre 2</i>	<i>Crédits de paiement</i>
Crédits ouverts en loi de finances initiale	1 953 181 035	211 790 481	2 164 971 516	1 929 580 657	211 790 481	2 141 371 138
Modifications intervenues en gestion	1 780 373 896	210 822 902	1 991 196 798	1 786 742 425	210 822 902	1 997 565 327
Total des crédits ouverts	3 733 554 931	422 613 383	4 156 168 314	3 716 323 082	422 613 383	4 138 936 465
Modification proposée	-18 816 702		-18 816 702	-17 418 682		-17 418 682
Annulations proposées	18 816 702		18 816 702	17 418 682		17 418 682

Motifs des annulations

Annulation de 18,8 M€ en AE et 17,4 M€ en CP portant intégralement sur la réserve de précaution.

Programme n° 123 : Conditions de vie outre-mer

	AE hors titre 2	AE titre 2	Autorisations d'engagement	CP hors titre 2	CP titre 2	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	1 372 516 912		1 372 516 912	838 759 748		838 759 748
Modifications intervenues en gestion	1 311 783 100		1 311 783 100	958 520 563		958 520 563
Total des crédits ouverts	2 684 300 012		2 684 300 012	1 797 280 311		1 797 280 311
Modification proposée	-31 239 120		-31 239 120	45 261 580		45 261 580
Ouvertures proposées				45 261 580		45 261 580
Annulations proposées	31 239 120		31 239 120			

Motifs des ouvertures

Ouverture de 45,3 M€ en CP permettant de financer des dépenses exceptionnelles liées à des crises, non prévues ou partiellement prévues dans la LFI pour 2025, notamment à Mayotte et à La Réunion.

Motifs des annulations

Annulation de 31,2 M€ en AE portant intégralement sur la réserve de précaution.

Recherche et enseignement supérieur

	AE hors titre 2	AE titre 2	Autorisations d'engagement	CP hors titre 2	CP titre 2	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	30 628 328 490	699 008 081	31 327 336 571	30 210 241 596	699 008 081	30 909 249 677
Modifications intervenues en gestion	31 068 063 616	698 212 840	31 766 276 456	30 681 219 791	698 212 840	31 379 432 631
Total des crédits ouverts	61 696 392 106	1 397 220 921	63 093 613 027	60 891 461 387	1 397 220 921	62 288 682 308
Modifications proposées	-193 458 573		-193 458 573	-190 418 811		-190 418 811
Ouvertures proposées	60 000 000		60 000 000	60 000 000		60 000 000
Annulations proposées	253 458 573		253 458 573	250 418 811		250 418 811
Total net des ouvertures et annulations proposées	-193 458 573		-193 458 573	-190 418 811		-190 418 811

Programme n° 150 : Formations supérieures et recherche universitaire

	AE hors titre 2	AE titre 2	Autorisations d'engagement	CP hors titre 2	CP titre 2	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	14 926 783 093	438 692 629	15 365 475 722	14 989 450 093	438 692 629	15 428 142 722
Modifications intervenues en gestion	14 887 255 003	431 823 270	15 319 078 273	14 720 527 082	431 823 270	15 152 350 352
Total des crédits ouverts	29 814 038 096	870 515 899	30 684 553 995	29 709 977 175	870 515 899	30 580 493 074
Modification proposée	-67 360 535		-67 360 535	-66 012 976		-66 012 976
Annulations proposées	67 360 535		67 360 535	66 012 976		66 012 976

Motifs des annulations

Annulation de 67,4 M€ en AE et 66,0 M€ en CP portant principalement sur la réserve de précaution, du fait d'un décalage de dépenses immobilières lié à des retards de travaux.

Programme n° 231 : Vie étudiante

	AE hors titre 2	AE titre 2	Autorisations d'engagement	CP hors titre 2	CP titre 2	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	3 280 409 211		3 280 409 211	3 249 641 878		3 249 641 878
Modifications intervenues en gestion	3 352 464 024		3 352 464 024	3 320 988 621		3 320 988 621
Total des crédits ouverts	6 632 873 235		6 632 873 235	6 570 630 499		6 570 630 499
Modification proposée	-35 598 038		-35 598 038	-33 905 835		-33 905 835
Annulations proposées	35 598 038		35 598 038	33 905 835		33 905 835

Motifs des annulations

Annulation de 35,6 M€ en AE et 33,9 M€ en CP portant intégralement sur la réserve de précaution.

Programme n° 172 : Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires

	AE hors titre 2	AE titre 2	Autorisations d'engagement	CP hors titre 2	CP titre 2	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	8 609 378 571		8 609 378 571	8 168 080 700		8 168 080 700
Modifications intervenues en gestion	8 329 837 328		8 329 837 328	7 988 458 146		7 988 458 146
Total des crédits ouverts	16 939 215 899		16 939 215 899	16 156 538 846		16 156 538 846
Modification proposée	-50 000 000		-50 000 000	-50 000 000		-50 000 000
Annulations proposées	50 000 000		50 000 000	50 000 000		50 000 000

Motifs des annulations

Annulation de 50,0 M€ en AE et 50,0 M€ en CP portant intégralement sur la réserve de précaution.

Programme n° 193 : Recherche spatiale

	AE hors titre 2	AE titre 2	Autorisations d'engagement	CP hors titre 2	CP titre 2	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	1 809 190 845		1 809 190 845	1 809 190 845		1 809 190 845
Modifications intervenues en gestion	1 805 695 347		1 805 695 347	1 805 695 347		1 805 695 347
Total des crédits ouverts	3 614 886 192		3 614 886 192	3 614 886 192		3 614 886 192
Modification proposée	-99 000 000		-99 000 000	-99 000 000		-99 000 000
Annulations proposées	99 000 000		99 000 000	99 000 000		99 000 000

Motifs des annulations

Annulation de 99,0 M€ en AE et 99,0 M€ en CP portant intégralement sur la réserve de précaution.

Programme n° 191 : Recherche duale (civile et militaire)

	AE hors titre 2	AE titre 2	Autorisations d'engagement	CP hors titre 2	CP titre 2	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	72 656 092		72 656 092	72 656 092		72 656 092
Modifications intervenues en gestion	150 019 167		150 019 167	150 019 167		150 019 167
Total des crédits ouverts	222 675 259		222 675 259	222 675 259		222 675 259
Modification proposée	60 000 000		60 000 000	60 000 000		60 000 000
Ouvertures proposées	60 000 000		60 000 000	60 000 000		60 000 000

Motifs des ouvertures

Ouverture de 60,0 M€ en AE et 60,0 M€ en CP afin de financer la recherche duale dans le domaine aérospatial en lien avec la loi de programmation militaire.

Programme n° 142 : Enseignement supérieur et recherche agricoles

	AE hors titre 2	AE titre 2	Autorisations d'engagement	CP hors titre 2	CP titre 2	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	163 822 158	260 315 452	424 137 610	161 543 730	260 315 452	421 859 182
Modifications intervenues en gestion	172 022 821	266 389 570	438 412 391	170 195 393	266 389 570	436 584 963
Total des crédits ouverts	335 844 979	526 705 022	862 550 001	331 739 123	526 705 022	858 444 145
Modification proposée	-1 500 000		-1 500 000	-1 500 000		-1 500 000
Annulations proposées	1 500 000		1 500 000	1 500 000		1 500 000

Motifs des annulations

Annulation de 1,5 M€ en AE et 1,5 M€ en CP portant intégralement sur la réserve de précaution.

Régimes sociaux et de retraite

	AE hors titre 2	AE titre 2	Autorisations d'engagement	CP hors titre 2	CP titre 2	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	5 991 769 184		5 991 769 184	5 991 769 184		5 991 769 184
Modifications intervenues en gestion	6 228 688 445		6 228 688 445	6 228 688 445		6 228 688 445
Total des crédits ouverts	12 220 457 629		12 220 457 629	12 220 457 629		12 220 457 629
Modifications proposées	117 099 914		117 099 914	117 099 914		117 099 914
Ouvertures proposées	117 099 914		117 099 914	117 099 914		117 099 914
Annulations proposées						
Total net des ouvertures et annulations proposées	117 099 914		117 099 914	117 099 914		117 099 914

Programme n° 198 : Régimes sociaux et de retraite des transports terrestres

	AE hors titre 2	AE titre 2	Autorisations d'engagement	CP hors titre 2	CP titre 2	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	4 132 828 913		4 132 828 913	4 132 828 913		4 132 828 913
Modifications intervenues en gestion	4 365 695 818		4 365 695 818	4 365 695 818		4 365 695 818
Total des crédits ouverts	8 498 524 731		8 498 524 731	8 498 524 731		8 498 524 731
Modification proposée	62 773 808		62 773 808	62 773 808		62 773 808
Ouvertures proposées	62 773 808		62 773 808	62 773 808		62 773 808

Motifs des ouvertures

Ouverture de 62,8 M€ en AE et 62,8 M€ en CP du fait d'une actualisation des prévisions de recettes et de dépenses des régimes.

Programme n° 197 : Régimes de retraite et de sécurité sociale des marins

	AE hors titre 2	AE titre 2	Autorisations d'engagement	CP hors titre 2	CP titre 2	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	772 145 015		772 145 015	772 145 015		772 145 015
Modifications intervenues en gestion	787 337 160		787 337 160	787 337 160		787 337 160
Total des crédits ouverts	1 559 482 175		1 559 482 175	1 559 482 175		1 559 482 175
Modification proposée	27 000 000		27 000 000	27 000 000		27 000 000
Ouvertures proposées	27 000 000		27 000 000	27 000 000		27 000 000

Motifs des ouvertures

Ouverture de 27,0 M€ en AE et 27,0 M€ en CP du fait d'une actualisation des prévisions de recettes et de dépenses des régimes.

Programme n° 195 : Régimes de retraite des mines, de la SEITA, et divers

	AE hors titre 2	AE titre 2	Autorisations d'engagement	CP hors titre 2	CP titre 2	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	1 086 795 256		1 086 795 256	1 086 795 256		1 086 795 256
Modifications intervenues en gestion	1 075 655 467		1 075 655 467	1 075 655 467		1 075 655 467
Total des crédits ouverts	2 162 450 723		2 162 450 723	2 162 450 723		2 162 450 723
Modification proposée	27 326 106		27 326 106	27 326 106		27 326 106
Ouvertures proposées	27 326 106		27 326 106	27 326 106		27 326 106

Motifs des ouvertures

Ouverture de 27,3 M€ en AE et 27,3 M€ en CP du fait d'une actualisation des prévisions de recettes et de dépenses des régimes.

Relations avec les collectivités territoriales

	AE hors titre 2	AE titre 2	Autorisations d'engagement	CP hors titre 2	CP titre 2	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	3 913 603 045		3 913 603 045	3 962 798 332		3 962 798 332
Modifications intervenues en gestion	4 173 691 619		4 173 691 619	4 172 389 801		4 172 389 801
Total des crédits ouverts	8 087 294 664		8 087 294 664	8 135 188 133		8 135 188 133
Modifications proposées	13 637 497		13 637 497	-65 356 965		-65 356 965
Ouvertures proposées	13 637 497		13 637 497			
Annulations proposées				65 356 965		65 356 965
Total net des ouvertures et annulations proposées	13 637 497		13 637 497	-65 356 965		-65 356 965

Programme n° 119 : Concours financiers aux collectivités territoriales et à leurs groupements

	AE hors titre 2	AE titre 2	Autorisations d'engagement	CP hors titre 2	CP titre 2	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	3 661 377 110		3 661 377 110	3 608 378 234		3 608 378 234
Modifications intervenues en gestion	3 750 601 581		3 750 601 581	3 759 453 173		3 759 453 173
Total des crédits ouverts	7 411 978 691		7 411 978 691	7 367 831 407		7 367 831 407
Modification proposée				-40 000 000		-40 000 000
Annulations proposées				40 000 000		40 000 000

Motifs des annulations

Annulation de 40,0 M€ en CP correspondant à une partie de la réserve de précaution sur les dotations d'investissement.

Programme n° 122 : Concours spécifiques et administration

	AE hors titre 2	AE titre 2	Autorisations d'engagement	CP hors titre 2	CP titre 2	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	252 225 935		252 225 935	354 420 098		354 420 098
Modifications intervenues en gestion	423 090 038		423 090 038	412 936 628		412 936 628
Total des crédits ouverts	675 315 973		675 315 973	767 356 726		767 356 726
Modification proposée	13 637 497		13 637 497	-25 356 965		-25 356 965
Ouvertures proposées	13 637 497		13 637 497			
Annulations proposées				25 356 965		25 356 965

Motifs des ouvertures

Ouverture de 13,6 M€ en AE permettant de financer les besoins complémentaires sur la dotation de solidarité en faveur des évènements climatiques (DSEC).

Motifs des annulations

Annulation de 25,4 M€ en CP correspondant à des crédits non décaissés en 2025 sur la dotation de solidarité en faveur des évènements climatiques (DSEC).

Remboursements et dégrèvements

	AE hors titre 2	AE titre 2	Autorisations d'engagement	CP hors titre 2	CP titre 2	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	148 305 620 991		148 305 620 991	148 305 620 991		148 305 620 991
Modifications intervenues en gestion	140 480 146 022		140 480 146 022	140 480 146 022		140 480 146 022
Total des crédits ouverts	288 785 767 013	288 785 767 013		288 785 767 013	288 785 767 013	
Modifications proposées	-3 230 035 883		-3 230 035 883	-3 230 035 883		-3 230 035 883
Ouvertures proposées						
Annulations proposées	3 230 035 883		3 230 035 883	3 230 035 883		3 230 035 883
Total net des ouvertures et annulations proposées	-3 230 035 883	-3 230 035 883		-3 230 035 883	-3 230 035 883	

Programme n° 200 : Remboursements et dégrèvements d'impôts d'État (crédits évaluatifs)

	<i>AE hors titre 2</i>	<i>AE titre 2</i>	Autorisations d'engagement	<i>CP hors titre 2</i>	<i>CP titre 2</i>	Credits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	143 576 796 000		143 576 796 000	143 576 796 000		143 576 796 000
Modifications intervenues en gestion	136 189 146 022		136 189 146 022	136 189 146 022		136 189 146 022
Total des crédits ouverts	279 765 942 022		279 765 942 022	279 765 942 022		279 765 942 022
Modification proposée	-3 111 210 892		-3 111 210 892	-3 111 210 892		-3 111 210 892
Annulations proposées	3 111 210 892		3 111 210 892	3 111 210 892		3 111 210 892

Motifs des annulations

Annulation de 3 111,2 M€ en AE et 3 111,2 M€ en CP pour tenir compte de la dernière prévision de recettes fiscales nettes.

Programme n° 201 : Remboursements et dégrèvements d'impôts locaux (crédits évaluatifs)

	<i>AE hors titre 2</i>	<i>AE titre 2</i>	Autorisations d'engagement	<i>CP hors titre 2</i>	<i>CP titre 2</i>	Credits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	4 728 824 991		4 728 824 991	4 728 824 991		4 728 824 991
Modifications intervenues en gestion	4 291 000 000		4 291 000 000	4 291 000 000		4 291 000 000
Total des crédits ouverts	9 019 824 991		9 019 824 991	9 019 824 991		9 019 824 991
Modification proposée	-118 824 991		-118 824 991	-118 824 991		-118 824 991
Annulations proposées	118 824 991		118 824 991	118 824 991		118 824 991

Motifs des annulations

Annulation de 118,8 M€ en AE et 118,8 M€ en CP pour tenir compte de la dernière prévision de recettes fiscales nettes.

Santé

	<i>AE hors titre 2</i>	<i>AE titre 2</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>CP hors titre 2</i>	<i>CP titre 2</i>	<i>Crédits de paiement</i>
Crédits ouverts en loi de finances initiale	1 489 099 664	700 000	1 489 799 664	1 481 329 644	700 000	1 482 029 644
Modifications intervenues en gestion	2 735 693 052	1 300 000	2 736 993 052	2 819 726 644	1 300 000	2 821 026 644
Total des crédits ouverts	4 224 792 716	2 000 000	4 226 792 716	4 301 056 288	2 000 000	4 303 056 288
Modifications proposées	2 197 240			5 027 168		
Ouvertures proposées	2 197 240			5 027 168		
Annulations proposées						
Total net des ouvertures et annulations proposées	2 197 240			5 027 168		

Programme n° 204 : Prévention, sécurité sanitaire et offre de soins

	<i>AE hors titre 2</i>	<i>AE titre 2</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>CP hors titre 2</i>	<i>CP titre 2</i>	<i>Crédits de paiement</i>
Crédits ouverts en loi de finances initiale	218 799 664	700 000	219 499 664	211 029 644	700 000	211 729 644
Modifications intervenues en gestion	270 493 052	1 300 000	271 793 052	354 526 644	1 300 000	355 826 644
Total des crédits ouverts	489 292 716	2 000 000	491 292 716	565 556 288	2 000 000	567 556 288
Modification proposée	2 197 240			5 027 168		
Ouvertures proposées	2 197 240			5 027 168		

Motifs des ouvertures

Ouverture de 2,2 M€ en AE et 5,0 M€ en CP afin de résorber le déficit de l'agence de santé de Wallis-et-Futuna et de financer la hausse des dépenses d'indemnisation des victimes de la Dépakine.

Sécurités

	AE hors titre 2	AE titre 2	Autorisations d'engagement	CP hors titre 2	CP titre 2	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	5 154 670 834	20 945 032 381	26 099 703 215	4 312 913 455	20 945 032 381	25 257 945 836
Modifications intervenues en gestion	5 799 645 308	20 500 634 534	26 300 279 843	4 211 658 811	20 500 634 534	24 712 293 346
Total des crédits ouverts	10 954 316 142	41 445 666 915	52 399 983 058	8 524 572 266	41 445 666 915	49 970 239 182
Modifications proposées	76 584 799		76 584 799	180 307 209		180 307 209
Ouvertures proposées	79 584 799		79 584 799	189 109 052		189 109 052
Annulations proposées	3 000 000		3 000 000	8 801 843		8 801 843
Total net des ouvertures et annulations proposées	76 584 799		76 584 799	180 307 209		180 307 209

Programme n° 176 : Police nationale

	AE hors titre 2	AE titre 2	Autorisations d'engagement	CP hors titre 2	CP titre 2	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	2 109 904 409	11 718 796 031	13 828 700 440	1 734 737 102	11 718 796 031	13 453 533 133
Modifications intervenues en gestion	2 312 028 768	11 220 835 344	13 532 864 111	1 765 544 049	11 220 835 344	12 986 379 393
Total des crédits ouverts	4 421 933 177	22 939 631 375	27 361 564 551	3 500 281 151	22 939 631 375	26 439 912 526
Modification proposée	39 579 739		39 579 739	13 800 000		13 800 000
Ouvertures proposées	39 579 739		39 579 739	13 800 000		13 800 000

Motifs des ouvertures

Ouverture de 39,6 M€ en AE et 13,8 M€ en CP au titre du financement de l'activité constatée des forces de l'ordre, de l'équipement de la filière investigation et de la remise à niveau du parc automobile en 2025.

Programme n° 152 : Gendarmerie nationale

	<i>AE hors titre 2</i>	<i>AE titre 2</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>CP hors titre 2</i>	<i>CP titre 2</i>	<i>Crédits de paiement</i>
Crédits ouverts en loi de finances initiale	2 341 712 993	8 985 570 704	11 327 283 697	1 906 230 767	8 985 570 704	10 891 801 471
Modifications intervenues en gestion	2 493 653 910	9 047 234 170	11 540 888 080	1 614 011 588	9 047 234 170	10 661 245 757
Total des crédits ouverts	4 835 366 903	18 032 804 874	22 868 171 777	3 520 242 355	18 032 804 874	21 553 047 228
Modification proposée	40 005 060		40 005 060	54 844 512		54 844 512
Ouvertures proposées	40 005 060		40 005 060	54 844 512		54 844 512

Motifs des ouvertures

Ouverture de 40,0 M€ en AE et 54,8 M€ en CP au titre du maintien du dispositif de sécurisation en Nouvelle-Calédonie, des conséquences du cyclone Chido à Mayotte et de la remise à niveau du parc automobile en 2025.

Programme n° 207 : Sécurité et éducation routières

	<i>AE hors titre 2</i>	<i>AE titre 2</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>CP hors titre 2</i>	<i>CP titre 2</i>	<i>Crédits de paiement</i>
Crédits ouverts en loi de finances initiale	83 622 634		83 622 634	82 115 152		82 115 152
Modifications intervenues en gestion	98 028 602		98 028 602	94 078 666		94 078 666
Total des crédits ouverts	181 651 236		181 651 236	176 193 818		176 193 818
Modification proposée	-3 000 000		-3 000 000	-8 801 843		-8 801 843
Annulations proposées	3 000 000		3 000 000	8 801 843		8 801 843

Motifs des annulations

Annulation de 3,0 M€ en AE et 8,8 M€ en CP portant, en AE, sur une partie de la réserve de précaution (3,1 M€), le solde permettant de financer les besoins relatifs au permis à 1€ et à l'achat de kits de dépistage de stupéfiants et, en CP, sur la totalité de la réserve, à laquelle s'ajoutent 3 M€ de sous-exécution, rendant les crédits sans objet.

Programme n° 161 : Sécurité civile

	AE hors titre 2	AE titre 2	Autorisations d'engagement	CP hors titre 2	CP titre 2	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	619 430 798	240 665 646	860 096 444	589 830 434	240 665 646	830 496 080
Modifications intervenues en gestion	895 934 028	232 565 021	1 128 499 050	738 024 508	232 565 021	970 589 529
Total des crédits ouverts	1 515 364 826	473 230 667	1 988 595 494	1 327 854 942	473 230 667	1 801 085 609
Modification proposée				120 464 540		120 464 540
Ouvertures proposées				120 464 540		120 464 540

Motifs des ouvertures

Ouverture de 120,5 M€ en CP au titre du coût de la gestion de crise après le passage du cyclone Chido à Mayotte et de la saison feu exceptionnelle.

Solidarité, insertion et égalité des chances

	AE hors titre 2	AE titre 2	Autorisations d'engagement	CP hors titre 2	CP titre 2	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	30 308 948 180	3 400 000	30 312 348 180	30 305 309 514	3 400 000	30 308 709 514
Modifications intervenues en gestion	29 738 641 838	3 400 000	29 742 041 838	29 753 402 333	3 400 000	29 756 802 333
Total des crédits ouverts	60 047 590 018	6 800 000	60 054 390 018	60 058 711 847	6 800 000	60 065 511 847
Modifications proposées		447 478 407	447 478 407		454 198 208	454 198 208
Ouvertures proposées		448 556 757	448 556 757	455 276 558		455 276 558
Annulations proposées		1 078 350	1 078 350	1 078 350		1 078 350
Total net des ouvertures et annulations proposées		447 478 407	447 478 407	454 198 208		454 198 208

Programme n° 304 : Inclusion sociale et protection des personnes

	<i>AE hors titre 2</i>	<i>AE titre 2</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>CP hors titre 2</i>	<i>CP titre 2</i>	<i>Crédits de paiement</i>
Crédits ouverts en loi de finances initiale	14 152 560 001	3 400 000	14 155 960 001	14 153 721 335	3 400 000	14 157 121 335
Modifications intervenues en gestion	14 270 449 992	3 400 000	14 273 849 992	14 283 777 422	3 400 000	14 287 177 422
Total des crédits ouverts	28 423 009 993	6 800 000	28 429 809 993	28 437 498 757	6 800 000	28 444 298 757
Modification proposée	327 022 845		327 022 845	333 895 225		333 895 225
Ouvertures proposées	327 022 845		327 022 845	333 895 225		333 895 225

Motifs des ouvertures

Ouverture de 327,0 M€ en AE et 333,9 M€ en CP au titre principalement de la dynamique de la prime d'activité.

Programme n° 157 : Handicap et dépendance

	<i>AE hors titre 2</i>	<i>AE titre 2</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>CP hors titre 2</i>	<i>CP titre 2</i>	<i>Crédits de paiement</i>
Crédits ouverts en loi de finances initiale	16 062 371 412		16 062 371 412	16 057 571 412		16 057 571 412
Modifications intervenues en gestion	15 387 341 513		15 387 341 513	15 388 445 271		15 388 445 271
Total des crédits ouverts	31 449 712 925		31 449 712 925	31 446 016 683		31 446 016 683
Modification proposée	121 533 912		121 533 912	121 381 333		121 381 333
Ouvertures proposées	121 533 912		121 533 912	121 381 333		121 381 333

Motifs des ouvertures

Ouverture de 121,5 M€ en AE et 121,4 M€ en CP au titre de la dynamique de l'allocation aux adultes handicapés (AAH).

Programme n° 137 : Égalité entre les femmes et les hommes

	<i>AE hors titre 2</i>	<i>AE titre 2</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>CP hors titre 2</i>	<i>CP titre 2</i>	<i>Crédits de paiement</i>
Crédits ouverts en loi de finances initiale	94 016 767		94 016 767	94 016 767		94 016 767
Modifications intervenues en gestion	80 850 333		80 850 333	81 179 640		81 179 640
Total des crédits ouverts	174 867 100		174 867 100	175 196 407		175 196 407
Modification proposée	-1 078 350		-1 078 350	-1 078 350		-1 078 350
Annulations proposées	1 078 350		1 078 350	1 078 350		1 078 350

Motifs des annulations

Annulation de 1,1 M€ en AE et 1,1 M€ en CP portant intégralement sur la réserve de précaution.

Sport, jeunesse et vie associative

	AE hors titre 2	AE titre 2	Autorisations d'engagement	CP hors titre 2	CP titre 2	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	1 406 307 152	159 706 134	1 566 013 286	1 338 950 785	159 706 134	1 498 656 919
Modifications intervenues en gestion	1 537 259 141	170 461 029	1 707 720 170	1 605 971 564	170 461 029	1 776 432 593
Total des crédits ouverts	2 943 566 293	330 167 163	3 273 733 456	2 944 922 349	330 167 163	3 275 089 512
Modifications proposées	-182 944 446		-182 944 446	-91 285 684		-91 285 684
Ouvertures proposées	500 000		500 000	500 000		500 000
Annulations proposées	183 444 446		183 444 446	91 785 684		91 785 684
Total net des ouvertures et annulations proposées	-182 944 446		-182 944 446	-91 285 684		-91 285 684

Programme n° 219 : Sport

	AE hors titre 2	AE titre 2	Autorisations d'engagement	CP hors titre 2	CP titre 2	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	562 276 165	132 382 134	694 658 299	460 767 498	132 382 134	593 149 632
Modifications intervenues en gestion	616 595 240	129 508 048	746 103 288	622 149 554	129 508 048	751 657 602
Total des crédits ouverts	1 178 871 405	261 890 182	1 440 761 587	1 082 917 052	261 890 182	1 344 807 234
Modification proposée	-141 930 642		-141 930 642	-46 430 642		-46 430 642
Annulations proposées	141 930 642		141 930 642	46 430 642		46 430 642

Motifs des annulations

Annulation de 141,9 M€ en AE et 46,4 M€ en CP portant essentiellement sur la réserve de précaution.

Programme n° 163 : Jeunesse et vie associative

	<i>AE hors titre 2</i>	<i>AE titre 2</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>CP hors titre 2</i>	<i>CP titre 2</i>	<i>Crédits de paiement</i>
Crédits ouverts en loi de finances initiale	820 777 987	27 324 000	848 101 987	820 777 987	27 324 000	848 101 987
Modifications intervenues en gestion	877 653 901	40 952 981	918 606 882	872 799 734	40 952 981	913 752 715
Total des crédits ouverts	1 698 431 888	68 276 981	1 766 708 869	1 693 577 721	68 276 981	1 761 854 702
Modification proposée	-39 013 804		-39 013 804	-23 463 051		-23 463 051
Annulations proposées	39 013 804		39 013 804	23 463 051		23 463 051

Motifs des annulations

Annulation de 39,0 M€ en AE et 23,5 M€ en CP portant intégralement sur la réserve de précaution.

Programme n° 350 : Jeux olympiques et paralympiques 2024

	<i>AE hors titre 2</i>	<i>AE titre 2</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>CP hors titre 2</i>	<i>CP titre 2</i>	<i>Crédits de paiement</i>
Crédits ouverts en loi de finances initiale	3 253 000		3 253 000	48 205 300		48 205 300
Modifications intervenues en gestion	42 910 000		42 910 000	110 922 276		110 922 276
Total des crédits ouverts	46 163 000		46 163 000	159 127 576		159 127 576
Modification proposée	-2 500 000		-2 500 000	-21 891 991		-21 891 991
Annulations proposées	2 500 000		2 500 000	21 891 991		21 891 991

Motifs des annulations

Annulation de 2,5 M€ en AE et 21,9 M€ en CP au titre des économies additionnelles constatées pour la SOLIDEO 2024 et de l'annulation de financements incompatibles avec les conditions d'intervention de la SOLIDEO 2024.

Programme n° 385 : Jeux olympiques et paralympiques d'hiver 2030

	<i>AE hors titre 2</i>	<i>AE titre 2</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>CP hors titre 2</i>	<i>CP titre 2</i>	<i>Crédits de paiement</i>
Crédits ouverts en loi de finances initiale	20 000 000		20 000 000	9 200 000		9 200 000
Modifications intervenues en gestion	100 000		100 000	100 000		100 000
Total des crédits ouverts	20 100 000		20 100 000	9 300 000		9 300 000
Modification proposée	500 000		500 000	500 000		500 000
Ouvertures proposées	500 000		500 000	500 000		500 000

Motifs des ouvertures

Ouverture de 0,5 M€ en AE et 0,5 M€ en CP permettant de financer l'avance nécessaire de la subvention à destination du COJOP 2030.

Transformation et fonction publiques

	AE hors titre 2	AE titre 2	Autorisations d'engagement	CP hors titre 2	CP titre 2	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	947 431 016	55 553 690	1 002 984 706	666 563 933	55 553 690	722 117 623
Modifications intervenues en gestion	1 557 046 210	49 748 871	1 606 795 081	970 125 961	49 748 871	1 019 874 832
Total des crédits ouverts	2 504 477 226	105 302 561	2 609 779 787	1 636 689 894	105 302 561	1 741 992 455
Modifications proposées	-224 061 523		-224 061 523	-47 879 453		-47 879 453
Ouvertures proposées						
Annulations proposées	224 061 523		224 061 523	47 879 453		47 879 453
Total net des ouvertures et annulations proposées	-224 061 523		-224 061 523	-47 879 453		-47 879 453

Programme n° 348 : Performance et résilience des bâtiments de l'État et de ses opérateurs

	AE hors titre 2	AE titre 2	Autorisations d'engagement	CP hors titre 2	CP titre 2	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	614 706 545		614 706 545	300 050 026		300 050 026
Modifications intervenues en gestion	1 132 349 246		1 132 349 246	525 227 077		525 227 077
Total des crédits ouverts	1 747 055 791		1 747 055 791	825 277 103		825 277 103
Modification proposée	-200 000 000		-200 000 000	-18 996 184		-18 996 184
Annulations proposées	200 000 000		200 000 000	18 996 184		18 996 184

Motifs des annulations

Annulation de 200,0 M€ en AE et 19,0 M€ en CP portant essentiellement sur la réserve de précaution, au regard du rythme d'engagements du fait de la réorientation des projets vers des opérations plus structurantes.

Programme n° 349 : Transformation publique

	AE hors titre 2	AE titre 2	Autorisations d'engagement	CP hors titre 2	CP titre 2	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	69 516 370	1 500 000	71 016 370	101 607 640	1 500 000	103 107 640
Modifications intervenues en gestion	141 048 116	1 000 000	142 048 116	156 643 969	1 000 000	157 643 969
Total des crédits ouverts	210 564 486	2 500 000	213 064 486	258 251 609	2 500 000	260 751 609
Modification proposée	-24 061 523		-24 061 523	-28 883 269		-28 883 269
Annulations proposées	24 061 523		24 061 523	28 883 269		28 883 269

Motifs des annulations

Annulation de 24,1 M€ en AE et 28,9 M€ en CP au titre de l'annulation de certains projets du FTAP et du ralentissement des dépenses de la DITP.

Travail, emploi et administration des ministères sociaux

	AE hors titre 2	AE titre 2	Autorisations d'engagement	CP hors titre 2	CP titre 2	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	18 787 609 401	1 068 978 088	19 856 587 489	18 940 667 294	1 068 978 088	20 009 645 382
Modifications intervenues en gestion	25 244 136 014	1 055 763 301	26 299 899 315	23 960 801 446	1 055 763 301	25 016 564 747
Total des crédits ouverts	44 031 745 415	2 124 741 389	46 156 486 804	42 901 468 740	2 124 741 389	45 026 210 129
Modifications proposées	-885 518 184		-885 518 184	-825 035 961		-825 035 961
Ouvertures proposées	6 663 663		6 663 663			
Annulations proposées	892 181 847		892 181 847	825 035 961		825 035 961
Total net des ouvertures et annulations proposées	-885 518 184		-885 518 184	-825 035 961		-825 035 961

Programme n° 102 : Accès et retour à l'emploi

	AE hors titre 2	AE titre 2	Autorisations d'engagement	CP hors titre 2	CP titre 2	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	7 549 135 684		7 549 135 684	7 067 132 189		7 067 132 189
Modifications intervenues en gestion	7 579 810 534		7 579 810 534	7 566 256 262		7 566 256 262
Total des crédits ouverts	15 128 946 218		15 128 946 218	14 633 388 451		14 633 388 451
Modification proposée	-616 371 594		-616 371 594	-395 482 927		-395 482 927
Annulations proposées	616 371 594		616 371 594	395 482 927		395 482 927

Motifs des annulations

Annulation de 616,4 M€ en AE et 395,5 M€ en CP portant intégralement sur la réserve de précaution.

Programme n° 103 : Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi

	AE hors titre 2	AE titre 2	Autorisations d'engagement	CP hors titre 2	CP titre 2	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	10 340 666 775		10 340 666 775	10 855 207 839		10 855 207 839
Modifications intervenues en gestion	16 552 651 823		16 552 651 823	15 246 725 055		15 246 725 055
Total des crédits ouverts	26 893 318 598		26 893 318 598	26 101 932 894		26 101 932 894
Modification proposée	-272 347 090		-272 347 090	-421 238 764		-421 238 764
Annulations proposées	272 347 090		272 347 090	421 238 764		421 238 764

Motifs des annulations

Annulation de 272,3 M€ en AE et 421,2 M€ en CP portant intégralement sur la réserve de précaution.

Programme n° 111 : Amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail

	AE hors titre 2	AE titre 2	Autorisations d'engagement	CP hors titre 2	CP titre 2	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	45 973 131		45 973 131	84 721 684		84 721 684
Modifications intervenues en gestion	186 087 742		186 087 742	113 495 974		113 495 974
Total des crédits ouverts	232 060 873		232 060 873	198 217 658		198 217 658
Modification proposée	-3 463 163		-3 463 163	-5 094 334		-5 094 334
Annulations proposées	3 463 163		3 463 163	5 094 334		5 094 334

Motifs des annulations

Annulation de 3,5 M€ en AE et 5,1 M€ en CP portant essentiellement sur la réserve de précaution ainsi que sur la moindre consommation prévisionnelle de certains dispositifs, rendant les crédits sans objet.

Programme n° 155 : Soutien des ministères sociaux

	<i>AE hors titre 2</i>	<i>AE titre 2</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>CP hors titre 2</i>	<i>CP titre 2</i>	<i>Crédits de paiement</i>
Crédits ouverts en loi de finances initiale	851 833 811	1 068 978 088	1 920 811 899	933 605 582	1 068 978 088	2 002 583 670
Modifications intervenues en gestion	925 585 915	1 055 763 301	1 981 349 216	1 034 324 155	1 055 763 301	2 090 087 456
Total des crédits ouverts	1 777 419 726	2 124 741 389	3 902 161 115	1 967 929 737	2 124 741 389	4 092 671 126
Modification proposée	6 663 663		6 663 663	-3 219 936		-3 219 936
Ouvertures proposées	6 663 663		6 663 663			
Annulations proposées				3 219 936		3 219 936

Motifs des ouvertures

Ouverture de 6,7 M€ en AE au titre des besoins associés au fonctionnement des services.

Motifs des annulations

Annulation de 3,2 M€ en CP portant intégralement sur la réserve de précaution.

II. Budgets annexes : programmes porteurs d'ouvertures et d'annulations de crédits proposées à l'état C

Contrôle et exploitation aériens

	<i>AE hors titre 2</i>	<i>AE titre 2</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>CP hors titre 2</i>	<i>CP titre 2</i>	<i>Crédits de paiement</i>
Crédits ouverts en loi de finances initiale	963 505 944	1 393 686 682	2 357 192 626	936 490 319	1 393 686 682	2 330 177 001
Modifications intervenues en gestion	1 255 928 412	1 341 130 265	2 597 058 677	927 622 277	1 341 130 265	2 268 752 542
Total des crédits ouverts	2 219 434 356	2 734 816 947	4 954 251 303	1 864 112 596	2 734 816 947	4 598 929 543
Modifications proposées	-3 724 580		-3 724 580	-14 426 927		-14 426 927
Ouvertures proposées						
Annulations proposées	3 724 580		3 724 580	14 426 927		14 426 927
Total net des ouvertures et annulations proposées	-3 724 580		-3 724 580	-14 426 927		-14 426 927

Programme n° 613 : Soutien aux prestations de l'aviation civile

	<i>AE hors titre 2</i>	<i>AE titre 2</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>CP hors titre 2</i>	<i>CP titre 2</i>	<i>Crédits de paiement</i>
Crédits ouverts en loi de finances initiale	310 202 311	1 393 686 682	1 703 888 993	230 226 414	1 393 686 682	1 623 913 096
Modifications intervenues en gestion	214 376 432	1 341 130 265	1 555 506 697	211 386 605	1 341 130 265	1 552 516 870
Total des crédits ouverts	524 578 743	2 734 816 947	3 259 395 690	441 613 019	2 734 816 947	3 176 429 966
Modification proposée	-25 285		-25 285	-9 025 286		-9 025 286
Annulations proposées	25 285		25 285	9 025 286		9 025 286

Motifs des annulations

Annulation de 25 k€ en AE et 9,0 M€ en CP liée à des décaissements moins rapides qu'anticipés sur divers projets d'investissement, notamment numériques.

Programme n° 614 : Transports aériens, surveillance et certification

	AE hors titre 2	AE titre 2	Autorisations d'engagement	CP hors titre 2	CP titre 2	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	45 734 910		45 734 910	47 271 146		47 271 146
Modifications intervenues en gestion	54 743 132		54 743 132	57 696 260		57 696 260
Total des crédits ouverts	100 478 042		100 478 042	104 967 406		104 967 406
Modification proposée	-3 699 295		-3 699 295	-5 401 641		-5 401 641
Annulations proposées	3 699 295		3 699 295	5 401 641		5 401 641

Motifs des annulations

Annulation de 3,7 M€ en AE et 5,4 M€ en CP au titre de diverses sous-consommations intervenues en cours de gestion.

Publications officielles et information administrative

	AE hors titre 2	AE titre 2	Autorisations d'engagement	CP hors titre 2	CP titre 2	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	78 928 603	66 537 821	145 466 424	82 489 626	66 537 821	149 027 447
Modifications intervenues en gestion	99 704 595	66 271 937	165 976 532	87 597 451	66 271 937	153 869 388
Total des crédits ouverts	178 633 198	132 809 758	311 442 956	170 087 077	132 809 758	302 896 835
Modifications proposées	-1 149 883		-1 149 883	-1 010 000		-1 010 000
Ouvertures proposées						
Annulations proposées	1 149 883		1 149 883	1 010 000		1 010 000
Total net des ouvertures et annulations proposées	-1 149 883		-1 149 883	-1 010 000		-1 010 000

Programme n° 623 : Édition et diffusion

	AE hors titre 2	AE titre 2	Autorisations d'engagement	CP hors titre 2	CP titre 2	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	40 283 915		40 283 915	42 052 388		42 052 388
Modifications intervenues en gestion	53 533 451		53 533 451	45 175 347		45 175 347
Total des crédits ouverts	93 817 366		93 817 366	87 227 735		87 227 735
Modification proposée	-22 189		-22 189			
Annulations proposées	22 189		22 189			

Motifs des annulations

Annulation de 22 k€ en AE portant sur un retrait d'engagement juridique sur tranche fonctionnelle.

Programme n° 624 : Pilotage et ressources humaines

	AE hors titre 2	AE titre 2	Autorisations d'engagement	CP hors titre 2	CP titre 2	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	38 644 688	66 537 821	105 182 509	40 437 238	66 537 821	106 975 059
Modifications intervenues en gestion	46 171 144	66 271 937	112 443 081	42 422 104	66 271 937	108 694 041
Total des crédits ouverts	84 815 832	132 809 758	217 625 590	82 859 342	132 809 758	215 669 100
Modification proposée	-1 127 694		-1 127 694	-1 010 000		-1 010 000
Annulations proposées	1 127 694		1 127 694	1 010 000		1 010 000

Motifs des annulations

Annulation de 1,1 M€ en AE et 1,0 M€ en CP en raison de la maîtrise des dépenses de personnel et de fonctionnement de la société anonyme de composition et d'impression des journaux officiels (1 M€ en AE et en CP) et de crédits immobiliers devenus sans objet (0,1 M€ en AE).

III. Comptes spéciaux : programmes porteurs d'ouvertures et d'annulations de crédits proposées à l'état D

Avances à l'audiovisuel public

	AE hors titre 2	AE titre 2	Autorisations d'engagement	CP hors titre 2	CP titre 2	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	3 949 162 945		3 949 162 945	3 949 162 945		3 949 162 945
Modifications intervenues en gestion	4 026 728 395		4 026 728 395	4 026 728 395		4 026 728 395
Total des crédits ouverts	7 975 891 340		7 975 891 340	7 975 891 340		7 975 891 340
Modifications proposées	10 417 568		10 417 568	10 417 568		10 417 568
Ouvertures proposées	10 627 126		10 627 126	10 627 126		10 627 126
Annulations proposées	209 558		209 558	209 558		209 558
Total net des ouvertures et annulations proposées	10 417 568		10 417 568	10 417 568		10 417 568

Programme n° 842 : ARTE France

	AE hors titre 2	AE titre 2	Autorisations d'engagement	CP hors titre 2	CP titre 2	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	298 114 886		298 114 886	298 114 886		298 114 886
Modifications intervenues en gestion	295 102 353		295 102 353	295 102 353		295 102 353
Total des crédits ouverts	593 217 239		593 217 239	593 217 239		593 217 239
Modification proposée	-209 558		-209 558	-209 558		-209 558
Annulations proposées	209 558		209 558	209 558		209 558

Motifs des annulations

Annulation de 0,2 M€ en AE et 0,2 M€ en CP afin de régulariser le montant de la compensation par l'État des effets fiscaux résultant de la suppression de la contribution à l'audiovisuel public.

Programme n° 844 : France Médias Monde

	<i>AE hors titre 2</i>	<i>AE titre 2</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>CP hors titre 2</i>	<i>CP titre 2</i>	<i>Crédits de paiement</i>
Crédits ouverts en loi de finances initiale	303 883 551		303 883 551	303 883 551		303 883 551
Modifications intervenues en gestion	299 202 200		299 202 200	299 202 200		299 202 200
Total des crédits ouverts	603 085 751		603 085 751	603 085 751		603 085 751
Modification proposée	9 935 243		9 935 243	9 935 243		9 935 243
Ouvertures proposées	9 935 243		9 935 243	9 935 243		9 935 243

Motifs des ouvertures

Ouverture de 9,9 M€ en AE et 9,9 M€ en CP afin d'assurer la compensation par l'État des effets fiscaux résultant de la suppression de la contribution à l'audiovisuel public.

Programme n° 847 : TV5 Monde

	<i>AE hors titre 2</i>	<i>AE titre 2</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>CP hors titre 2</i>	<i>CP titre 2</i>	<i>Crédits de paiement</i>
Crédits ouverts en loi de finances initiale	84 242 456		84 242 456	84 242 456		84 242 456
Modifications intervenues en gestion	83 449 220		83 449 220	83 449 220		83 449 220
Total des crédits ouverts	167 691 676		167 691 676	167 691 676		167 691 676
Modification proposée	691 883		691 883	691 883		691 883
Ouvertures proposées	691 883		691 883	691 883		691 883

Motifs des ouvertures

Ouverture de 0,7 M€ en AE et 0,7 M€ en CP afin d'assurer la compensation par l'État des effets fiscaux résultant de la suppression de la contribution à l'audiovisuel public.

Avances aux collectivités territoriales

	AE hors titre 2	AE titre 2	Autorisations d'engagement	CP hors titre 2	CP titre 2	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	134 293 586 081		134 293 586 081	134 293 586 081		134 293 586 081
Modifications intervenues en gestion	132 900 352 566		132 900 352 566	132 900 352 566		132 900 352 566
Total des crédits ouverts	267 193 938 647		267 193 938 647	267 193 938 647		267 193 938 647
Modifications proposées	-856 256 819		-856 256 819	-856 256 819		-856 256 819
Ouvertures proposées						
Annulations proposées	856 256 819		856 256 819	856 256 819		856 256 819
Total net des ouvertures et annulations proposées	-856 256 819		-856 256 819	-856 256 819		-856 256 819

Programme n° 833 : Avances sur le montant des impositions revenant aux régions, départements, communes, établissements et divers organismes

	AE hors titre 2	AE titre 2	Autorisations d'engagement	CP hors titre 2	CP titre 2	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	134 087 586 081		134 087 586 081	134 087 586 081		134 087 586 081
Modifications intervenues en gestion	132 894 352 566		132 894 352 566	132 894 352 566		132 894 352 566
Total des crédits ouverts	266 981 938 647		266 981 938 647	266 981 938 647		266 981 938 647
Modification proposée	-856 256 819		-856 256 819	-856 256 819		-856 256 819
Annulations proposées	856 256 819		856 256 819	856 256 819		856 256 819

Motifs des annulations

Annulation de 856,3 M€ en AE et 856,3 M€ en CP afin de tenir compte de la disponibilité prévisionnelle de crédits (3,9 Md€), supérieure à la marge prudentielle.

Contrôle de la circulation et du stationnement routiers

	AE hors titre 2	AE titre 2	Autorisations d'engagement	CP hors titre 2	CP titre 2	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	1 864 176 496		1 864 176 496	1 864 176 496		1 864 176 496
Modifications intervenues en gestion	2 105 374 521		2 105 374 521	2 108 812 040		2 108 812 040
Total des crédits ouverts	3 969 551 017		3 969 551 017	3 972 988 536		3 972 988 536
Modifications proposées	39 508 033		39 508 033	39 508 033		39 508 033
Ouvertures proposées	39 508 033		39 508 033	39 508 033		39 508 033
Annulations proposées						
Total net des ouvertures et annulations proposées	39 508 033		39 508 033	39 508 033		39 508 033

Programme n° 755 : Désendettement de l'État

	AE hors titre 2	AE titre 2	Autorisations d'engagement	CP hors titre 2	CP titre 2	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	724 878 191		724 878 191	724 878 191		724 878 191
Modifications intervenues en gestion	627 390 199		627 390 199	627 390 199		627 390 199
Total des crédits ouverts	1 352 268 390		1 352 268 390	1 352 268 390		1 352 268 390
Modification proposée	39 508 033		39 508 033	39 508 033		39 508 033
Ouvertures proposées	39 508 033		39 508 033	39 508 033		39 508 033

Motifs des ouvertures

Ouverture de 39,5 M€ en AE et 39,5 M€ en CP afin de tirer les conséquences de l'ajustement à la hausse de la prévision des recettes du CAS Radars pour l'année 2025.

Participations financières de l'État

	AE hors titre 2	AE titre 2	Autorisations d'engagement	CP hors titre 2	CP titre 2	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	4 415 500 000		4 415 500 000	4 415 500 000		4 415 500 000
Modifications intervenues en gestion	12 775 371 723		12 775 371 723	12 775 371 723		12 775 371 723
Total des crédits ouverts	17 190 871 723		17 190 871 723	17 190 871 723		17 190 871 723
Modifications proposées						
Ouvertures proposées	4 750 920		4 750 920	4 750 920		4 750 920
Annulations proposées	4 750 920		4 750 920	4 750 920		4 750 920
Total net des ouvertures et annulations proposées						

Programme n° 731 : Opérations en capital intéressant les participations financières de l'État

	AE hors titre 2	AE titre 2	Autorisations d'engagement	CP hors titre 2	CP titre 2	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	4 415 500 000		4 415 500 000	4 415 500 000		4 415 500 000
Modifications intervenues en gestion	6 297 415 939		6 297 415 939	6 297 415 939		6 297 415 939
Total des crédits ouverts	10 712 915 939		10 712 915 939	10 712 915 939		10 712 915 939
Modification proposée	-4 750 920		-4 750 920	-4 750 920		-4 750 920
Annulations proposées	4 750 920		4 750 920	4 750 920		4 750 920

Motifs des annulations

Annulation de 4,8 M€ en AE et 4,8 M€ en CP concomitante avec une ouverture à due concurrence sur le programme 732, en vue d'une dépense affectée au désendettement.

Programme n° 732 : Désendettement de l'État et d'établissements publics de l'État

	AE hors titre 2	AE titre 2	Autorisations d'engagement	CP hors titre 2	CP titre 2	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale						
Modifications intervenues en gestion	6 477 955 784		6 477 955 784	6 477 955 784		6 477 955 784
Total des crédits ouverts	6 477 955 784		6 477 955 784	6 477 955 784		6 477 955 784
Modification proposée	4 750 920		4 750 920	4 750 920		4 750 920
Ouvertures proposées	4 750 920		4 750 920	4 750 920		4 750 920

Motifs des ouvertures

Ouverture de 4,8 M€ en AE et 4,8 M€ en CP concomitante avec une annulation à due concurrence sur le programme 731, en vue d'une dépense affectée au désendettement.

Prêts à des États étrangers

	<i>AE hors titre 2</i>	<i>AE titre 2</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>CP hors titre 2</i>	<i>CP titre 2</i>	<i>Crédits de paiement</i>
Crédits ouverts en loi de finances initiale	1 064 884 785		1 064 884 785	968 187 336		968 187 336
Modifications intervenues en gestion	1 287 122 390		1 287 122 390	1 199 125 194		1 199 125 194
Total des crédits ouverts	2 352 007 175		2 352 007 175	2 167 312 530		2 167 312 530
Modifications proposées	307 747 258		307 747 258	66 047 683		66 047 683
Ouvertures proposées	307 747 258		307 747 258	224 047 258		224 047 258
Annulations proposées				157 999 575		157 999 575
Total net des ouvertures et annulations proposées	307 747 258		307 747 258	66 047 683		66 047 683

Programme n° 851 : Prêts du Trésor à des États étrangers en vue de faciliter la vente de biens et de services concourant au développement du commerce extérieur de la France

	<i>AE hors titre 2</i>	<i>AE titre 2</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>CP hors titre 2</i>	<i>CP titre 2</i>	<i>Crédits de paiement</i>
Crédits ouverts en loi de finances initiale	1 000 000 000		1 000 000 000	758 302 551		758 302 551
Modifications intervenues en gestion	1 000 000 000		1 000 000 000	762 002 804		762 002 804
Total des crédits ouverts	2 000 000 000		2 000 000 000	1 520 305 355		1 520 305 355
Modification proposée	83 700 000		83 700 000	-157 999 575		-157 999 575
Ouvertures proposées	83 700 000		83 700 000			
Annulations proposées				157 999 575		157 999 575

Motifs des ouvertures

Ouverture de 83,7 M€ en AE afin de réaliser notamment un engagement contribuant au financement d'infrastructures ferroviaires au Maroc.

Motifs des annulations

Annulation de 158,0 M€ en CP du fait de moindres besoins de décaissement constatés en gestion.

Programme n° 852 : Prêts à des États étrangers pour consolidation de dettes envers la France

	AE hors titre 2	AE titre 2	Autorisations d'engagement	CP hors titre 2	CP titre 2	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	64 884 785		64 884 785	64 884 785		64 884 785
Modifications intervenues en gestion	287 122 390		287 122 390	287 122 390		287 122 390
Total des crédits ouverts	352 007 175		352 007 175	352 007 175		352 007 175
Modification proposée	224 047 258		224 047 258	224 047 258		224 047 258
Ouvertures proposées	224 047 258		224 047 258	224 047 258		224 047 258

Motifs des ouvertures

Ouverture de 224,0 M€ en AE et 224,0 M€ en CP afin de réaliser notamment le traitement de la dette du Sri Lanka, initialement prévu en 2024.

Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés

	AE hors titre 2	AE titre 2	Autorisations d'engagement	CP hors titre 2	CP titre 2	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	25 050 000		25 050 000	250 550 000		250 550 000
Modifications intervenues en gestion	550 050 000		550 050 000	628 250 000		628 250 000
Total des crédits ouverts	575 100 000		575 100 000	878 800 000		878 800 000
Modifications proposées				-11 500 000		-11 500 000
Ouvertures proposées						
Annulations proposées				11 500 000		11 500 000
Total net des ouvertures et annulations proposées				-11 500 000		-11 500 000

Programme n° 862 : Prêts pour le développement économique et social

	AE hors titre 2	AE titre 2	Autorisations d'engagement	CP hors titre 2	CP titre 2	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	25 000 000		25 000 000	25 000 000		25 000 000
Modifications intervenues en gestion	250 000 000		250 000 000	250 000 000		250 000 000
Total des crédits ouverts	275 000 000		275 000 000	275 000 000		275 000 000
Modification proposée				-11 500 000		-11 500 000
Annulations proposées				11 500 000		11 500 000

Motifs des annulations

Annulation de 11,5 M€ en CP compte tenu de décalages de paiement.

Prêts et avances à divers services de l'État ou organismes gérant des services publics

	AE hors titre 2	AE titre 2	Autorisations d'engagement	CP hors titre 2	CP titre 2	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	10 418 164 171		10 418 164 171	10 418 164 171		10 418 164 171
Modifications intervenues en gestion	10 470 052 953		10 470 052 953	10 470 052 953		10 470 052 953
Total des crédits ouverts	20 888 217 124		20 888 217 124	20 888 217 124		20 888 217 124
Modifications proposées	-1 840 000 000		-1 840 000 000	-2 440 000 000		-2 440 000 000
Ouvertures proposées						
Annulations proposées	1 840 000 000		1 840 000 000	2 440 000 000		2 440 000 000
Total net des ouvertures et annulations proposées	-1 840 000 000		-1 840 000 000	-2 440 000 000		-2 440 000 000

Programme n° 821 : Avances à l'Agence de services et de paiement, au titre du préfinancement des aides communautaires de la politique agricole commune

	AE hors titre 2	AE titre 2	Autorisations d'engagement	CP hors titre 2	CP titre 2	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	10 000 000 000		10 000 000 000	10 000 000 000		10 000 000 000
Modifications intervenues en gestion	10 000 000 000		10 000 000 000	10 000 000 000		10 000 000 000
Total des crédits ouverts	20 000 000 000		20 000 000 000	20 000 000 000		20 000 000 000
Modification proposée	-1 800 000 000		-1 800 000 000	-2 400 000 000		-2 400 000 000
Annulations proposées	1 800 000 000		1 800 000 000	2 400 000 000		2 400 000 000

Motifs des annulations

Annulation de 1 800,0 M€ en AE et 2 400,0 M€ en CP compte tenu de la réévaluation de la prévision d'exécution pour la gestion 2025.

Programme n° 824 : Prêts et avances à des services de l'Etat

	<i>AE hors titre 2</i>	<i>AE titre 2</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>CP hors titre 2</i>	<i>CP titre 2</i>	<i>Crédits de paiement</i>
Crédits ouverts en loi de finances initiale	73 164 171		73 164 171	73 164 171		73 164 171
Modifications intervenues en gestion	175 052 953		175 052 953	175 052 953		175 052 953
Total des crédits ouverts	248 217 124		248 217 124	248 217 124		248 217 124
Modification proposée	-10 000 000		-10 000 000	-10 000 000		-10 000 000
Annulations proposées	10 000 000		10 000 000	10 000 000		10 000 000

Motifs des annulations

Annulation de 10,0 M€ en AE et 10,0 M€ en CP en raison du niveau élevé de la trésorerie sur le BACEA.

Programme n° 830 : Prêts à FranceAgriMer au titre des préfinancements de fonds européens

	<i>AE hors titre 2</i>	<i>AE titre 2</i>	<i>Autorisations d'engagement</i>	<i>CP hors titre 2</i>	<i>CP titre 2</i>	<i>Crédits de paiement</i>
Crédits ouverts en loi de finances initiale	70 000 000		70 000 000	70 000 000		70 000 000
Modifications intervenues en gestion	70 000 000		70 000 000	70 000 000		70 000 000
Total des crédits ouverts	140 000 000		140 000 000	140 000 000		140 000 000
Modification proposée	-30 000 000		-30 000 000	-30 000 000		-30 000 000
Annulations proposées	30 000 000		30 000 000	30 000 000		30 000 000

Motifs des annulations

Annulation de 30,0 M€ en AE et 30,0 M€ en CP au titre d'un moindre besoin de financement sur le FSE+.

**Tableau récapitulatif des textes réglementaires pris en
vertu de la LOLF et relatifs aux crédits de l'année en
cours**

Note

Aux termes de l'article 53 de la loi organique relative aux lois de finances, les mouvements intervenus par voie réglementaire et relatifs aux crédits de l'année en cours sont joints au projet de loi de finances de fin de gestion, sous forme de tableaux.

Tel est l'objet du présent document qui récapitule les textes réglementaires publiés au Journal officiel entre le 1^{er} janvier et le 30 octobre 2025 en vertu des articles 11, 12-I, 12-II et 14 de la loi organique du 1^{er} août 2001 relative aux lois de finances.

Arrêtés pris en application de l'article 11 de la loi n° 2001-692 du 1er août 2001 - Répartition de crédits

Date de publication du texte au JO	Mission / Programme	Annulation / Ouverture	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
			Titre 2	Hors titre 2	Titre 2	Hors titre 2
31/07/2025	Crédits non répartis Provision relative aux rémunérations publiques	Annulation		1 000 000		1 000 000
	Administration générale et territoriale de l'État Vie politique	Ouverture		1 000 000		1 000 000
23/10/2025	Crédits non répartis Provision relative aux rémunérations publiques	Annulation		676 934		676 934
	Administration générale et territoriale de l'État Vie politique	Ouverture		676 934		676 934

Décrets pris en application de l'article 11 de la loi n° 2001-692 du 1er août 2001 - Dépenses accidentnelles

Date de publication du texte au JO	Mission / Programme	Annulation / Ouverture	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
			Titre 2	Hors titre 2	Titre 2	Hors titre 2
09/09/2025	Crédits non répartis Dépenses accidentnelles et imprévisibles	Annulation		44 000 000		12 400 000
	Direction de l'action du Gouvernement Coordination du travail gouvernemental	Ouverture		44 000 000		12 400 000

Décrets pris en application de l'article 12 de la loi n° 2001-692 du 1er août 2001 - Transferts de crédits

Date de publication du texte au JO	Mission / Programme	Annulation / Ouverture	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
			Titre 2	Hors titre 2	Titre 2	Hors titre 2
10/07/2025	Administration générale et territoriale de l'État					
	Administration territoriale de l'État	Annulation		5 116 629		5 116 629
	Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur	Annulation		2 570 673		6 201 412
	Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales					
	Compétitivité et durabilité de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt	Annulation		7 214 639		
	Sécurité et qualité sanitaires de l'alimentation	Annulation		122 638		122 638
	Conduite et pilotage des politiques de l'agriculture	Annulation	4 904 635		4 904 635	
	Cohésion des territoires					
	Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire	Annulation	224 075		224 075	
	Politique de la ville	Annulation	7 109 972		7 109 972	
	Conseil et contrôle de l'État					
	Conseil d'État et autres juridictions administratives	Annulation		4 190		4 190
	Cour des comptes et autres juridictions financières	Annulation		47 662		47 662
	Culture					
	Patrimoines	Annulation		75 000		
	Défense					
	Environnement et prospective de la politique de défense	Annulation		9 243 282		19 067 282
	Soutien de la politique de la défense	Annulation	61 352		61 352	
	Énergie, développement et mobilité durables					
	Infrastructures et services de transports	Annulation		250 000		150 000
	Affaires maritimes, pêche et aquaculture	Annulation		2 568 909		2 866 019
	Paysages, eau et biodiversité	Annulation		297 200		297 200
	Énergie, climat et après-mines	Annulation		9 533 750		9 533 750
	Conduite et pilotage des politiques de l'énergie, du développement et de la mobilité durables	Annulation	3 040 559		3 040 559	401 905

Date de publication du texte au JO	Mission / Programme	Annulation / Ouverture	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
			Titre 2	Hors titre 2	Titre 2	Hors titre 2
	Fonds d'accélération de la transition écologique dans les territoires	Annulation		10 000 000		10 000 000
	Économie					
	Statistiques et études économiques	Annulation	70 000		70 000	
	Stratégies économiques	Annulation	99 690		99 690	
	Enseignement scolaire					
	Vie de l'élève	Annulation		31 163 581		31 163 581
	Enseignement privé du premier et du second degrés	Annulation		150 000		150 000
	Soutien de la politique de l'éducation nationale	Annulation		272 285		1 639 285
	Enseignement technique agricole	Annulation		1 288 571		1 288 571
	Gestion des finances publiques					
	Gestion fiscale et financière de l'État et du secteur public local	Annulation		3 760 499		3 760 499
	Conduite et pilotage des politiques économiques et financières	Annulation		531 004		531 004
	Justice					
	Justice judiciaire	Annulation	492 602	25 142	492 602	25 142
	Administration pénitentiaire	Annulation		320 000		320 000
	Accès au droit et à la justice	Annulation		1 999 775		1 999 775
	Conduite et pilotage de la politique de la justice	Annulation		1 908 341		3 037 341
	Outre-mer					
	Emploi outre-mer	Annulation		2 300 000		2 300 000
	Conditions de vie outre-mer	Annulation		31 186 003		11 597 737
	Plan de relance					
	Écologie	Annulation				85 513 865
	Recherche et enseignement supérieur					
	Formations supérieures et recherche universitaire	Annulation				713 093
	Vie étudiante	Annulation		5 689 789		5 689 789
	Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires	Annulation		3 148 101		3 594 101
	Enseignement supérieur et recherche agricoles	Annulation		35 000		35 000
	Santé					
	Prévention, sécurité sanitaire et offre de soins	Annulation		247 200		247 200
	Sécurités					
	Gendarmerie nationale	Annulation		6 824 093		6 824 093

Date de publication du texte au JO	Mission / Programme	Annulation / Ouverture	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
			Titre 2	Hors titre 2	Titre 2	Hors titre 2
Sécurité civile	Annulation		176 013	321 858	176 013	321 858
Solidarité, insertion et égalité des chances						
Inclusion sociale et protection des personnes	Annulation			18 034 300		18 034 300
Sport, jeunesse et vie associative						
Jeunesse et vie associative	Annulation			490 700		490 700
Transformation et fonction publiques						
Transformation publique	Annulation		500 000		500 000	
Fonction publique	Annulation			964 519		964 519
Travail, emploi et administration des ministères sociaux						
Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi	Annulation			3 337 500		3 337 500
Amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail	Annulation			84 200		84 200
Soutien des ministères sociaux	Annulation			1 220 950		2 455 950
Action extérieure de l'État						
Action de la France en Europe et dans le monde	Ouverture		80 000	16 895 969	80 000	24 018 969
Diplomatie culturelle et d'influence	Ouverture			12 500		12 500
Administration générale et territoriale de l'État						
Administration territoriale de l'État	Ouverture		5 213 810		5 213 810	
Vie politique	Ouverture			601 594		601 594
Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur	Ouverture		137 240		137 240	
Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales						
Compétitivité et durabilité de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt	Ouverture					2 987 064
Conduite et pilotage des politiques de l'agriculture	Ouverture			1 960 437		1 601 437
Aide publique au développement						
Solidarité à l'égard des pays en développement	Ouverture			75 000		75 000
Cohésion des territoires						
Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat	Ouverture			50 000		39 763 865

Date de publication du texte au JO	Mission / Programme	Annulation / Ouverture	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
			Titre 2	Hors titre 2	Titre 2	Hors titre 2
	Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire	Ouverture		12 137 925		12 057 925
	Interventions territoriales de l'État	Ouverture		8 100 000		7 898 297
	Culture					
	Patrimoines	Ouverture				7 500 000
	Transmission des savoirs et démocratisation de la culture	Ouverture		715 183		2 215 183
	Soutien aux politiques du ministère de la culture	Ouverture	97 265	2 345 843	97 265	1 453 843
	Défense					
	Préparation et emploi des forces	Ouverture		10 520 782		11 170 711
	Soutien de la politique de la défense	Ouverture		2 424 636		2 424 636
	Équipement des forces	Ouverture				275 000
	Direction de l'action du Gouvernement					
	Coordination du travail gouvernemental	Ouverture	670 595	5 579 446	670 595	5 579 446
	Écologie, développement et mobilité durables					
	Expertise, information géographique et météorologie	Ouverture		179 252		79 252
	Prévention des risques	Ouverture		650 980		650 980
	Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, du développement et de la mobilité durables	Ouverture		1 023 095		
	Économie					
	Développement des entreprises et régulations	Ouverture	192 236	4 185 552	192 236	2 383 291
	Statistiques et études économiques	Ouverture		1 758 411		1 758 411
	Enseignement scolaire					
	Enseignement scolaire public du premier degré	Ouverture	160 000		160 000	
	Enseignement scolaire public du second degré	Ouverture	437 742		437 742	
	Soutien de la politique de l'éducation nationale	Ouverture	260 477		260 477	
	Gestion des finances publiques					
	Gestion fiscale et financière de l'État et du secteur public local	Ouverture	4 490 122		4 490 122	
	Conduite et pilotage des politiques économiques et financières	Ouverture	68 122		68 122	
	Facilitation et sécurisation des échanges	Ouverture		798 402		445 583

Date de publication du texte au JO	Mission / Programme	Annulation / Ouverture	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
			Titre 2	Hors titre 2	Titre 2	Hors titre 2
	Immigration, asile et intégration Intégration et accès à la nationalité française	Ouverture		3 000 000		3 000 000
	Justice Administration pénitentiaire Protection judiciaire de la jeunesse	Ouverture Ouverture	229 355 582 667	221 000	229 355 582 667	221 000
	Recherche et enseignement supérieur Formations supérieures et recherche universitaire Recherche dans les domaines de l'énergie, du développement et de la mobilité durables Recherche et enseignement supérieur en matière économique et industrielle	Ouverture Ouverture Ouverture		1 294 907 751 181		35 800 000 8 751 181
	Relations avec les collectivités territoriales Concours financiers aux collectivités territoriales et à leurs groupements Concours spécifiques et administration	Ouverture Ouverture		51 769 549 9 533 750		51 769 549 9 533 750
	Sécurités Police nationale	Ouverture	315 279	328 937	315 279	328 937
	Sport, jeunesse et vie associative Sport	Ouverture	20 000	137 500	20 000	137 500
	Transformation et fonction publiques Performance et résilience des bâtiments de l'État et de ses opérateurs Transformation publique Conduite et pilotage de la transformation et de la fonction publiques	Ouverture Ouverture Ouverture		2 251 859 105 093 93 123		2 251 859 105 093 93 123
	Travail, emploi et administration des ministères sociaux Accès et retour à l'emploi Soutien des ministères sociaux	Ouverture Ouverture		26 316 229 253 836		6 452 963 253 836
10/07/2025	Direction de l'action du Gouvernement Coordination du travail gouvernemental	Annulation		63 998 818		63 998 818
	Justice Conduite et pilotage de la politique de la justice	Annulation		1 650 000		1 650 000

Date de publication du texte au JO	Mission / Programme	Annulation / Ouverture	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
			Titre 2	Hors titre 2	Titre 2	Hors titre 2
	Défense Environnement et prospective de la politique de défense	Ouverture		63 986 540		63 986 540
	Sécurités Police nationale	Ouverture		1 662 278		1 662 278

Décrets pris en application de l'article 12 de la loi n° 2001-692 du 1er août 2001 - Virements de crédits

Date de publication du texte au JO	Mission / Programme	Annulation / Ouverture	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
			Titre 2	Hors titre 2	Titre 2	Hors titre 2
10/07/2025	Défense					
	Préparation et emploi des forces	Annulation		12 631 195		12 631 195
	Défense					
	Environnement et prospective de la politique de défense	Ouverture		11 250 000		11 250 000
	Soutien de la politique de la défense	Ouverture		1 381 195		1 381 195
12/07/2025	Administration générale et territoriale de l'État					
	Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur	Annulation	279 276		279 276	
	Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales					
	Compétitivité et durabilité de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt	Annulation		302 043		302 043
	Sécurité et qualité sanitaires de l'alimentation	Annulation		750 000		750 000
	Aide publique au développement					
	Aide économique et financière au développement	Annulation		100 000		100 000
	Cohésion des territoires					
	Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat	Annulation		352 475		352 475
	Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire	Annulation	160 000		160 000	
	Politique de la ville	Annulation	382 865		382 865	
	Conseil et contrôle de l'État					
	Conseil d'État et autres juridictions administratives	Annulation		6 289		6 289
	Contrôle et exploitation aériens					
	Navigation aérienne	Annulation		9 000 000		9 000 000
	Culture					
	Création	Annulation		15 000		15 000
	Soutien aux politiques du ministère de la culture	Annulation	2 788 429		2 788 429	
	Défense					
	Environnement et prospective de la politique de défense	Annulation		584 037		5 166 170

Date de publication du texte au JO	Mission / Programme	Annulation / Ouverture	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
			Titre 2	Hors titre 2	Titre 2	Hors titre 2
	Soutien de la politique de la défense	Annulation		39 899		
	Équipement des forces	Annulation		380 863		
	Écologie, développement et mobilité durables					
	Paysages, eau et biodiversité	Annulation		1 021 730		1 271 730
	Énergie, climat et après-mines	Annulation		300 000		300 000
	Sûreté nucléaire et radioprotection	Annulation		720 945		720 945
	Économie					
	Développement des entreprises et régulations	Annulation		121 575		121 575
	Statistiques et études économiques	Annulation		1 095 193		1 095 193
	Enseignement scolaire					
	Enseignement scolaire public du second degré	Annulation		13 209 630		20 209 630
	Vie de l'élève	Annulation		123 209		123 209
	Enseignement technique agricole	Annulation		18 146		18 146
	Gestion des finances publiques					
	Conduite et pilotage des politiques économiques et financières	Annulation	93 757		93 757	
	Justice					
	Justice judiciaire	Annulation	83 969		83 969	
	Médias, livre et industries culturelles					
	Livre et industries culturelles	Annulation	460 000		460 000	
	Recherche et enseignement supérieur					
	Vie étudiante	Annulation	15 334		15 334	
	Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires	Annulation	600 000		8 100 000	
	Relations avec les collectivités territoriales					
	Concours financiers aux collectivités territoriales et à leurs groupements	Annulation	68 124		68 124	
	Sécurités					
	Police nationale	Annulation	5 606 132	64 140	5 606 132	1 458 315
	Gendarmerie nationale	Annulation		739 008		739 008
	Sécurité civile	Annulation	108 797	129 039	108 797	129 039
	Solidarité, insertion et égalité des chances					
	Inclusion sociale et protection des personnes	Annulation		538 000		288 000
	Handicap et dépendance	Annulation		49 752		49 752
	Sport, jeunesse et vie associative					

Date de publication du texte au JO	Mission / Programme	Annulation / Ouverture	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
			Titre 2	Hors titre 2	Titre 2	Hors titre 2
Sport	Annulation			100 000		100 000
Travail, emploi et administration des ministères sociaux						
Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi	Annulation			2 835 000		2 835 000
Administration générale et territoriale de l'État						
Administration territoriale de l'État	Ouverture	4 079 522	142 519	4 079 522	142 519	
Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur	Ouverture		487 448			1 881 623
Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales						
Conduite et pilotage des politiques de l'agriculture	Ouverture		1 070 189			1 070 189
Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation						
Reconnaissance et réparation en faveur du monde combattant, mémoire et liens avec la Nation	Ouverture					1 000 000
Contrôle et exploitation aériens						
Soutien aux prestations de l'aviation civile	Ouverture		9 000 000			9 000 000
Culture						
Patrimoines	Ouverture		284 970			284 970
Transmission des savoirs et démocratisation de la culture	Ouverture		2 688 429			2 688 429
Soutien aux politiques du ministère de la culture	Ouverture		290 030			290 030
Défense						
Préparation et emploi des forces	Ouverture		1 004 799			2 202 643
Soutien de la politique de la défense	Ouverture					1 242 528
Équipement des forces	Ouverture					720 999
Direction de l'action du Gouvernement						
Coordination du travail gouvernemental	Ouverture		6 289			6 289
Écologie, développement et mobilité durables						
Affaires maritimes, pêche et aquaculture	Ouverture		444 230			444 230
Expertise, information géographique et météorologie	Ouverture		380 000			380 000

Date de publication du texte au JO	Mission / Programme	Annulation / Ouverture	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
			Titre 2	Hors titre 2	Titre 2	Hors titre 2
	Prévention des risques	Ouverture		497 500		747 500
	Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, du développement et de la mobilité durables	Ouverture	542 865	352 475	542 865	352 475
	Économie					
	Stratégies économiques	Ouverture	93 757	4 737	93 757	4 737
	Enseignement scolaire					
	Enseignement scolaire public du premier degré	Ouverture		6 548 285		13 548 285
	Soutien de la politique de l'éducation nationale	Ouverture		815 334		8 315 334
	Gestion des finances publiques					
	Gestion fiscale et financière de l'État et du secteur public local	Ouverture		888 706		648 306
	Conduite et pilotage des politiques économiques et financières	Ouverture		461 607		702 007
	Facilitation et sécurisation des échanges	Ouverture		44 212		44 212
	Immigration, asile et intégration					
	Immigration et asile	Ouverture		1 400 000		1 400 000
	Justice					
	Conduite et pilotage de la politique de la justice	Ouverture	83 969		83 969	
	Recherche et enseignement supérieur					
	Formations supérieures et recherche universitaire	Ouverture		6 584 554		6 584 554
	Relations avec les collectivités territoriales					
	Concours spécifiques et administration	Ouverture		68 124		68 124
	Sécurités					
	Gendarmerie nationale	Ouverture	816 903		816 903	
	Sport, jeunesse et vie associative					
	Jeux olympiques et paralympiques d'hiver 2030	Ouverture		100 000		100 000
	Transformation et fonction publiques					
	Performance et résilience des bâtiments de l'État et de ses opérateurs	Ouverture		638 451		638 451
	Travail, emploi et administration des ministères sociaux					
	Soutien des ministères sociaux	Ouverture	3 422 752			3 172 752

Date de publication du texte au JO	Mission / Programme	Annulation / Ouverture	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
			Titre 2	Hors titre 2	Titre 2	Hors titre 2
29/10/2025	Gestion des finances publiques Gestion fiscale et financière de l'État et du secteur public local	Annulation		10 000 000		8 700 000
	Gestion des finances publiques Conduite et pilotage des politiques économiques et financières	Ouverture		10 000 000		8 700 000

Décrets pris en application de l'article 14 de la loi n° 2001-692 du 1er août 2001 - Annulations

Date de publication du texte au JO	Mission / Programme	Annulation / Ouverture	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
			Titre 2	Hors titre 2	Titre 2	Hors titre 2
26/04/2025	Action extérieure de l'État					
	Action de la France en Europe et dans le monde	Annulation		51 826 172		52 077 468
	Diplomatie culturelle et d'influence	Annulation		18 034 514		18 034 514
	Français à l'étranger et affaires consulaires	Annulation		3 000 000		3 000 000
	Administration générale et territoriale de l'État					
	Administration territoriale de l'État	Annulation		22 000 000		22 000 000
	Vie politique	Annulation		5 113 876		5 219 459
	Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur	Annulation		49 784 592		67 926 152
	Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales					
	Compétitivité et durabilité de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt	Annulation		110 640 487		105 137 249
	Sécurité et qualité sanitaires de l'alimentation	Annulation		29 377 087		25 182 462
	Aide publique au développement					
	Aide économique et financière au développement	Annulation		135 367 618		45 000 000
	Solidarité à l'égard des pays en développement	Annulation		76 143 743		88 731 094
	Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation					
	Reconnaissance et réparation en faveur du monde combattant, mémoire et liens avec la Nation	Annulation		7 775 049		8 000 000
	Cohésion des territoires					
	Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat	Annulation		36 479 133		36 479 133
	Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire	Annulation		15 174 709		
	Politique de la ville	Annulation		15 000 000		15 000 000
	Interventions territoriales de l'État	Annulation		4 252 891		4 267 872
	Conseil et contrôle de l'État					
	Conseil d'État et autres juridictions administratives	Annulation		2 982 835		7 808 535
	Conseil économique, social et environnemental	Annulation		371 162		371 162

Date de publication du texte au JO	Mission / Programme	Annulation / Ouverture	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
			Titre 2	Hors titre 2	Titre 2	Hors titre 2
	Contrôle et exploitation aériens					
	Soutien aux prestations de l'aviation civile	Annulation		30 655 935		18 248 195
	Navigation aérienne	Annulation		38 076 615		12 542 489
	Transports aériens, surveillance et certification	Annulation		3 546 680		1 488 546
	Culture					
	Patrimoines	Annulation		45 614 011		41 257 825
	Création	Annulation		48 609 480		47 021 734
	Soutien aux politiques du ministère de la culture	Annulation		5 657 587		5 512 397
	Direction de l'action du Gouvernement					
	Coordination du travail gouvernemental	Annulation		15 744 603		9 444 603
	Protection des droits et libertés	Annulation		1 765 820		1 104 298
	Écologie, développement et mobilité durables					
	Infrastructures et services de transports	Annulation		263 000 000		20 000 000
	Affaires maritimes, pêche et aquaculture	Annulation		1 801 673		1 801 673
	Paysages, eau et biodiversité	Annulation		19 770 645		20 008 435
	Expertise, information géographique et météorologie	Annulation		9 635 282		9 635 282
	Prévention des risques	Annulation		71 267 641		67 524 242
	Énergie, climat et après-mines	Annulation		105 005 990		40 529 252
	Conduite et pilotage des politiques de l'environnement, du développement et de la mobilité durables	Annulation		8 650 423		12 867 353
	Fonds d'accélération de la transition écologique dans les territoires	Annulation		63 250 000		61 820 000
	Sûreté nucléaire et radioprotection	Annulation		7 181 635		7 440 135
	Économie					
	Plan France Très haut débit	Annulation		4 265 165		12 499 683
	Financement des opérations patrimoniales en 2025 sur le compte d'affectation spéciale « Participations financières de l'État »	Annulation		513 460 704		513 460 704
	Engagements financiers de l'État					
	Épargne	Annulation		6 224 091		6 224 091
	Fonds de soutien relatif aux prêts et contrats financiers structurés à risque	Annulation				4 350 924

Date de publication du texte au JO	Mission / Programme	Annulation / Ouverture	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
			Titre 2	Hors titre 2	Titre 2	Hors titre 2
	Enseignement scolaire					
	Enseignement scolaire public du second degré	Annulation		35 000 000		35 000 000
	Vie de l'élève	Annulation		35 000 000		35 000 000
	Enseignement privé du premier et du second degrés	Annulation		15 000 000		15 000 000
	Soutien de la politique de l'éducation nationale	Annulation		10 000 000		10 000 000
	Gestion des finances publiques					
	Gestion fiscale et financière de l'État et du secteur public local	Annulation		32 697 648		28 662 690
	Conduite et pilotage des politiques économiques et financières	Annulation		8 435 892		8 011 511
	Facilitation et sécurisation des échanges	Annulation		5 558 476		7 800 000
	Immigration, asile et intégration					
	Immigration et asile	Annulation		16 000 000		16 000 000
	Intégration et accès à la nationalité française	Annulation		17 091 083		16 926 852
	Investir pour la France de 2030					
	Soutien des progrès de l'enseignement et de la recherche	Annulation				1 188 750
	Valorisation de la recherche	Annulation				1 422 231
	Accélération de la modernisation des entreprises	Annulation				1 027 128
	Financement des investissements stratégiques	Annulation				216 010 000
	Financement structurel des écosystèmes d'innovation	Annulation				5 353 110
	Justice					
	Justice judiciaire	Annulation		50 000 000		70 000 000
	Protection judiciaire de la jeunesse	Annulation		26 632 874		25 549 699
	Accès au droit et à la justice	Annulation		16 473 311		16 473 311
	Conduite et pilotage de la politique de la justice	Annulation		23 454 732		26 978 834
	Conseil supérieur de la magistrature	Annulation		85 939		145 492
	Médias, livre et industries culturelles					
	Presse et médias	Annulation		10 152 048		10 152 048
	Livre et industries culturelles	Annulation		11 022 593		10 629 496
	Prêts et avances à divers services de l'État ou organismes gérant des services publics					

Date de publication du texte au JO	Mission / Programme	Annulation / Ouverture	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
			Titre 2	Hors titre 2	Titre 2	Hors titre 2
	Prêts et avances à des services de l'État	Annulation		63 164 171		63 164 171
	Recherche et enseignement supérieur					
	Formations supérieures et recherche universitaire	Annulation		55 938 127		57 989 096
	Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires	Annulation		307 311 024		199 447 880
	Recherche spatiale	Annulation		94 484 194		94 484 194
	Recherche dans les domaines de l'énergie, du développement et de la mobilité durables	Annulation		21 597 474		21 024 910
	Recherche et enseignement supérieur en matière économique et industrielle	Annulation		7 284 566		7 504 566
	Enseignement supérieur et recherche agricoles	Annulation		6 652 827		6 388 041
	Relations avec les collectivités territoriales					
	Concours financiers aux collectivités territoriales et à leurs groupements	Annulation		110 687 870		22 244 266
	Concours spécifiques et administration	Annulation		5 000 000		5 000 000
	Sécurité					
	Police nationale	Annulation		46 541 401		36 541 401
	Gendarmerie nationale	Annulation		15 000 000		
	Sécurité et éducation routières	Annulation		15 469 048		15 386 136
	Sport, jeunesse et vie associative					
	Sport	Annulation		29 344 641		23 761 664
	Jeunesse et vie associative	Annulation		39 702 884		44 702 884
	Jeux olympiques et paralympiques 2024	Annulation				22 853 690
	Transformation et fonction publiques					
	Performance et résilience des bâtiments de l'État et de ses opérateurs	Annulation		37 837 047		20 530 938
	Transformation publique	Annulation		3 823 400		5 588 420
	Fonction publique	Annulation		12 319 175		12 412 574
	Travail, emploi et administration des ministères sociaux					
	Soutien des ministères sociaux	Annulation		19 707 559		24 205 006

Décrets pris en application de l'article 14 de la loi n° 2001-692 du 1er août 2001 - Annulations de fonds de concours et d'attributions de produits

Date de publication du texte au JO	Mission / Programme	Annulation / Ouverture	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
			Titre 2	Hors titre 2	Titre 2	Hors titre 2
06/04/2025	Travail, emploi et administration des ministères sociaux Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi	Annulation		8 776 800		115 420 336
18/07/2025	Administration générale et territoriale de l'État Administration territoriale de l'État Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur	Annulation Annulation		483 200 12 596 241		483 200 12 596 241
	Cohésion des territoires Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat	Annulation		917 503		917 503
	Défense Préparation et emploi des forces	Annulation		62 577		62 577
	Direction de l'action du Gouvernement Coordination du travail gouvernemental	Annulation		311 901		311 901
	Énergie, développement et mobilité durables Infrastructures et services de transports Conduite et pilotage des politiques de l'énergie, du développement et de la mobilité durables	Annulation Annulation		116 393 193 164		116 393 193 164
	Sécurité Gendarmerie nationale	Annulation		19 537		19 537

Tableaux récapitulatifs des crédits consommés et disponibles à l'échelle de chaque programme du budget général, des budgets annexes et des comptes spéciaux

Note

Conformément au 3^e *bis* de l'article 53 de la LOLF, dans sa rédaction issue de la loi organique n° 2021-1836 du 28 décembre 2021 relative à la modernisation de la gestion des finances publiques, les tableaux suivants récapitulent, pour chaque mission du budget général, chaque budget annexe et chaque compte spécial, par programme, le montant des autorisations d'engagement (AE) engagées et des crédits de paiement (CP) consommés et disponibles.

Les crédits disponibles sont constitués des crédits ouverts en loi de finances de l'année ainsi que des mouvements intervenus en cours de gestion (en AE et CP), desquels sont déduits les crédits consommés à date et les crédits mis en réserve.

Les crédits consommés sont constitués de l'ensemble des AE engagées et des CP consommés. Les données relatives à la consommation des crédits sont extraites du système d'information financier de l'État Chorus à la date du 30 octobre 2025, jour de la transmission du projet de loi au Conseil d'État.

Les crédits sont présentés dans cette annexe par titres agrégés. La ventilation en fonction des titres, mentionnés au I de l'article 5 de la LOLF, est fournie en annexe au format classeur.

Budget général

Hors T2 T2 Total	Consommation AE	Consommation CP	Disponible AE (indicatif)	Disponible CP (indicatif)
Action extérieure de l'État	1 799 021 889 1 083 738 586 2 882 760 475	1 727 482 117 1 083 468 010 2 810 950 127	280 903 500 251 038 847 531 942 346	343 359 842 251 309 423 594 669 264
Programme n° 105 : Action de la France en Europe et dans le monde	1 081 097 644 1 083 738 586 2 164 836 230	1 050 412 955 1 083 468 010 2 133 880 964	228 981 020 251 038 847 480 019 866	250 200 100 251 309 423 501 509 523
Programme n° 151 : Français à l'étranger et affaires consulaires	125 708 961 125 708 961	88 383 782 88 383 782	18 606 348 18 606 348	56 313 706 56 313 706
Programme n° 185 : Diplomatie culturelle et d'influence	592 215 285 592 215 285	588 685 381 588 685 381	33 316 132 33 316 132	36 846 036 36 846 036
Administration générale et territoriale de l'État	1 127 370 060 2 441 689 440 3 569 059 499	1 081 392 753 2 441 620 517 3 523 013 270	845 553 658 513 866 183 1 359 419 841	852 852 860 513 935 106 1 366 787 966
Programme n° 216 : Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur	556 125 139 724 344 081 1 280 469 220	577 330 490 724 279 180 1 301 609 670	630 234 347 149 829 413 780 063 759	655 880 789 149 894 314 805 775 103
Programme n° 232 : Vie politique	92 438 428 5 756 501 98 194 929	96 231 359 5 756 501 101 987 860	26 090 293 1 236 889 27 327 182	23 899 137 1 236 889 25 136 026
Programme n° 354 : Administration territoriale de l'État	478 806 494 1 711 588 857 2 190 395 351	407 830 904 1 711 584 836 2 119 415 740	189 229 018 362 799 882 552 028 899	173 072 934 362 803 903 535 876 837
Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales	1 837 251 157 777 859 347 2 615 110 504	1 979 183 577 777 852 863 2 757 036 440	1 431 103 787 145 590 204 1 576 693 991	1 321 120 657 145 596 688 1 466 717 345
Programme n° 149 : Compétitivité et durabilité de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt	1 057 809 387 1 057 809 387	1 194 804 478 1 194 804 478	1 005 449 067 1 005 449 067	1 044 280 959 1 044 280 959
Programme n° 206 : Sécurité et qualité sanitaires de l'alimentation	284 644 134 314 181 659 598 825 794	305 836 485 314 180 986 620 017 471	262 203 195 42 803 943 305 007 138	239 738 198 42 804 616 282 542 814
Programme n° 215 : Conduite et pilotage des politiques de l'agriculture	71 811 672 463 677 688 535 489 360	55 556 650 463 671 877 519 228 527	163 451 526 102 786 261 266 237 786	36 726 218 102 792 072 139 518 290
Programme n° 381 : Allègements du coût du travail en agriculture (TODE-AG)	422 985 964 422 985 964	422 985 964 422 985 964	0 0	375 282 375 282
Aide publique au développement	3 996 704 713 3 996 704 713	3 289 624 510 3 289 624 510	786 235 543 786 235 543	886 935 311 886 935 311
Programme n° 110 : Aide économique et financière au développement	2 069 610 146 2 069 610 146	1 197 624 660 1 197 624 660	150 427 602 150 427 602	231 753 042 231 753 042
Programme n° 209 : Solidarité à l'égard des pays en développement	1 185 894 567 1 185 894 567	1 350 799 850 1 350 799 850	455 907 134 455 907 134	507 281 463 507 281 463

Hors T2 T2 Total	Consommation AE	Consommation CP	Disponible AE (indicatif)	Disponible CP (indicatif)
Programme n° 365 : Renforcement des fonds propres de l'Agence française de développement	145 000 000	145 000 000	0	0
Programme n° 370 : Restitution des « biens mal acquis »	145 000 000	145 000 000	38 100 806	6 100 806
Programme n° 384 : Fonds de solidarité pour le développement	596 200 000	596 200 000	141 800 000	141 800 000
	596 200 000	596 200 000	141 800 000	141 800 000
Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation	1 674 114 976 1 269 769 1 675 384 745	1 627 386 480 1 269 769 1 628 656 249	105 195 046 311 541 105 506 587	161 037 231 311 541 161 348 772
Programme n° 158 : Indemnisation des victimes des persécutions antisémites et des actes de barbarie pendant la seconde guerre mondiale	59 093 284 1 269 769 60 363 053	59 097 576 1 269 769 60 367 345	15 457 391 311 541 15 768 932	15 453 099 311 541 15 764 640
Programme n° 169 : Reconnaissance et réparation en faveur du monde combattant, mémoire et liens avec la Nation	1 615 021 693	1 568 288 904	89 737 655	145 584 132
	1 615 021 693	1 568 288 904	89 737 655	145 584 132
Cohésion des territoires	22 162 220 025 3 992 676 22 166 212 701	20 761 649 274 3 992 676 20 765 641 950	1 523 637 931 13 663 313 1 537 301 244	3 202 541 346 13 663 313 3 216 204 659
Programme n° 109 : Aide à l'accès au logement	16 426 480 122	15 717 007 346	78 207 608	787 680 384
Programme n° 112 : Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire	16 426 480 122 223 126 504 3 931 676 227 058 179	15 717 007 346 256 264 013 3 931 676 260 195 689	78 207 608 95 997 295 3 247 309 99 244 604	787 680 384 132 844 178 3 247 309 136 091 487
Programme n° 135 : Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat	2 467 518 190	1 978 866 537	709 311 226	1 313 917 913
Programme n° 147 : Politique de la ville	2 467 518 190 505 861 023 61 000 505 922 024	1 978 866 537 494 925 910 61 000 494 986 911	709 311 226 49 611 281 10 416 004 60 027 284	1 313 917 913 60 546 394 10 416 004 70 962 397
Programme n° 162 : Interventions territoriales de l'État	55 727 279	78 194 610	71 849 808	97 688 761
Programme n° 177 : Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables	55 727 279 2 483 506 907	78 194 610 2 236 390 859	71 849 808 518 660 713	97 688 761 809 863 716
	2 483 506 907	2 236 390 859	518 660 713	809 863 716
Conseil et contrôle de l'État	71 384 156 576 658 708 648 042 864	132 886 548 576 474 024 709 360 573	46 076 911 138 530 788 184 607 699	32 646 294 138 715 472 171 361 766
Programme n° 126 : Conseil économique, social et environnemental	6 377 231 27 544 383 33 921 614	6 377 231 27 544 383 33 921 614	0 0 0	0 0 0
Programme n° 164 : Cour des comptes et autres juridictions financières	24 290 843 193 031 680 217 322 523	21 609 164 193 030 140 214 639 305	8 774 753 39 869 685 48 644 438	4 937 301 39 871 225 44 808 526

Hors T2 T2 Total	Consommation AE	Consommation CP	Disponible AE (indicatif)	Disponible CP (indicatif)
Programme n° 165 : Conseil d'État et autres juridictions administratives	40 716 083 356 082 645 396 798 728	104 900 153 355 899 501 460 799 654	37 302 158 98 661 103 135 963 261	27 708 993 98 844 247 126 553 240
Crédits non répartis			338 000 000 98 323 066 436 323 066	69 600 000 98 323 066 167 923 066
Programme n° 551 : Provision relative aux rémunérations publiques			98 323 066 98 323 066	98 323 066 98 323 066
Programme n° 552 : Dépenses accidentielles et imprévisibles			338 000 000 338 000 000	69 600 000 69 600 000
Culture	2 776 574 637 622 589 319 3 399 163 955	2 560 470 040 622 562 239 3 183 032 280	439 116 882 118 798 600 557 915 482	528 238 308 118 825 679 647 063 987
Programme n° 131 : Création	901 744 648 901 744 648	801 684 734 801 684 734	83 214 059 83 214 059	155 236 611 155 236 611
Programme n° 175 : Patrimoines	1 116 966 820 1 116 966 820	1 070 210 500 1 070 210 500	225 055 118 225 055 118	223 992 028 223 992 028
Programme n° 224 : Soutien aux politiques du ministère de la culture	83 561 104 622 589 319 706 150 423	76 164 118 622 562 239 698 726 357	23 822 988 118 798 600 142 621 588	29 066 775 118 825 679 147 892 454
Programme n° 361 : Transmission des savoirs et démocratisation de la culture	674 302 064 674 302 064	612 410 688 612 410 688	107 024 717 107 024 717	119 942 894 119 942 894
Défense	27 351 345 351 19 901 665 718 47 253 011 069	32 365 353 561 19 901 432 675 52 266 786 237	74 777 319 667 3 403 583 897 78 180 903 564	4 905 177 689 3 403 816 939 8 308 994 628
Programme n° 144 : Environnement et prospective de la politique de défense	1 340 591 898 1 340 591 898	1 652 827 363 1 652 827 363	1 145 090 995 1 145 090 995	370 789 224 370 789 224
Programme n° 146 : Équipement des forces	13 306 732 351 13 306 732 351	16 881 573 191 16 881 573 191	67 902 935 127 67 902 935 127	2 623 910 485 2 623 910 485
Programme n° 178 : Préparation et emploi des forces	11 751 305 490 11 751 305 490	12 525 385 127 12 525 385 127	5 206 406 338 5 206 406 338	1 601 501 981 1 601 501 981
Programme n° 212 : Soutien de la politique de la défense	952 715 613 19 901 665 718 20 854 381 331	1 305 567 880 19 901 432 675 21 207 000 555	522 887 207 3 403 583 897 3 926 471 104	308 975 999 3 403 816 939 3 712 792 939
Direction de l'action du Gouvernement	559 040 914 293 546 890 852 587 805	534 317 361 293 165 027 827 482 389	215 213 433 75 181 086 290 394 519	250 589 509 75 562 949 326 152 458
Programme n° 129 : Coordination du travail gouvernemental	483 291 175 242 004 574 725 295 750	471 380 719 241 631 126 713 011 846	210 085 866 59 223 107 269 308 973	242 826 736 59 596 555 302 423 291
Programme n° 308 : Protection des droits et libertés	75 749 739 51 542 316 127 292 055	62 936 642 51 533 901 114 470 543	5 127 566 15 957 980 21 085 546	7 762 773 15 966 395 23 729 167

Hors T2 T2 Total	Consommation AE	Consommation CP	Disponible AE (indicatif)	Disponible CP (indicatif)
Écologie, développement et mobilité durables	18 062 987 938 2 600 974 365 20 663 962 304	18 043 714 912 2 600 861 271 20 644 576 182	6 435 371 125 527 619 279 6 962 990 404	3 330 001 123 527 732 374 3 857 733 497
Programme n° 113 : Paysages, eau et biodiversité	305 884 271	283 425 099	90 725 174	121 787 379
Programme n° 159 : Expertise, information géographique et météorologie	305 884 271 466 702 256 466 702 256	283 425 099 464 859 372 464 859 372	90 725 174 43 147 465 43 147 465	121 787 379 44 890 349 44 890 349
Programme n° 174 : Énergie, climat et après-mines	838 917 847	883 943 225	885 676 622	509 189 940
Programme n° 181 : Prévention des risques	838 917 847 1 119 650 127 1 119 650 127	883 943 225 1 057 538 783 1 057 538 783	885 676 622 216 558 730 216 558 730	509 189 940 215 614 854 215 614 854
Programme n° 203 : Infrastructures et services de transports	6 605 924 906	6 792 696 864	3 905 387 972	1 495 340 686
Programme n° 205 : Affaires maritimes, pêche et aquaculture	6 605 924 906 206 618 950 206 618 950	6 792 696 864 222 914 695 222 914 695	3 905 387 972 48 511 415 48 511 415	1 495 340 686 42 707 190 42 707 190
Programme n° 217 : Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, du développement et de la mobilité durables	178 940 430 2 424 088 880 2 603 029 310	197 500 933 2 423 975 785 2 621 476 718	133 748 494 481 885 436 615 633 931	67 133 263 481 998 531 549 131 794
Programme n° 235 : Sécurité nucléaire et radioprotection	102 500 897 176 885 485 279 386 383	73 067 957 176 885 485 249 953 443	29 117 381 45 733 843 74 851 224	62 991 821 45 733 843 108 725 664
Programme n° 345 : Service public de l'énergie	7 522 550 542	7 522 323 685	901 045 583	577 609 940
Programme n° 380 : Fonds d'accélération de la transition écologique dans les territoires	7 522 550 542 715 297 711 715 297 711	7 522 323 685 545 444 299 545 444 299	901 045 583 181 452 289 181 452 289	577 609 940 192 735 701 192 735 701
Économie	2 899 098 022 791 325 089 3 690 423 111	1 862 561 222 791 322 646 2 653 883 867	1 162 023 079 168 006 380 1 330 029 459	1 352 185 063 168 008 824 1 520 193 887
Programme n° 134 : Développement des entreprises et régulations	2 319 934 216 343 713 405 2 663 647 621	1 258 569 518 343 713 405 1 602 282 923	549 906 507 66 995 611 616 902 119	608 505 368 66 995 611 675 500 979
Programme n° 220 : Statistiques et études économiques	56 540 448 328 971 064 385 511 511	53 586 227 328 971 036 382 557 263	23 486 139 71 666 527 95 152 666	25 576 529 71 666 554 97 243 083
Programme n° 305 : Stratégies économiques	465 816 028 118 640 621 584 456 649	424 825 121 118 638 205 543 463 326	42 257 348 29 344 242 71 601 590	118 650 496 29 346 658 147 997 154
Programme n° 343 : Plan France Très haut débit	56 807 330	125 580 355	20 833 788	73 913 375
Programme n° 367 : Financement des opérations patrimoniales en 2025 sur le	56 807 330	125 580 355	20 833 788	73 913 375
			525 539 296	525 539 296
			525 539 296	525 539 296

	Hors T2 T2 Total	Consommation AE	Consommation CP	Disponible AE (indicatif)	Disponible CP (indicatif)
compte d'affectation spéciale « Participations financières de l'Etat »					
Engagements financiers de l'Etat		40 070 867 125	40 249 013 237	15 932 277 918	15 920 968 901
		40 070 867 125	40 249 013 237	15 932 277 918	15 920 968 901
Programme n° 114 : Appels en garantie de l'Etat (crédits évaluatifs)		1 141 671 491	1 141 671 491	-156 398 894	-156 398 894
		1 141 671 491	1 141 671 491	-156 398 894	-156 398 894
Programme n° 117 : Charge de la dette et trésorerie de l'Etat (crédits évaluatifs)		38 364 095 177	38 364 095 177	15 842 904 823	15 842 904 823
		38 364 095 177	38 364 095 177	15 842 904 823	15 842 904 823
Programme n° 145 : Epargne		63 398 288	63 836 056	43 542 908	43 105 140
		63 398 288	63 836 056	43 542 908	43 105 140
Programme n° 336 : Dotation du Mécanisme européen de stabilité					
Programme n° 338 : Augmentation de capital de la Banque européenne d'investissement					
Programme n° 344 : Fonds de soutien relatif aux prêts et contrats financiers structurés à risque			177 708 345	11 931 250	1 060 000
			177 708 345	11 931 250	1 060 000
Programme n° 355 : Charge de la dette de SNCF Réseau reprise par l'Etat (crédits évaluatifs)		501 702 169	501 702 169	190 297 831	190 297 831
		501 702 169	501 702 169	190 297 831	190 297 831
Enseignement scolaire		4 607 152 362	4 493 352 224	995 070 068	788 203 878
		68 275 353 794	68 271 116 905	14 514 052 510	14 518 289 399
		72 882 506 156	72 764 469 129	15 509 122 578	15 306 493 278
Programme n° 139 : Enseignement privé du premier et du second degrés		861 603 580	858 499 222	30 611 940	33 716 299
		6 507 160 714	6 506 517 403	1 463 640 573	1 464 283 884
		7 368 764 294	7 365 016 624	1 494 252 513	1 498 000 183
Programme n° 140 : Enseignement scolaire public du premier degré		48 162 499	53 379 828	24 150 579	26 597 253
		22 651 871 474	22 650 896 416	4 615 877 809	4 616 852 867
		22 700 033 973	22 704 276 245	4 640 028 388	4 643 450 120
Programme n° 141 : Enseignement scolaire public du second degré		377 566 597	289 043 622	35 720 926	118 316 722
		31 934 992 768	31 933 587 908	6 877 238 726	6 878 643 586
		32 312 559 365	32 222 631 529	6 912 959 651	6 996 960 308
Programme n° 143 : Enseignement technique agricole		428 697 797	426 639 811	113 281 090	113 384 352
		922 834 625	922 835 135	228 675 846	228 675 336
		1 351 532 422	1 349 474 946	341 956 936	342 059 688
Programme n° 214 : Soutien de la politique de l'éducation nationale		611 143 856	607 412 014	535 886 791	211 420 533
		1 770 889 998	1 769 959 413	365 362 529	366 293 114
		2 382 033 854	2 377 371 426	901 249 320	577 713 647
Programme n° 230 : Vie de l'élève		2 279 978 033	2 258 377 727	255 418 742	284 768 719
		4 487 604 215	4 487 320 630	963 257 028	963 540 612
		6 767 582 248	6 745 698 358	1 218 675 770	1 248 309 331
Gestion des finances publiques		1 564 577 228	1 463 181 811	602 505 464	595 933 748
		7 235 113 442	7 235 105 563	1 524 300 037	1 524 307 916
		8 799 690 671	8 698 287 373	2 126 805 501	2 120 241 664

Hors T2 T2 Total	Consommation AE	Consommation CP	Disponible AE (indicatif)	Disponible CP (indicatif)
Programme n° 156 : Gestion fiscale et financière de l'État et du secteur public local	938 999 773 5 677 564 620 6 616 564 393	846 459 968 5 677 558 086 6 524 018 054	348 805 421 1 191 355 615 1 540 161 036	377 392 015 1 191 362 149 1 568 754 164
Programme n° 218 : Conduite et pilotage des politiques économiques et financières	334 263 141 439 416 644 773 679 785	335 727 943 439 415 944 775 143 887	122 259 835 86 963 510 209 223 346	106 833 077 86 964 210 193 797 287
Programme n° 302 : Facilitation et sécurisation des échanges	291 314 314 1 118 132 179 1 409 446 492	280 993 900 1 118 131 533 1 399 125 432	131 440 208 245 980 912 377 421 120	111 708 655 245 981 557 357 690 212
Immigration, asile et intégration	1 373 287 842 1 373 287 842	1 400 349 548 1 400 349 548	617 379 344 617 379 344	733 053 440 733 053 440
Programme n° 104 : Intégration et accès à la nationalité française	279 623 871 279 623 871	275 700 811 275 700 811	63 122 423 63 122 423	64 233 711 64 233 711
Programme n° 303 : Immigration et asile	1 093 663 971 1 093 663 971	1 124 648 737 1 124 648 737	554 256 920 554 256 920	668 819 729 668 819 729
Investir pour la France de 2030	283 810 219 283 810 219	2 085 506 974 2 085 506 974	1 776 790 674 1 776 790 674	1 665 188 146 1 665 188 146
Programme n° 421 : Soutien des progrès de l'enseignement et de la recherche		105 409 030 105 409 030		50 841 223 50 841 223
Programme n° 422 : Valorisation de la recherche		154 869 977 154 869 977		40 622 151 40 622 151
Programme n° 423 : Accélération de la modernisation des entreprises		9 900 459 9 900 459		119 282 975 119 282 975
Programme n° 424 : Financement des investissements stratégiques	283 810 219 283 810 219	1 313 927 508 1 313 927 508	1 776 790 674 1 776 790 674	1 220 032 572 1 220 032 572
Programme n° 425 : Financement structurel des écosystèmes d'innovation		501 400 000 501 400 000		234 409 225 234 409 225
Justice	3 595 153 478 6 019 271 783 9 614 425 261	4 055 399 630 6 017 725 361 10 073 124 991	1 178 095 934 1 279 870 937 2 457 966 870	788 756 667 1 281 417 359 2 070 174 026
Programme n° 101 : Accès au droit et à la justice	664 948 356 664 948 356	661 502 713 661 502 713	91 373 105 91 373 105	94 818 749 94 818 749
Programme n° 107 : Administration pénitentiaire	947 858 075 2 720 417 316 3 668 275 391	1 453 487 297 2 720 091 663 4 173 578 960	427 812 484 605 762 016 1 033 574 500	242 622 111 606 087 669 848 709 780
Programme n° 166 : Justice judiciaire	1 282 293 486 2 524 492 262 3 806 785 748	1 239 693 601 2 523 308 034 3 763 001 635	386 594 795 515 159 406 901 754 201	230 051 366 516 343 635 746 395 000
Programme n° 182 : Protection judiciaire de la jeunesse	369 497 453 566 382 163 935 879 616	321 345 597 566 376 359 887 721 956	130 103 109 116 964 792 247 067 901	118 599 578 116 970 596 235 570 174

Hors T2 T2 Total	Consommation AE	Consommation CP	Disponible AE (indicatif)	Disponible CP (indicatif)
Programme n° 310 : Conduite et pilotage de la politique de la justice	329 223 420 205 137 324 534 360 744	377 290 549 205 106 587 582 397 136	142 068 544 41 213 438 183 281 982	102 244 911 41 244 175 143 489 086
Programme n° 335 : Conseil supérieur de la magistrature	1 332 688 2 842 718 4 175 406	2 079 873 2 842 718 4 922 591	143 896 771 285 915 181	419 951 771 285 1 191 236
Médias, livre et industries culturelles	629 314 921	604 146 665	66 977 407	84 462 701
	629 314 921	604 146 665	66 977 407	84 462 701
Programme n° 180 : Presse et médias	309 791 046 309 791 046	300 063 414 300 063 414	39 999 116 39 999 116	48 797 897 48 797 897
Programme n° 334 : Livre et industries culturelles	319 523 875 319 523 875	304 083 251 304 083 251	26 978 291 26 978 291	35 664 804 35 664 804
Outre-mer	2 749 797 183 165 627 428 2 915 424 611	2 141 529 159 165 627 428 2 307 156 588	500 253 833 45 104 101 545 357 934	611 537 698 45 104 101 656 641 798
Programme n° 123 : Conditions de vie outre-mer	902 738 907 902 738 907	642 892 888 642 892 888	409 448 832 409 448 832	173 481 665 173 481 665
Programme n° 138 : Emploi outre-mer	1 847 058 276 165 627 428 2 012 685 704	1 498 636 272 165 627 428 1 664 263 700	90 805 001 45 104 101 135 909 101	438 056 032 45 104 101 483 160 133
Plan de relance	-26 516 012	982 315 723	171 447 452	3 015 665 005
	-26 516 012	982 315 723	171 447 452	3 015 665 005
Programme n° 362 : Écologie	-44 794 077 -44 794 077	784 580 199 784 580 199	65 963 499 65 963 499	2 044 104 140 2 044 104 140
Programme n° 363 : Compétitivité	18 278 065 18 278 065	197 735 523 197 735 523	105 483 953 105 483 953	971 560 866 971 560 866
Pouvoirs publics	1 137 842 143	1 137 842 143	0	0
	1 137 842 143	1 137 842 143	0	0
Programme n° 501 : Présidence de la République	122 563 852 122 563 852	122 563 852 122 563 852	0 0	0 0
Programme n° 511 : Assemblée nationale	607 647 569 607 647 569	607 647 569 607 647 569	0 0	0 0
Programme n° 521 : Sénat	353 470 900 353 470 900	353 470 900 353 470 900	0 0	0 0
Programme n° 531 : Conseil constitutionnel	17 930 000 17 930 000	17 930 000 17 930 000	0 0	0 0
Programme n° 532 : Haute Cour				

Hors T2 T2 Total	Consommation AE	Consommation CP	Disponible AE (indicatif)	Disponible CP (indicatif)
Programme n° 533 : Cour de justice de la République	984 000	984 000	0	0
	984 000	984 000	0	0
Programme n° 541 : La Chaîne parlementaire	35 245 822	35 245 822	0	0
	35 245 822	35 245 822	0	0
Programme n° 542 : Indemnités des représentants français au Parlement européen				
Recherche et enseignement supérieur	29 113 139 600 575 828 799 29 688 968 399	26 280 610 623 575 805 313 26 856 415 937	747 854 508 119 684 242 867 538 750	3 277 171 387 119 707 728 3 396 879 115
Programme n° 142 : Enseignement supérieur et recherche agricoles	140 474 414 218 291 603 358 766 017	119 252 310 218 291 603 337 543 913	15 159 917 40 722 272 55 882 189	34 368 379 40 722 272 75 090 651
Programme n° 150 : Formations supérieures et recherche universitaire	14 717 803 215 357 537 196 15 075 340 411	14 760 970 529 357 513 710 15 118 484 239	201 005 431 78 961 970 279 967 401	150 046 196 78 985 456 229 031 652
Programme n° 172 : Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires	8 006 447 364	5 781 275 264	242 569 030	2 126 361 948
Programme n° 190 : Recherche dans les domaines de l'énergie, du développement et de la mobilité durables	8 006 447 364	5 781 275 264	242 569 030	2 126 361 948
Programme n° 191 : Recherche duale (civile et militaire)	1 255 458 129	1 277 336 094	142 225 930	146 310 267
	1 255 458 129	1 277 336 094	142 225 930	146 310 267
Programme n° 192 : Recherche et enseignement supérieur en matière économique et industrielle	69 326 399	41 368 847	0	27 957 552
	69 326 399	41 368 847	0	27 957 552
Programme n° 193 : Recherche spatiale	316 211 742	303 398 600	24 815 852	89 422 540
	316 211 742	303 398 600	24 815 852	89 422 540
Programme n° 231 : Vie étudiante	1 586 706 651	1 428 717 234	29 000 001	186 989 418
	1 586 706 651	1 428 717 234	29 000 001	186 989 418
	3 020 711 686	2 568 291 745	93 078 346	515 715 087
	3 020 711 686	2 568 291 745	93 078 346	515 715 087
Régimes sociaux et de retraite	5 823 812 687	5 356 956 883	137 997 651	604 853 455
	5 823 812 687	5 356 956 883	137 997 651	604 853 455
Programme n° 195 : Régimes de retraite des mines, de la SEITA, et divers	1 007 387 320	917 307 752	73 973 960	164 053 528
	1 007 387 320	917 307 752	73 973 960	164 053 528
Programme n° 197 : Régimes de retraite et de sécurité sociale des marins	704 260 599	704 260 599	64 023 691	64 023 691
	704 260 599	704 260 599	64 023 691	64 023 691
Programme n° 198 : Régimes sociaux et de retraite des transports terrestres	4 112 164 768	3 735 388 532	0	376 776 236
	4 112 164 768	3 735 388 532	0	376 776 236
Relations avec les collectivités territoriales	3 340 574 087	3 357 621 615	541 417 136	578 867 215
	3 340 574 087	3 357 621 615	541 417 136	578 867 215

Hors T2 T2 Total	Consommation AE	Consommation CP	Disponible AE (indicatif)	Disponible CP (indicatif)
Programme n° 119 : Concours financiers aux collectivités territoriales et à leurs groupements	3 075 804 615 3 075 804 615	3 103 960 610 3 103 960 610	437 284 461 437 284 461	359 865 754 359 865 754
Programme n° 122 : Concours spécifiques et administration	264 769 471 264 769 471	253 661 005 253 661 005	104 132 675 104 132 675	219 001 461 219 001 461
Remboursements et dégrèvements	121 498 532 558	121 476 953 245	26 807 088 433	26 828 667 746
	121 498 532 558	121 476 953 245	26 807 088 433	26 828 667 746
Programme n° 200 : Remboursements et dégrèvements d'impôts d'État (crédits évaluatifs)	117 841 968 466 117 841 968 466	117 819 623 785 117 819 623 785	25 734 827 534 25 734 827 534	25 757 172 215 25 757 172 215
Programme n° 201 : Remboursements et dégrèvements d'impôts locaux (crédits évaluatifs)	3 656 564 092 3 656 564 092	3 657 329 460 3 657 329 460	1 072 260 899 1 072 260 899	1 071 495 531 1 071 495 531
Santé	1 369 769 675 696 500 1 370 466 175	1 203 360 675 696 500 1 204 057 175	37 250 569 0 37 250 569	277 477 845 0 277 477 845
Programme n° 183 : Protection maladie	1 149 403 500 1 149 403 500	935 223 800 935 223 800	0 0	214 179 700 214 179 700
Programme n° 204 : Prévention, sécurité sanitaire et offre de soins	166 366 175 696 500 167 062 675	214 136 875 696 500 214 833 375	37 250 569 0 37 250 569	63 298 145 0 63 298 145
Programme n° 379 : Reversement à la sécurité sociale des recettes de la Facilité pour la Relance et la Résilience (FRR) européenne au titre du volet « Ségur investissement » du plan national de relance et de résilience (PNRR)	54 000 000 54 000 000	54 000 000 54 000 000	0 0	0 0
Sécurités	3 547 306 838 17 502 633 051 21 049 939 889	3 341 960 409 17 502 417 730 20 844 378 139	2 088 824 398 3 486 998 186 5 575 822 583	976 542 281 3 487 213 506 4 463 755 788
Programme n° 152 : Gendarmerie nationale	1 854 167 088 7 664 994 172 9 519 161 260	1 539 229 401 7 664 993 902 9 204 223 303	726 080 304 1 416 099 208 2 142 179 512	373 411 652 1 416 099 477 1 789 511 129
Programme n° 161 : Sécurité civile	356 366 684 191 717 550 548 084 235	485 902 596 191 717 550 677 620 147	455 236 106 49 249 079 504 485 185	160 995 996 49 249 079 210 245 075
Programme n° 176 : Police nationale	1 282 886 119 9 645 921 329 10 928 807 448	1 269 836 213 9 645 706 278 10 915 542 490	896 273 714 2 021 649 899 2 917 923 613	427 614 579 2 021 864 950 2 449 479 529
Programme n° 207 : Sécurité et éducation routières	53 886 946 53 886 946	46 992 199 46 992 199	11 234 273 11 234 273	14 520 055 14 520 055
Solidarité, insertion et égalité des chances	29 466 859 832 1 771 737 29 468 631 568	25 304 302 342 1 771 737 25 306 074 079	614 511 384 1 611 263 616 122 648	4 787 047 562 1 611 263 4 788 658 825
Programme n° 137 : Égalité entre les femmes et les hommes	70 444 258 70 444 258	65 375 690 65 375 690	17 543 238 17 543 238	22 941 113 22 941 113

	Hors T2 T2 Total	Consommation AE	Consommation CP	Disponible AE (indicatif)	Disponible CP (indicatif)
Programme n° 157 : Handicap et dépendance		15 930 004 996	13 556 566 038	27 629 045	2 397 395 761
		15 930 004 996	13 556 566 038	27 629 045	2 397 395 761
Programme n° 304 : Inclusion sociale et protection des personnes		13 466 410 578 1 771 737	11 682 360 614 1 771 737	569 339 101 1 611 263	2 366 710 688 1 611 263
		13 468 182 315	11 684 132 351	570 950 364	2 368 321 951
Sport, jeunesse et vie associative		1 147 698 739 111 375 234	1 097 155 584 111 375 234	76 840 665 27 585 087	134 723 797 27 585 087
		1 259 073 973	1 208 530 818	104 425 752	162 308 884
Programme n° 163 : Jeunesse et vie associative		765 209 326 5 981 326 771 190 652	762 939 567 5 981 326 768 920 892	43 367 035 1 238 771 44 605 807	42 309 328 1 238 771 43 548 099
Programme n° 219 : Sport		372 880 554 105 393 909 478 274 463	310 408 411 105 393 909 415 802 320	20 798 647 26 346 315 47 144 962	81 845 100 26 346 315 108 191 415
Programme n° 350 : Jeux olympiques et paralympiques 2024		3 178 442	17 377 190	0	8 100 387
		3 178 442	17 377 190	0	8 100 387
Programme n° 385 : Jeux olympiques et paralympiques d'hiver 2030		6 430 417	6 430 417	12 674 983	2 468 983
		6 430 417	6 430 417	12 674 983	2 468 983
Transformation et fonction publiques		333 192 357 42 811 440	384 621 905 42 811 205	526 229 343 12 057 604	264 605 872 12 057 839
		376 003 797	427 433 110	538 286 946	276 663 711
Programme n° 148 : Fonction publique		210 923 343 134 040 211 057 383	194 744 926 133 804 194 878 730	56 847 777 154 510 57 002 287	76 142 261 154 746 76 297 007
Programme n° 348 : Performance et résilience des bâtiments de l'État et de ses opérateurs		94 248 810	151 074 282	430 800 643	130 338 932
		94 248 810	151 074 282	430 800 643	130 338 932
Programme n° 349 : Transformation publique		28 020 204	38 802 697	38 580 922 992 500	58 124 679 992 500
		28 020 204	38 802 697	39 573 422	59 117 179
Programme n° 368 : Conduite et pilotage de la transformation et de la fonction publiques		42 677 400	42 677 400	10 910 594	10 910 594
		42 677 400	42 677 400	10 910 594	10 910 594
Travail, emploi et administration des ministères sociaux		16 134 910 429 872 739 314	15 484 547 863 872 087 317	3 193 679 584 192 899 998	3 077 724 648 193 551 995
		17 007 649 743	16 356 635 180	3 386 579 582	3 271 276 643
Programme n° 102 : Accès et retour à l'emploi		5 631 949 895	5 650 724 541	1 049 828 554	691 514 966
		5 631 949 895	5 650 724 541	1 049 828 554	691 514 966
Programme n° 103 : Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi		9 662 365 806	9 040 829 755	2 077 446 009	2 152 202 658
		9 662 365 806	9 040 829 755	2 077 446 009	2 152 202 658
Programme n° 111 : Amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail		38 465 578	69 213 059	6 514 293	14 373 973
		38 465 578	69 213 059	6 514 293	14 373 973
Programme n° 155 : Soutien des ministères sociaux		802 129 149 872 739 314	723 780 508 872 087 317	59 890 729 192 899 998	219 633 050 193 551 995
		1 674 868 463	1 595 867 825	252 790 728	413 185 045

Budgets annexes

	Hors T2 T2 Total	Consommation AE	Consommation CP	Disponible AE (indicatif)	Disponible CP (indicatif)
Contrôle et exploitation aériens		819 251 642 1 130 623 648 1 949 875 290	724 432 469 1 018 431 308 1 742 863 777	291 214 700 261 964 178 553 178 878	218 893 793 374 156 518 593 050 311
Programme n° 612 : Navigation aérienne		529 874 340	513 587 344	228 325 069	150 990 478
		529 874 340	513 587 344	228 325 069	150 990 478
Programme n° 613 : Soutien aux prestations de l'aviation civile		251 889 549 1 130 623 648 1 382 513 197	175 543 407 1 018 431 308 1 193 974 714	48 398 331 261 964 178 310 362 509	48 521 578 374 156 518 422 678 096
Programme n° 614 : Transports aériens, surveillance et certification		37 487 753	35 301 718	14 491 300	19 381 737
		37 487 753	35 301 718	14 491 300	19 381 737
Publications officielles et information administrative		69 664 617 52 350 469 122 015 085	57 324 652 52 350 344 109 674 996	16 073 083 14 187 352 30 260 435	27 404 872 14 187 477 41 592 349
Programme n° 623 : Édition et diffusion		35 011 929	27 705 593	10 922 847	15 351 099
		35 011 929	27 705 593	10 922 847	15 351 099
Programme n° 624 : Pilotage et ressources humaines		34 652 688 52 350 469 87 003 156	29 619 060 52 350 344 81 969 403	5 150 235 14 187 352 19 337 588	12 053 773 14 187 477 26 241 251

Comptes d'affectation spéciale

	Hors T2 T2 Total	Consommation AE	Consommation CP	Disponible AE (indicatif)	Disponible CP (indicatif)
Contrôle de la circulation et du stationnement routiers		948 816 614 948 816 614	923 126 604 923 126 604	1 360 659 938 1 360 659 938	1 389 787 467 1 389 787 467
Programme n° 751 : Structures et dispositifs de sécurité routière		271 660 095	252 554 529	64 680 012	85 375 309
		271 660 095	252 554 529	64 680 012	85 375 309
Programme n° 753 : Contrôle et modernisation de la politique de la circulation et du stationnement routiers		18 626 466	18 626 466	7 554 200	7 554 200
		18 626 466	18 626 466	7 554 200	7 554 200
Programme n° 754 : Contribution à l'équipement des collectivités territoriales pour l'amélioration des transports en commun, de la sécurité et de la circulation routières		658 530 053	651 945 610	563 547 536	571 979 767
		658 530 053	651 945 610	563 547 536	571 979 767
Programme n° 755 : Désendettement de l'État				724 878 191	724 878 191
				724 878 191	724 878 191
Développement agricole et rural		106 032 916	92 794 663	58 077 940	169 414 486
		106 032 916	92 794 663	58 077 940	169 414 486

Hors T2 T2 Total	Consommation AE	Consommation CP	Disponible AE (indicatif)	Disponible CP (indicatif)
Programme n° 775 : Développement et transfert en agriculture	43 348 719	39 085 667	35 042 538	66 484 179
	43 348 719	39 085 667	35 042 538	66 484 179
Programme n° 776 : Recherche appliquée et innovation en agriculture	62 684 197	53 708 996	23 035 402	102 930 307
	62 684 197	53 708 996	23 035 402	102 930 307
Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale	341 022 031	235 688 001	40 926 569	487 261 236
	341 022 031	235 688 001	40 926 569	487 261 236
Programme n° 793 : Électrification rurale	337 680 116	231 840 748	37 795 748	458 251 558
	337 680 116	231 840 748	37 795 748	458 251 558
Programme n° 794 : Opérations de maîtrise de la demande d'électricité, de production d'électricité par des énergies renouvelables ou de production de proximité dans les zones non interconnectées	3 341 915	3 847 253	3 130 821	29 009 678
	3 341 915	3 847 253	3 130 821	29 009 678
Gestion du patrimoine immobilier de l'État	272 027 253	178 818 491	202 728 011	280 936 773
	272 027 253	178 818 491	202 728 011	280 936 773
Programme n° 721 : Contribution des cessions immobilières au désendettement de l'État				
Programme n° 723 : Opérations immobilières et entretien des bâtiments de l'État	272 027 253	178 818 491	202 728 011	280 936 773
	272 027 253	178 818 491	202 728 011	280 936 773
Participations financières de l'État	2 316 490 134	2 316 490 134	5 012 429 990	5 012 429 990
	2 316 490 134	2 316 490 134	5 012 429 990	5 012 429 990
Programme n° 731 : Opérations en capital intéressant les participations financières de l'État	2 316 490 134	2 316 490 134	5 009 425 805	5 009 425 805
	2 316 490 134	2 316 490 134	5 009 425 805	5 009 425 805
Programme n° 732 : Désendettement de l'État et d'établissements publics de l'État			3 004 185	3 004 185
			3 004 185	3 004 185
Pensions	1 043 435 694	1 043 450 291	223 108 747	223 094 150
	55 400 493 786	55 400 490 176	13 750 201 811	13 750 205 421
	56 443 929 480	56 443 940 467	13 973 310 558	13 973 299 571
Programme n° 741 : Pensions civiles et militaires de retraite et allocations temporaires d'invalidité	2 208 048	2 222 646	8 708 646	8 694 048
	54 334 315 050	54 334 311 440	12 606 323 430	12 606 327 040
	54 336 523 098	54 336 534 085	12 615 032 076	12 615 021 089
Programme n° 742 : Ouvriers des établissements industriels de l'État	3 721 992	3 721 992	4 858 331	4 858 331
	1 051 506 549	1 051 506 549	1 139 815 908	1 139 815 908
	1 055 228 540	1 055 228 540	1 144 674 240	1 144 674 240
Programme n° 743 : Pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre et autres pensions	1 037 505 654	1 037 505 654	209 541 770	209 541 770
	14 672 187	14 672 187	4 062 473	4 062 473
	1 052 177 842	1 052 177 842	213 604 242	213 604 242

Comptes de concours financiers

Hors T2 T2 Total	Consommation AE	Consommation CP	Disponible AE (indicatif)	Disponible CP (indicatif)
Accords monétaires internationaux				
Programme n° 811 : Relations avec l'Union monétaire ouest-africaine				
Programme n° 812 : Relations avec l'Union monétaire d'Afrique centrale				
Programme n° 813 : Relations avec l'Union des Comores				
Avances à l'audiovisuel public	3 620 566 047	3 291 969 134	328 596 898	657 193 811
	3 620 566 047	3 291 969 134	328 596 898	657 193 811
Programme n° 841 : France Télévisions	2 297 437 244	2 089 047 488	208 389 756	416 779 512
	2 297 437 244	2 089 047 488	208 389 756	416 779 512
Programme n° 842 : ARTE France	273 269 580	248 424 274	24 845 306	49 690 612
	273 269 580	248 424 274	24 845 306	49 690 612
Programme n° 843 : Radio France	597 914 057	543 694 204	54 219 851	108 439 704
	597 914 057	543 694 204	54 219 851	108 439 704
Programme n° 844 : France Médias Monde	278 526 556	253 169 552	25 356 995	50 713 999
	278 526 556	253 169 552	25 356 995	50 713 999
Programme n° 845 : Institut national de l'audiovisuel	96 210 402	87 459 656	8 750 742	17 501 488
	96 210 402	87 459 656	8 750 742	17 501 488
Programme n° 847 : TV5 Monde	77 208 208	70 173 960	7 034 248	14 068 496
	77 208 208	70 173 960	7 034 248	14 068 496
Programme n° 848 : Programme de transformation				
Avances aux collectivités territoriales	107 797 216 487	107 797 216 487	26 496 266 306	26 496 266 306
	107 797 216 487	107 797 216 487	26 496 266 306	26 496 266 306
Programme n° 832 : Avances aux collectivités et établissements publics et à la Nouvelle-Calédonie			206 000 000	206 000 000
			206 000 000	206 000 000
Programme n° 833 : Avances sur le montant des impositions revenant aux régions, départements, communes, établissements et divers organismes	107 797 319 775	107 797 319 775	26 290 266 306	26 290 266 306
	107 797 319 775	107 797 319 775	26 290 266 306	26 290 266 306
Programme n° 834 : Avances remboursables de droits de mutation à titre onéreux destinées à soutenir les	-103 288	-103 288		
	-103 288	-103 288		

Hors T2 T2 Total	Consommation AE	Consommation CP	Disponible AE (indicatif)	Disponible CP (indicatif)
départements et d'autres collectivités affectés par les conséquences économiques de l'épidémie de covid-19				
Prêts à des États étrangers	307 741 173	831 764 908	-25 847 961	136 422 428
	307 741 173	831 764 908	-25 847 961	136 422 428
Programme n° 851 : Prêts du Trésor à des États étrangers en vue de faciliter la vente de biens et de services concourant au développement du commerce extérieur de la France	810 981 758	407 013 920	189 018 242	351 288 631
Programme n° 852 : Prêts à des États étrangers pour consolidation de dettes envers la France	810 981 758	407 013 920	189 018 242	351 288 631
Programme n° 853 : Prêts à l'Agence française de développement en vue de favoriser le développement économique et social dans des États étrangers	279 750 988	279 750 988	-214 866 203	-214 866 203
Programme n° 854 : Prêts aux États membres de l'Union européenne dont la monnaie est l'euro	-782 991 573	145 000 000		0
	-782 991 573	145 000 000		0
Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés	116 800 000	292 902 470	83 250 000	132 647 530
	116 800 000	292 902 470	83 250 000	132 647 530
Programme n° 861 : Prêts et avances pour le logement des agents de l'État			50 000	50 000
Programme n° 862 : Prêts pour le développement économique et social	116 800 000	137 650 000	83 200 000	62 350 000
Programme n° 869 : Prêts à la société concessionnaire de la liaison express entre Paris et l'aéroport Paris-Charles de Gaulle	116 800 000	137 650 000	83 200 000	62 350 000
Programme n° 876 : Prêts octroyés dans le cadre des programmes des investissements d'avenir		155 252 470		70 247 530
Programme n° 877 : Avances remboursables et prêts bonifiés aux entreprises touchées par la crise de la covid-19 ou par le conflit en Ukraine		155 252 470		70 247 530
Programme n° 878 : Soutien à la filière nickel en Nouvelle Calédonie				
Prêts et avances à divers services de l'État ou organismes gérant des services publics	8 250 000 000	4 492 556 000	2 105 000 000	5 862 444 000
	8 250 000 000	4 492 556 000	2 105 000 000	5 862 444 000
Programme n° 821 : Avances à l'Agence de services et de paiement, au titre du préfinancement des aides communautaires de la politique agricole commune	8 200 000 000	4 442 556 000	1 800 000 000	5 557 444 000
	8 200 000 000	4 442 556 000	1 800 000 000	5 557 444 000

Hors T2 T2 Total	Consommation AE	Consommation CP	Disponible AE (indicatif)	Disponible CP (indicatif)
Programme n° 823 : Avances à des organismes distincts de l'État et gérant des services publics	50 000 000	50 000 000	210 000 000	210 000 000
	50 000 000	50 000 000	210 000 000	210 000 000
Programme n° 824 : Prêts et avances à des services de l'État			10 000 000	10 000 000
			10 000 000	10 000 000
Programme n° 825 : Avances à l'Office national d'indemnisation des accidents médicaux, des affections iatrogènes et des infections nosocomiales (ONIAM) au titre de l'indemnisation des victimes du Benfluorex			15 000 000	15 000 000
			15 000 000	15 000 000
Programme n° 826 : Prêts aux exploitants d'aéroports touchés par la crise de covid-19 au titre des dépenses de sûreté-sécurité				
Programme n° 827 : Prêts destinés à soutenir Île-de-France Mobilités à la suite des conséquences de l'épidémie de la covid-19				
Programme n° 828 : Prêts destinés à soutenir les autorités organisatrices de la mobilité à la suite des conséquences de l'épidémie de la covid-19				
Programme n° 830 : Prêts à FranceAgriMer au titre des préfinancements de fonds européens			70 000 000	70 000 000
			70 000 000	70 000 000

Note : des consommations négatives peuvent apparaître du fait de rétablissements de crédits plus importants que la consommation de crédits budgétaires.

Comptes spéciaux non dotés de crédits

	Dépenses des comptes
901 Approvisionnement de l'État et des forces armées en produits pétroliers et énergies alternatives, biens et services complémentaires	682 936 130
902 Exploitations industrielles des ateliers aéronautiques de l'État	631 135 067
903 Gestion de la dette et de la trésorerie de l'État	51 004 125 361
904 Lancement de certains matériels de guerre et matériels assimilés	2 029 000
907 Opérations commerciales des domaines	49 021 849
909 Régie industrielle des établissements pénitentiaires	22 245 458
910 Couverture des risques financiers de l'État	976 177 072
912 Cantine et travail des détenus dans le cadre pénitentiaire	184 056 326
915 Soutien financier au commerce extérieur	1 478 058 388
951 Émission des monnaies métalliques	102 510 051
952 Opérations avec le Fonds monétaire international	624 150 696
953 Pertes et bénéfices de change	22 811 588

Note : les comptes de commerce et les comptes d'opérations monétaires ne sont pas dotés de crédits en loi de finance, seule leur autorisation de découvert a un caractère limitatif. De fait, seules les dépenses de ces comptes peuvent être présentées.

Évaluations préalables

Note

Cette partie présente les évaluations préalables des articles du projet de loi de finances de fin de gestion, en application de l'article 53 (4^e) de la loi organique du 1^{er} août 2001 relative aux lois de finances (LOLF).

Présentées pour la première fois au Parlement à l'occasion du projet de loi de finances pour 2010, ces évaluations résultent d'une obligation prévue par la loi organique n° 2009-403 du 15 avril 2009 relative à l'application des articles 34-1, 39 et 44 de la Constitution. Cette réforme a inscrit dans la LOLF l'obligation d'accompagner d'une évaluation préalable chaque disposition ne relevant pas du domaine exclusif des lois de finances. L'exercice d'évaluation préalable a cependant été étendu à certains articles qui appartiennent au domaine exclusif des lois de finances, afin d'assurer la meilleure information possible du Parlement.

Pour chaque article soumis à une évaluation préalable sont ainsi présentés :

- le diagnostic des difficultés à résoudre et les objectifs de la réforme envisagée, en mettant en lumière les limites du dispositif existant ;
- les différentes options envisageables, leurs avantages et inconvénients respectifs, afin de mettre en évidence les raisons ayant présidé au choix de la mesure proposée ;
- le dispositif juridique retenu, en précisant le rattachement de la mesure au domaine de la loi de finances, son articulation avec le droit européen et ses modalités d'application dans le temps et sur le territoire ;
- l'impact de la disposition envisagée, en distinguant, d'une part, les incidences (économiques, financières, sociales et environnementales) pour les différentes catégories de personnes physiques et morales intéressées et, d'autre part, les conséquences (budgétaires, sur l'emploi public et sur la charge administrative) pour les administrations publiques concernées ;
- les consultations menées avant la saisine du Conseil d'État, qu'elles aient un caractère obligatoire ou facultatif ;
- la mise en œuvre de la disposition, en indiquant la liste prévisionnelle des textes d'application requis, les autres moyens éventuellement nécessaires à la mise en place du dispositif, ainsi que ses modalités de suivi.

Ces différentes catégories ont été renseignées avec pour but d'éclairer au mieux l'article auquel elles se rapportent. Chaque évaluation préalable suit ainsi un principe de proportionnalité, en mettant l'accent sur les incidences les plus significatives, variables d'une disposition à l'autre.

ARTICLE 1

Rectification du montant de la fraction de taxe sur la valeur ajoutée du compte de concours financiers "Avances à l'audiovisuel public" au titre de l'année 2025

Évaluation préalable de l'article

1. Diagnostic des difficultés à résoudre et objectifs de la réforme envisagée

1.1. Situation actuelle

Le VI de l'article 46 de la loi n° 2005-1719 du 30 décembre 2005 de finances pour 2006 régit le fonctionnement du compte de concours financiers (CCF) « Avances à l'audiovisuel public ». En 2025, ce CCF retrace :

- en dépenses : le montant des avances accordées aux sociétés et à l'établissement public visés par les articles 44, 45 et 49 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication, ainsi qu'à la société TV5 Monde ;
- en recettes : le montant du produit de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) déterminée chaque année par la loi de finances de l'année. La loi de finances initiale pour 2025 fixe un montant de 3 949 162 945 €.

Les avances sont versées chaque mois aux organismes bénéficiaires à raison d'un douzième du montant prévisionnel des recettes du compte.

1.2. Description des dispositifs juridiques en vigueur et date de leur dernière modification

La loi n° 2022-1157 du 16 août 2022 de finances rectificative pour 2022 a supprimé la contribution à l'audiovisuel public (CAP) prévue aux articles 1605 et suivants du code général des impôts (CGI). Cette contribution constituait environ 85 % des recettes du CCF « Avances à l'audiovisuel public » (3 140,5 M€ prévus en loi de finances pour 2022), lesquelles étaient complétées par la compensation des dégrèvements portée par le programme 200 « Remboursements et dégrèvements d'impôts d'État » (560,8 M€ prévus en loi de finances pour 2022).

Par ailleurs, cette loi a modifié le VI de l'article 46 de la loi n° 2005-1719 du 30 décembre 2005 de finances pour 2006 qui régit le fonctionnement du CCF. Ainsi, les recettes du CCF sont alimentées depuis 2023 par un montant du produit de la TVA (2° du 1 du VI de l'article 46 de la loi de finances pour 2006 susmentionnée).

Le financement par affectation d'un montant de TVA à l'audiovisuel public était initialement prévu à titre transitoire jusqu'au 31 décembre 2024 dans l'attente d'une solution pérenne conforme aux exigences de l'article 2 de la loi organique n° 2001-692 du 1^{er} août 2001 relative aux lois de finances (LOLF). La loi organique n° 2024-1177 du 13 décembre 2024 portant réforme du financement de l'audiovisuel public a modifié l'article 2 de la LOLF qui prévoit désormais « *qu'un montant déterminé d'une imposition de toute nature peut [...] être directement affecté aux organismes du secteur public de la communication audiovisuelle* ». Cette modification a permis de pérenniser, à compter de la loi de finances initiale pour 2025, les modalités de financement retenues pour le secteur audiovisuel public en 2023 et 2024.

L'article 124 de la loi n° 2025-127 du 14 février 2025 de finances pour 2025 fixe le montant du produit de TVA affecté aux recettes du compte de concours financiers « Avances à l'audiovisuel public » au titre de l'année 2025.

1.3. Problème à résoudre, raisons pour lesquelles les moyens existants sont insuffisants et le cas échéant nécessité de procéder à une nouvelle modification des dispositifs existants

Le 2° du 1 du VI de l'article 46 de la loi de finances pour 2006 prévoit désormais que « *les recettes du compte proviennent d'une fraction du produit de la taxe sur la valeur ajoutée déterminée chaque année par la loi de finances de l'année* ». Par conséquent, il est nécessaire de fixer la fraction de TVA au sein de chaque projet de loi de finances.

En fin de gestion, le montant de TVA doit être ajusté selon les évolutions intervenues en cours d'année, d'une part, et en cohérence avec l'engagement pris par l'État de compenser les effets fiscaux résultant de la suppression de la contribution à l'audiovisuel public, d'autre part.

Le présent article rehausse le niveau de la dotation au titre de 2025 de +10,4 M€ pour établir la TVA affectée à l'audiovisuel public à 3 959,6 M€.

1.4. Objectifs poursuivis par la réforme (présentation de la logique de l'intervention)

L'objectif de cet article est de fixer le montant du produit de la TVA affecté aux recettes du CCF « Avances à l'audiovisuel public » au titre de l'année 2025. Le montant de recettes consécutif à cette affectation de TVA correspond aux ressources des six entités de l'audiovisuel public pour 2025.

2. Options possibles et nécessité de légiférer

2.1. Liste des options possibles

Le cadre légal actuel fixé par le VI de l'article 46 de la loi n° 2005-1719 du 30 décembre 2005 de finances pour 2006 n'offre pas d'autre option que celle de légiférer en loi de finances pour fixer le montant de TVA affecté aux recettes du CCF.

En ce qui concerne strictement le montant du produit de la TVA alloué aux organismes de l'audiovisuel public, il est toutefois possible de le modifier ou de le maintenir.

2.2. Description des avantages/inconvénients des différentes options

Sans objet.

2.3. Raisons ayant présidé au choix de l'option proposée

Sans objet.

3. Dispositif juridique

3.1. Rattachement au domaine de la loi de finances

Le II de l'article 2 de la loi organique n° 2001-692 du 1^{er} janvier 2001 relative aux lois de finances (LOLF) prévoit « qu'un montant déterminé d'une imposition de toute nature peut [...] être directement affecté aux organismes du secteur public de la communication audiovisuelle ». Le 1 du VI de l'article 46 de la loi n° 2005-1719 du 30 décembre 2005 de finances pour 2006 prévoit quant à lui que les recettes du CCF « Avances à l'audiovisuel public » proviennent d'une fraction du produit de la TVA déterminée chaque année par la loi de finances de l'année.

Le 3^o du I de l'article 34 de la LOLF prévoit que les dispositions touchant aux affectations de recettes au sein du budget de l'État, et donc aux CCF, relèvent exclusivement de la loi de finances. De plus, l'article 19 de la LOLF dispose que « l'affectation d'une recette à un compte spécial ne peut résulter que d'une disposition de loi de finances ». Le recours à la loi de finances est donc nécessaire s'agissant de la fixation du montant de TVA affecté aux recettes du CCF.

L'article 35 de la LOLF prévoit que les lois de finances de fin de gestion peuvent, en cours d'année, modifier les dispositions de la loi de finances de l'année prévues au 3^o du I de l'article 34 de la LOLF.

3.2. Liste des dispositions (législatives et réglementaires) à créer, à modifier ou à abroger

Le VI de l'article 46 de la loi n° 2005-1719 du 30 décembre 2005 de finances pour 2006 doit être modifié.

3.3. Articulation avec le droit européen en vigueur ou en cours d'élaboration (traités, droit dérivé, jurisprudence, aides d'État)

Cet article ne vise pas à transposer en droit français des normes juridiques européennes. Il est par ailleurs compatible avec le droit européen en vigueur ou en cours d'élaboration.

3.4. Modalités d'application dans le temps (mesures transitoires éventuelles) et sur le territoire (justification, le cas échéant, des adaptations proposées et de l'absence d'application de la disposition à certaines collectivités d'outre-mer)

Cet article n'appelle pas de mesure transitoire. Compte tenu de leur nature, les mesures proposées n'appellent pas d'adaptation en outre-mer.

4. Incidence de la disposition envisagée

4.1. Évaluation des conséquences pour chaque catégorie de personnes physiques et morales intéressées

4.1.1. Incidences micro et/ou macro-économiques (*impact sur la croissance, la compétitivité, la concurrence, modification des comportements, etc.*)

Sans objet.

4.1.2. Coûts et bénéfices financiers pour chaque catégorie de personnes physiques et morales concernée

La disposition proposée conduit à une hausse de +10,4 M€ de la dotation du secteur de l'audiovisuel public par rapport au montant prévu en loi de finances pour 2025.

Le niveau de la dotation publique prévue en loi de finances pour 2025 à hauteur de 3 949,2 M€ intégrait le financement de la hausse tendancielle des charges des sociétés, et d'une part des effets de l'inflation sur les charges d'exploitation, ainsi que la compensation des effets fiscaux liés à la suppression de la contribution à l'audiovisuel public (CAP).

Les évolutions proposées par rapport à la dotation initialement prévue consistent en une correction d'effets fiscaux résultant des conséquences de la suppression de la CAP par la première loi de finances rectificative pour 2022, que l'État s'est engagé à compenser. En effet, la substitution à la CAP d'une ressource publique désormais non assujettie à la TVA a des conséquences fiscales pour les sociétés de l'audiovisuel public : l'assujettissement à la taxe sur les salaires (à partir de 2023) pour l'ensemble des sociétés, et pour certaines d'entre elles, la suppression de la déduction de la TVA sur les achats et services (effective dès le 1^{er} août 2022). Dans ce cadre, l'État s'est engagé à compenser financièrement dès 2022 ces impacts fiscaux. Les montants inscrits en loi de finances initiale correspondant à des prévisions, un mécanisme de régularisation est prévu en loi de finances de fin de gestion de l'année N, afin d'ajuster précisément ces montants sur la base de l'arrêté des comptes N-1.

À ce titre, les régularisations devant intervenir sur la base des montants effectivement décaissés par les organismes dans leurs comptes 2024 s'élèvent au total à +10,4 M€ dont +9,9 M€ pour France Médias Monde, +0,7 M€ pour TV5 Monde et -0,2 M€ pour ARTE France.

Tableau 1 : Synthèse des évolutions

Société	LFI 2025	Ajustement effets fiscaux	PLFG 2025
FTV	2 505 827 000	-	2 505 827 000
ARTE France	298 114 886	-209 558	297 905 328
RF	652 133 908	-	652 133 908
FMM	303 883 551	9 935 243	313 818 794
INA	104 961 144	-	104 961 144
TV5	84 242 456	691 883	84 934 339
Total AVP	3 949 162 945	10 417 568	3 959 580 513

4.1.3. Incidences en matière d'égalité entre les femmes et les hommes

Sans objet.

4.1.4. Incidences sur la stratégie d'ensemble relative aux personnes en situation de handicap (domaines, moyens à prévoir pour leur mise en œuvre, etc.)

Sans objet.

4.1.5. Incidences sociales (impact sur l'emploi et le marché du travail en particulier)

Sans objet.

4.1.6. Incidences environnementales

Sans objet.

4.1.7. Incidences sur la jeunesse

Sans objet.

4.2. Évaluation des conséquences pour les administrations publiques concernées

4.2.1. Incidences budgétaires (coûtséconomies nets de la mesure proposée)

La disposition dégrade de 10,4 M€ le solde budgétaire de l'État par rapport à la LFI pour 2025.

4.2.2. Incidences sur l'emploi public et la charge administrative

Sans objet.

4.3. Description synthétique de la méthode d'évaluation utilisée

La fraction de TVA proposée correspond au montant de dotation de l'audiovisuel public arbitré pour 2025.

5. Consultations menées

5.1. Consultations obligatoires (collectivités d'outre-mer, commissions administratives, etc.)

Le présent article ne requiert pas de consultation obligatoire.

5.2. Consultations facultatives

Sans objet.

6. Mise en œuvre de la disposition

6.1. Liste prévisionnelle des textes d'application nécessaires

Aucun texte d'application n'est nécessaire.

6.2. Le cas échéant, moyens autres que budgétaires et juridiques nécessaires à la mise en place du dispositif proposé (formalités administratives, évolution de l'organisation administrative, etc.)

Le 2 du VI de l'article 46 de la loi n° 2005-1719 du 30 décembre 2005 de finances pour 2006 prévoit que « *les avances sont versées chaque mois aux organismes bénéficiaires à raison d'un douzième.* »

La révision des dotations publiques allouées à France Médias Monde, ARTE France et TV5 Monde prévue par le présent article nécessite la révision des conventions de versement signées entre le ministre chargé de l'Action et des Comptes publics et ces sociétés afin d'ajuster le montant versé en décembre en cohérence avec la dotation totale prévue pour 2025, d'une part, et les versements déjà effectués de janvier à novembre, d'autre part.

6.3. Modalités de suivi de la disposition (durée d'application, évaluation)

La mise en œuvre de cette disposition sera retracée dans le rapport annuel de performances du compte de concours financiers « Avances à l'audiovisuel public », annexé au projet de loi relatif aux résultats de la gestion et portant approbation des comptes de l'année 2025.

ARTICLE 2

Ajustement des dispositions relatives à l'affectation de ressources à des tiers

Évaluation préalable de l'article

1. Diagnostic des difficultés à résoudre et objectifs de la réforme envisagée

1.1. Situation actuelle

- **S'agissant des taxes affectées à la chambre de commerce et d'industrie (CCI) France**

La taxe pour frais de chambres de commerce et d'industrie (TCCI) est constituée de la taxe additionnelle à la cotisation foncière des entreprises (TA-CFE) et de la taxe additionnelle à la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (TA-CVAE), régies par l'article 1600 du code général des impôts. En application du même article, la TCCI est affectée à la chambre de commerce et d'industrie (CCI) France qui est chargée de la répartir entre les CCI de région dans les conditions prévues au 10^e de l'article L. 711-16 du code de commerce.

En application de l'article 46 de la loi n° 2011-1977 du 28 décembre 2011 de finances pour 2012, la TCCI est plafonnée depuis 2012. Les taxes affectées représentent 29 % des ressources des CCI en 2023 et en 2024.

- **S'agissant de la contribution de vie étudiante et de campus (CVEC)**

L'article 12 de la loi n° 2018-166 du 8 mars 2018 relative à l'orientation et à la réussite des étudiants a institué à l'article L. 841-5 du code de l'éducation une contribution destinée à favoriser l'accueil et l'accompagnement social, sanitaire, culturel et sportif des étudiants et à conforter les actions de prévention et d'éducation à la santé réalisées à leur intention. Cette contribution est instituée au profit des établissements publics d'enseignement supérieur, des établissements mentionnés aux articles L. 443-1 et L. 753-1 du code de l'éducation ou à l'article L. 1431-1 du code général des collectivités territoriales dispensant des formations initiales d'enseignement supérieur, des établissements d'enseignement supérieur privés d'intérêt général et des centres régionaux des œuvres universitaires et scolaires.

Le montant annuel de cette contribution est fixé à 105 € (contre 103 € en 2024-2025). Il est révisable et acquitté par les étudiants assujettis selon les dispositions du II de l'article L. 841-5 du code de l'éducation lors de leur inscription auprès du centre régional des œuvres universitaires et scolaires dont dépend l'établissement dans lequel ils s'inscrivent.

La contribution de vie étudiante et de campus (CVEC) affectée aux établissements mentionnés a été plafonnée à 178 M€ en loi de finances initiale pour 2025.

- **S'agissant de la redevance hydraulique affectée à Voies navigables de France (VNF)**

Voies navigables de France (VNF), établissement public de l'État à caractère administratif prévu aux articles L. 4311-1-1 à L. 4316-14 du code des transports, compte parmi ses ressources une redevance hydraulique prévue aux articles L. 4316-1 et R. 4316-1 à R. 4316-10-1 du code des transports dont il est affectataire. L'article 26 de la loi n° 2018-1317 du 28 décembre 2018 de finances pour 2019 avait prévu la suppression de la taxe hydraulique au 31 décembre 2019 et son remplacement par cette redevance hydraulique à caractère domanial. Elle est due par les titulaires de titres d'occupation ou d'utilisation du domaine public fluvial confié à VNF qui implantent ou exploitent des ouvrages destinés à la prise ou au rejet d'eau, ou d'autres ouvrages hydrauliques destinés à prélever ou à évacuer des volumes d'eau sur le domaine public fluvial.

1.2. Description des dispositifs juridiques en vigueur et date de leur dernière modification

- **S'agissant des taxes affectées à la chambre de commerce et d'industrie (CCI) France**

La loi n° 2025-127 du 14 février 2025 de finances pour 2025 a maintenu à 525 M€ le plafond de TCCI affectée à CCI France, en stabilité depuis 2022. Ce plafond est réparti entre un plafond de 280 M€ pour la TA-CFE et 245 M€ pour la TA-CVAE.

Par ailleurs, la loi de finances pour 2025 a institué un prélèvement sur les fonds de roulement du réseau des chambres de commerce et d'industrie à hauteur de 20 M€. Ce prélèvement doit être réparti entre les différents

établissements du réseau par CCI France et reversé au budget général de l'État par CCI France avant la fin d'année 2025.

- **S'agissant de la contribution de vie étudiante et de campus (CVEC)**

Le I de l'article L. 841-5 du code de l'éducation prévoit l'affectation de la CVEC au profit des établissements publics d'enseignement supérieur, des établissements mentionnés aux articles L. 443-1 et L. 753-1 du même code ou à l'article L. 1431-1 du code général des collectivités territoriales dispensant des formations initiales d'enseignement supérieur, des établissements d'enseignement supérieur privés d'intérêt général et des centres régionaux des œuvres universitaires et scolaires.

- **S'agissant de la redevance hydraulique affectée à Voies navigables de France (VNF)**

La redevance hydraulique prévue aux articles R. 4316-1 à R. 4316-10-1 du code des transports est affectée à VNF dans la limite d'un plafond fixé à 143,1 M€ en loi de finances initiale pour 2025.

1.3. Problème à résoudre, raisons pour lesquelles les moyens existants sont insuffisants et le cas échéant nécessité de procéder à une nouvelle modification des dispositifs existants

- **S'agissant des taxes affectées à la chambre de commerce et d'industrie (CCI) France**

Le réseau des chambres présente des niveaux de trésorerie et de fonds de roulement élevés.

- **S'agissant de la contribution de vie étudiante et de campus (CVEC)**

En raison de la dynamique positive de recouvrement, due à la baisse du nombre de boursiers, qui ne sont pas soumis à la CVEC, et de la hausse de la contribution résultant de l'inflation, la prévision de rendement pour l'année 2025 (188 M€) est supérieure au plafond fixé en loi de finances initiale pour 2025 (178 M€).

- **S'agissant de la redevance hydraulique affectée à Voies navigables de France (VNF)**

Le relèvement du plafond de la redevance hydraulique affectée à VNF a pour objectif de permettre à l'opérateur de bénéficier du rendement dynamique escompté en 2025 de la redevance correspondant aux titres émis en 2024, mais dont les paiements ont été recouvrés en 2025.

1.4. Objectifs poursuivis par la réforme (présentation de la logique de l'intervention)

- **S'agissant des taxes affectées à la chambre de commerce et d'industrie (CCI) France**

Il est proposé de réduire de 30 M€ la TCCI affectée à CCI France en 2025 au regard de la trésorerie importante du réseau (871 M€ fin 2024) et de ses fonds de roulement importants (651 M€ fin 2024).

Cette mesure permet de faire contribuer les chambres à l'effort de réduction du déficit public en 2025.

- **S'agissant de la contribution de vie étudiante et de campus (CVEC)**

La hausse du plafond est nécessaire pour garantir le versement intégral du produit de la CVEC aux établissements bénéficiaires compte tenu de la révision du rendement prévisionnel.

- **S'agissant de la redevance hydraulique affectée à Voies navigables de France (VNF)**

Le relèvement du plafond de la redevance hydraulique affectée à VNF (+5,9 M€) a pour objectif de permettre à l'opérateur de bénéficier du rendement escompté de la redevance correspondant aux titres émis en 2024, mais dont les paiements ont été recouvrés en 2025.

2. Options possibles et nécessité de légiférer

2.1. Liste des options possibles

- **S'agissant des taxes affectées à la chambre de commerce et d'industrie (CCI) France**

Option 1 : ne pas modifier le plafond de la TCCI ;

Option 2 (retenue) : modifier le plafond de la TCCI.

- **S'agissant de la contribution de vie étudiante et de campus (CVEC)**

Option 1 : faire bénéficier au budget général de l'État, et non aux établissements concernés, du rendement dynamique escompté de la CVEC ;

Option 2 (retenue) : au contraire, faire bénéficier aux établissements concernés du rendement dynamique escompté de la CVEC.

- **S'agissant de la redevance hydraulique affectée à Voies navigables de France (VNF)**

Option 1 : ne pas modifier le plafond de la redevance hydraulique ;

Option 2 (retenue) : augmenter le plafond de la redevance hydraulique.

2.2. Description des avantages/inconvénients des différentes options

- **S'agissant des taxes affectées à la chambre de commerce et d'industrie (CCI) France**

Option 1 : conserver le niveau initial d'affectation de TCCI, alors que le réseau dispose de ressources importantes ;

Option 2 : associer les chambres de commerce et d'industrie à l'effort de redressement des comptes publics en 2025.

- **S'agissant de la contribution de vie étudiante et de campus (CVEC)**

Option 1 : faire bénéficier au budget général de l'État, et non aux établissements concernés, du rendement dynamique escompté de la CVEC ;

Option 2 : au contraire, faire bénéficier aux établissements concernés du rendement dynamique escompté de la CVEC.

- **S'agissant de la redevance hydraulique affectée à Voies navigables de France (VNF)**

Option 1 : faire bénéficier au budget général du rendement dynamique escompté de la redevance hydraulique ;

Option 2 : faire bénéficier à VNF du rendement dynamique escompté de la redevance hydraulique.

2.3. Raisons ayant présidé au choix de l'option proposée

- **S'agissant des taxes affectées à la chambre de commerce et d'industrie (CCI) France**

Le quantum de baisse du plafond de TCCI n'est pas de nature à fragiliser la situation financière des chambres et permet de les associer à l'effort de réduction du déficit en 2025.

- **S'agissant de la contribution de vie étudiante et de campus (CVEC)**

Le relèvement du plafond de la CVEC permettra d'améliorer les actions en faveur de la vie étudiante et de campus, tout en conservant un niveau de maîtrise du niveau des ressources affectées et de contrôle de cette affectation.

- **S'agissant de la redevance hydraulique affectée à Voies navigables de France (VNF)**

Le relèvement du plafond de la redevance hydraulique permet d'allouer à VNF le rendement escompté de la redevance correspondant aux titres émis en 2024 mais dont les paiements ont été recouvrés en 2025.

3. Dispositif juridique

3.1. Rattachement au domaine de la loi de finances

En application du quatrième alinéa de l'article 35 de la loi organique relative aux lois de finances (LOLF), les lois de finances de fin de gestion peuvent comporter des dispositions tendant à modifier, pour l'année en cours, l'affectation d'impositions de toutes natures.

La modification du plafond des impositions concernées par le présent projet d'article ayant pour conséquence une modification du montant affecté, ces dispositions peuvent figurer en loi de finances de fin de gestion.

3.2. Liste des dispositions (législatives et réglementaires) à créer, à modifier ou à abroger

Article 125 de la loi de finances pour 2025.

3.3. Articulation avec le droit européen en vigueur ou en cours d'élaboration (traités, droit dérivé, jurisprudence, aides d'État)

Cet article ne vise pas à transposer en droit français des normes juridiques européennes. Il est par ailleurs compatible avec le droit européen en vigueur ou en cours d'élaboration.

3.4. Modalités d'application dans le temps (mesures transitoires éventuelles) et sur le territoire (justification, le cas échéant, des adaptations proposées et de l'absence d'application de la disposition à certaines collectivités d'outre-mer)

Cet article n'appelle pas de mesure transitoire. Compte tenu de leur nature, les mesures proposées n'appellent pas d'adaptation en outre-mer.

4. Incidence de la disposition envisagée

4.1. Évaluation des conséquences pour chaque catégorie de personnes physiques et morales intéressées

4.1.1. Incidences micro et/ou macro-économiques (*impact sur la croissance, la compétitivité, la concurrence, modification des comportements...*)

Sans objet.

4.1.2. Coûts et bénéfices financiers pour chaque catégorie de personnes physiques et morales concernée

Les plafonds des taxes affectées prévus par le présent article, dès lors qu'ils sont fixés en deçà du rendement de l'imposition, conduisent à un écrêtement des ressources directement attribuées à l'affectataire et à une restitution automatique du surplus au budget général de l'État.

Affectataires	Plafond LFI 2025 (€)	Plafond PLFG 2025 (€)	Variation du niveau d'affectation (€)
CCI France	280 000 000	265 000 000	-15 000 000
CCI France	245 117 000	230 117 000	-15 000 000
Établissements publics d'enseignement supérieur, établissements mentionnés aux articles L. 443-1 et L. 753-1 du code de l'éducation ou à l'article L. 1431-1 du code général des collectivités territoriales dispensant des formations initiales d'enseignement supérieur, établissements d'enseignement supérieur privés d'intérêt général et centres régionaux des œuvres universitaires et scolaires	178 000 000	190 000 000	+12 000 000
VNF - Voies navigables de France	143 100 000	149 000 000	+5 900 000

4.1.3. Incidences en matière d'égalité entre les femmes et les hommes

Sans objet.

4.1.4. Incidences sur la stratégie d'ensemble relative aux personnes en situation de handicap (domaines, moyens à prévoir pour leur mise en œuvre...)

Sans objet.

4.1.5. Incidences sociales (*impact sur l'emploi et le marché du travail en particulier*)

Sans objet.

4.1.6. Incidences environnementales

Sans objet.

4.1.7. Incidences sur la jeunesse

- S'agissant de la contribution de vie étudiante et de campus (CVEC)

Le relèvement du plafond d'affectation de la contribution de vie étudiante et de campus permettra d'améliorer les actions en faveur de la vie étudiante et de campus. L'assujettissement différencié tient compte de la situation sociale des étudiants et assure le caractère redistributif de la contribution.

4.2. Évaluation des conséquences pour les administrations publiques concernées

4.2.1. Incidences budgétaires (coûtséconomies nets de la mesure proposée)

- **S'agissant des taxes affectées à la chambre de commerce et d'industrie (CCI) France**

La réduction du plafond de la TCCI permet une hausse de 30 M€ des ressources au profit du budget général et n'est pas de nature à fragiliser la situation financière des chambres, qui disposaient à la fin de 2024 de 651 M€ de fonds de roulement et de 871 M€ de trésorerie.

- **S'agissant de la contribution de vie étudiante et de campus (CVEC)**

Le rehaussement du plafond de la CVEC perçue par les établissements mentionnés ne constitue pas un coût direct pour le budget général, dès lors qu'il vise à faire bénéficier aux établissements de la dynamique escomptée. En revanche, par rapport à un contrefactuel qui consisterait à ne pas relever le plafond, le rehaussement en 2025 conduit à une moindre recette pour le budget général de 12 M€.

- **S'agissant de la redevance hydraulique affectée à Voies navigables de France (VNF)**

Le rehaussement du plafond de la redevance hydraulique perçue par VNF ne constitue pas un coût direct pour le budget général et permet à l'établissement de bénéficier des recettes liées aux titres émis en 2024 mais recouvrés seulement en 2025. En revanche, par rapport à un contrefactuel qui consisterait à ne pas relever le plafond, le rehaussement en 2025 conduit à une moindre recette pour le budget général de 5,9 M€.

4.2.2. Incidences sur l'emploi public et la charge administrative

Sans objet.

4.3. Description synthétique de la méthode d'évaluation utilisée

- **S'agissant de la redevance hydraulique affectée à Voies navigables de France (VNF)**

La nouvelle prévision de rendement de la redevance hydraulique a été réalisée sur la base des encaissements réels de VNF.

5. Consultations menées

5.1. Consultations obligatoires (collectivités d'outre-mer, commissions administratives...)

Aucune consultation obligatoire n'est requise.

5.2. Consultations facultatives

Sans objet.

6. Mise en œuvre de la disposition

6.1. Liste prévisionnelle des textes d'application nécessaires

Sans objet.

6.2. Le cas échéant, moyens autres que budgétaires et juridiques nécessaires à la mise en place du dispositif proposé (formalités administratives, évolution de l'organisation administrative...)

Sans objet.

6.3. Modalités de suivi de la disposition (durée d'application, évaluation)

Dispositif au titre de l'année 2025.

ARTICLE 3

Modification de la répartition entre les régions de la part d'accise affectée au financement de la création de places en instituts de formation en soins infirmiers (IFSI)

Évaluation préalable de l'article

1. Diagnostic des difficultés à résoudre et objectifs de la réforme envisagée

1.1. Situation actuelle

Le protocole État-Régions du 14 mars 2022, dit « protocole IFSI », a prévu la création de places de formation relevant des secteurs sanitaires et sociaux financée tout d'abord, dans le cadre du plan de relance, puis, depuis la loi de finances pour 2023, par l'attribution d'une part du produit de l'accise sur les énergies revenant à l'État.

L'article 74 de la loi de finances initiale (LFI) pour 2025 prévoit le transfert de 215 M€ aux régions pour le financement des ouvertures de places en instituts de formation en soins infirmiers.

1.2. Description des dispositifs juridiques en vigueur et date de leur dernière modification

Article 112 de la loi n° 2022-1726 du 30 décembre 2022 de finances pour 2023, modifié par les articles 74 et 123 de la loi n° 2025-127 du 14 février 2025 de finances pour 2025.

1.3. Problème à résoudre, raisons pour lesquelles les moyens existants sont insuffisants et le cas échéant nécessité de procéder à une nouvelle modification des dispositifs existants

La ventilation qui avait été proposée par l'article 74 de la LFI pour 2025 n'était pas consensuelle et a évolué depuis la publication de la LFI.

1.4. Objectifs poursuivis par la réforme (présentation de la logique de l'intervention)

La réforme vise à modifier les montants inscrits en loi de finances pour 2025 au titre du « protocole IFSI » afin d'arrêter la ventilation finale agréée par l'État et les régions. Cette nouvelle ventilation permet de se conformer au mode de calcul de l'accompagnement financier présenté dans le protocole signé en mars 2022.

2. Options possibles et nécessité de légiférer

2.1. Liste des options possibles

Option 1 : Conserver la répartition proposée dans le tableau de l'article 74 de la loi n° 2025-127 du 14 février 2025 de finances pour 2025.

Option 2 (retenue) : Modifier la répartition fixée par l'article 74 de la loi n° 2025-127 du 14 février 2025 de finances pour 2025.

2.2. Description des avantages/inconvénients des différentes options

Le fait de ne pas modifier la répartition engendre une iniquité entre les régions car elle ne tient pas compte de l'effort réel des régions en matière de création de places en instituts de formation en soins infirmiers (IFSI).

2.3. Raisons ayant présidé au choix de l'option proposée

L'option 2 proposée permet à la fois de répondre aux difficultés signalées par Régions de France, certaines régions ayant fait savoir qu'elles se sentaient lésées par la répartition actuelle, tout en apportant un soutien supplémentaire à Mayotte.

3. Dispositif juridique

3.1. Rattachement au domaine de la loi de finances

L'article 35 de la loi organique n° 2001-692 du 1^{er} août 2001 relative aux lois de finances (LOLF) prévoit que les lois de finances de fin de gestion peuvent comporter des dispositions tendant à modifier, pour l'année en cours, l'affectation d'impositions de toutes natures. L'accise sur les énergies étant considérée comme un impôt de toute nature, la répartition des fractions affectées aux régions peut être modifiée au cours de l'année.

Cet article se rattache par conséquent au domaine des lois de finances de fin de gestion aux termes du quatrième alinéa de l'article 35 de la loi organique n° 2001-692 du 1^{er} août 2001 relative aux lois de finances.

3.2. Liste des dispositions (législatives et réglementaires) à créer, à modifier ou à abroger

Article 112 de la loi n° 2022-1726 du 30 décembre 2022 de finances pour 2023, modifié par l'article 74 de la loi n° 2025-127 du 14 février 2025 de finances pour 2025.

3.3. Articulation avec le droit européen en vigueur ou en cours d'élaboration (traités, droit dérivé, jurisprudence, aides d'État)

Sans objet.

3.4. Modalités d'application dans le temps (mesures transitoires éventuelles) et sur le territoire (justification, le cas échéant, des adaptations proposées et de l'absence d'application de la disposition à certaines collectivités d'outre-mer)

Modalités d'application dans les départements et régions d'outre-mer :

Guadeloupe	Application de plein droit
Guyane	Application de plein droit
Martinique	Application de plein droit
Réunion	Application de plein droit
Mayotte	Application de plein droit

Application éventuelle dans les collectivités d'outre-mer :

Saint-Barthélemy	NON
Saint-Martin	NON
Saint-Pierre-et-Miquelon	NON
Wallis et Futuna	NON
Polynésie française	NON
Nouvelle-Calédonie	NON
Terres australes et antarctiques françaises	NON

4. Incidence de la disposition envisagée

4.1. Évaluation des conséquences pour chaque catégorie de personnes physiques et morales intéressées

4.1.1. Incidences micro et/ou macro-économiques (*impact sur la croissance, la compétitivité, la concurrence, modification des comportements, etc.*)

Sans objet.

4.1.2. Coûts et bénéfices financiers pour chaque catégorie de personnes physiques et morales concernée

Sans objet.

4.1.3. Incidences en matière d'égalité entre les femmes et les hommes

Sans objet.

4.1.4. Incidences sur la stratégie d'ensemble relative aux personnes en situation de handicap (domaines, moyens à prévoir pour leur mise en œuvre, etc.)

Sans objet.

4.1.5. Incidences sociales (impact sur l'emploi et le marché du travail en particulier)

Sans objet.

4.1.6. Incidences environnementales

Sans objet.

4.1.7. Incidences sur la jeunesse

Sans objet.

4.2. Évaluation des conséquences pour les administrations publiques concernées**4.2.1. Incidences budgétaires (coûts/économies nets de la mesure proposée)**

Cette mesure n'a pas d'incidence budgétaire.

4.2.2. Incidences sur l'emploi public et la charge administrative

Sans objet.

4.3. Description synthétique de la méthode d'évaluation utilisée

Sans objet.

5. Consultations menées**5.1. Consultations obligatoires (collectivités d'outre-mer, commissions administratives, etc.)**

Le présent article ne requiert pas de consultation obligatoire.

5.2. Consultations facultatives

Sans objet.

6. Mise en œuvre de la disposition**6.1. Liste prévisionnelle des textes d'application nécessaires**

Aucun texte d'application n'est nécessaire.

6.2. Le cas échéant, moyens autres que budgétaires et juridiques nécessaires à la mise en place du dispositif proposé (formalités administratives, évolution de l'organisation administrative, etc.)

Le dispositif proposé ne requiert pas de moyens particuliers pour sa mise en œuvre.

6.3. Modalités de suivi de la disposition (durée d'application, évaluation)

La présente mesure fera l'objet d'un suivi dans le cadre de l'annexe au projet de loi de finances relative aux transferts financiers de l'État aux collectivités territoriales, prévu par l'article 52 de la LOLF.

